

Océan Indien

Un an de « voie socialiste » à Madagascar

(Suite de la première page.)

La décolonisation, dans ces conditions, ne peut être qu'un processus long et heurté, de l'insurrection de 1947, aux manifestations de mai 1972 et au choix de 1975. Méfiant, le paysan malgache, qui vit généralement en semi-autarcie, ne fait et ne demande d'abord dans quel but connu il pourra casser la nouvelle « promesse annonçante d'en haut ». C'est-à-dire de Tananarive.

Vieux routier de la politique malgache — il a été l'un des animateurs du Monima, un parti de gauche, avant de rallier le président Ratsiraka, — M. Charles Ravoanjanah connaît ses auditeurs. De sa voix chaude et lente, il évoque les responsabilités d'une société d'Etat, la SINPA, dans un dévouement de la collecte du paddy. M. Daniel Randatsalimanana, sous-préfet depuis 1972, a introduit l'orateur auprès de cette petite assemblée de ruraux qui, plus tard, au cours d'interminables palabres sur la place de l'église, répandra la bonne ou la mauvaise parole. « Les paysans,

nous dit M. Ravoanjanah, se méfient surtout quand on leur dit ce qu'ils n'attendent pas de nous. »

La contradiction — dans le style local, c'est-à-dire sous forme d'une demande d'explication qui se veut anodine — est portée par le président de la section locale de l'A.K.F.M. Les partis politiques, bannis, ayant dû se transformer en « associations révolutionnaires », l'A.K.F.M. est devenue le K.D.R.S.M. et le Monima, le Kamivimbaho. Mais les anciens sigles demeurent en usage. Avec l'AREMA et le Vony (un mouvement de ralliés de l'ancien régime), l'A.K.F.M. et le Monima font partie, aujourd'hui, de la coalition malaisément formée en 1975 autour du président Ratsiraka.

Comment organiser la collaboration entre les quatre mouvements ? Telle est, en substance, la question du délégué local de l'A.K.F.M. M. Ravoanjanah n'en est pas dupe. L'AREMA, dont le secrétaire général est le président de la République, est soupçonnée par ses partenaires de vouloir coiffer les trois autres mouvements au sein d'un « Front uni » qui doit être formé dans la perspective d'élec-

tions locales et générales. Le conseiller à la présidence, également membre du comité directeur de l'AREMA, entend bien dissiper les appréhensions. « Il n'est pas question de contrainte », dit-il. D'ailleurs, il n'est venu à Arivonimamo que pour prendre contact. C'est à la population de choisir, de décider. « Tant que le peuple n'est pas encore conscient des problèmes, aucune révolution ne peut triompher. »

Seize ans après la proclamation de l'indépendance, la République démocratique malgache fête son premier anniversaire. « Ce n'est pas une pause, mais un redémarrage », assure le président Ratsiraka, qui parle également d'« innovation », de « diversification » et de « créativité ». « C'est une chance, la première », nous a dit M. Laurent Radady, l'un de ses collaborateurs, qui se rend lui aussi en province, chaque semaine. Entendue dans la douleur après trois ans de confusion, la République démocratique s'anime. Le 6 février 1975, un officier de gendarmerie, le colonel Ratsimandrava, était assassiné alors qu'il regagnait sa demeure par l'une de ces sombres ruelles qui s'achèvent à l'angle de collines au cœur de la capitale. Six jours plus tôt, il avait convaincu le général Ramananjato de lui céder la place à la tête de l'Etat.

Un directeur militaire inquiet de la situation ainsi créée avait alors décidé de parer au plus pressé : calmer les officiers rebelles, éviter que la panique ne gagne la capitale. A des mesures draconiennes de sécurité correspondait, pour rassurer la population, un « procès du siège » impliquant beaucoup d'inculpés et aux méandres trop complexes pour que le public y vit clair. La justice militaire mit longtemps à choisir de tourner la page en ne condamnant que trois comparses.

Comme on pouvait s'y attendre, le directeur finit par déléguer ses pouvoirs à la plus forte personnalité militaire, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka. L'ancien ministre des affaires étrangères du général des armées, le capitaine de frégate Ratsiraka est allé à l'essentiel : en dirigeant national, l'état-major, les mouvements politiques et l'influence bourgeoise marine des Hauts-Plateaux décidèrent de l'y aider. Que pouvaient-ils faire d'autre ? S'agissait-il d'un « 1958 malgache » mené dans un style gaullien ? Les mêmes causes produisent les mêmes effets », nous répond le président Ratsiraka, qui a fait adopter à la Grande-île de nouvelles institutions et sanctionner sa présence à la tête de l'Etat par un vote populaire et référendaire. La trêve politique était approuvée et une nouvelle expérience, menée par un jeune officier de marine originaire de la côte, était ainsi acceptée.

Celui que certains de ses adversaires, notamment dans la bourgeoisie marine, tiennent toujours pour un « arriviste », s'est attelé à une tâche difficile dans une société où l'ancien régime semble devenir la règle que l'engagement. A Madagascar, l'opposition ouverte est rare, ce qui explique peut-être la surprise de l'étranger devant certaines explosions de violence qu'il n'a pas su sentir. Avant de songer à la réforme la plus durable — celle des campagnes —, le nouveau régime devait d'abord s'assurer quelques années : définir une ligne d'action, s'affirmer à l'extérieur, comme nous le dit son chef, obtenir que « l'indépendance suive ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Prochain article :

LA TENTATION DE REPLI

Le Maurice

L'OPPOSITION A BOYCOTTÉ LE DISCOURS DU TRÔNE

Port-Louis (A.F.P.). — Le Parlement mauricien sera élu, mardi 28 décembre, pour prêter serment et entendre le discours du trône du gouverneur général M. Ramm Osman. Le plus important groupe parlementaire, celui du Mouvement militant mauricien (opposition de gauche), grand vainqueur des élections avec 34 sièges sur 70, a boycotté le discours du trône.

Dans son allocution, particulièrement brève — elle a duré moins de dix minutes —, M. Ramm Osman a évoqué la possibilité d'un référendum qui déciderait de l'accession de l'île Maurice au statut de république à l'intérieur du Commonwealth. M. Gaston Duval, chef du parti marxiste social-démocrate, a exprimé mardi l'accord de coalition intervenu la veille, avec la formation minoritaire de Sir Sewoosagur Ranganathan, le Parti de l'indépendance (travailliste). Ratsiraka a déclaré qu'il n'était pas question de participer au gouvernement, ce qui était constitutionnellement possible. Il a précisé que son parti avait obtenu quatre portefeuilles : le nouveau ministre chargé des affaires de l'île Maurice, l'administration, la justice et le logement, ainsi qu'un secrétariat parlementaire possible.

J.-C. P.

Proche-Orient

Liban

Le plan de régionalisation de la droite chrétienne

(Suite de la première page.)

Une poste privée fonctionne depuis bientôt un an : des télécommunications autonomes, n'empruntant plus le câble Beyrouth-Marseille de l'Etat libanais, devraient être inaugurées d'ici quelques jours. Elles comportent quarante-huit lignes de télétexte et cent vingt lignes de téléphone ainsi que l'équipement télégraphique (une société privée comportant des intérêts étrangers a installé ce réseau, en contre-partie d'un droit de gestion de trois à cinq ans). Tout cela s'ajoute à la coupure de facto du pays. Elle représente les éléments constitutifs de la régionalisation projetée, dont le principe serait : « Restons tous Libanais, mais chacun chez soi ».

Il existe plusieurs variantes du projet régionaliste. La tendance principale de la droite chrétienne constitue une partition canonique « fédérale » ou « cantonale », parce qu'elle suscite un refus immédiat du camp d'en face, qui est supposé devenir un partenaire. En principe, le Liban demeurerait uni, et serait doté d'un président de la République, d'un gouvernement et d'une seule armée. Mais la réalité du pouvoir appartenirait à des organismes provinciaux.

Les deux objections que ses adversaires font au projet « régionaliste » sont, d'une part, qu'il constitue une « partition canonique » ; de l'autre, qu'il ne règle pas le fond du problème, car dans un système de ce genre, les attributions du gouvernement central se rapportent essentiellement aux affaires étrangères, à la défense et aux finances. Or c'est précisément sur ces problèmes que s'opposent les différentes factions.

Le projet prévoit trois provinces : le Nord, le Centre et le Sud — et une capitale, Beyrouth. Le Liban-Nord et le Liban-Sud seraient à forte prédominance musulmane, avec toutefois des minorités chrétiennes et druzes. Mais alors que le Nord serait dominé par les Sunnites, malgré

une forte concentration chiite dans la Bekaa, le Sud serait au contraire à prédominance chiite, avec plusieurs concentrations sunnites : Saïda, Marjayoun, Hasbaya, Jeb-Jennine. La province centrale serait plus homogène : elle correspondrait à peu près au « petit Liban » chrétien envisagé en 1920, et ne comporterait, comme minorités, que les Druzes de la montagne et une poignée de Chittes dans la région de Jbeil.

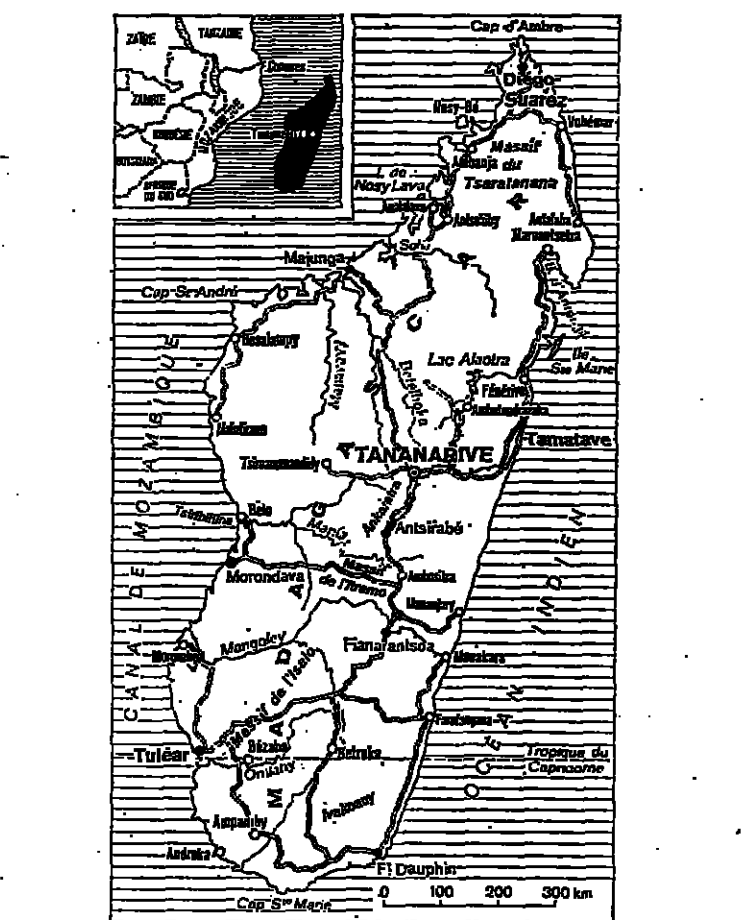
Chaque province aurait son gouvernement, son parlement et son Parlement, tous élus, et détenant donc leur autorité du peuple et non du pouvoir central. Leurs attributions seraient très larges et s'exerceraient dans les domaines, essentiels, de l'enseignement, de la justice, de l'information, de la sécurité et des communications. La circulation des biens et des personnes serait toutefois entièrement libre entre les différentes provinces, ainsi qu'entre celles-ci et la capitale. « Nous n'avons plus le droit, après 40 000 morts et 100 000 blessés, de vivre à la merci du moindre incident », explique M. Bechir Gemayel, principal dirigeant militaire des Phalanges. Que chacun soit maître chez soi : c'est la thèse de l'unité dans la diversité. Il est bien évident que, dans l'esprit de ses promoteurs, le projet régionaliste constitue autant une solution pour l'avenir qu'une position de repli en cas de reprise de la guerre.

Sans parler des réactions franchement hostiles de la gauche et des musulmans libanais (même le

très réceptif, imâm Moussa Sadeh a rejeté l'idée en bloc), le projet de régionalisation, très prisé dans le reste de la droite chrétienne (qu'il s'agisse du P.M.I. de M. Chamoun, de l'ordre des moines et de la Ligue maronite), est contesté à l'intérieur même du parti des Phalanges. Ainsi, M. Karim Fakradoun estime que c'est une solution-piège parce que, souligne-t-il, le mal congénital de l'Etat libanais se trouverait aggravé par la régionalisation. « Soit », conclut M. Fakradoun, je suis pour la décentralisation administrative, mais je suis contre la décentralisation politique. Pour moi, la solution réside au contraire dans la concentration des pouvoirs entre les mains d'un chef, et il se trouve que pour la première fois dans l'histoire du Liban, le monde arabe est d'accord pour que ce soit le président de la République, et lui seul, M. Ibrahim Najjar, également membre du bureau politique des Phalanges, considère que la régionalisation a peu de chances réelles d'aboutir. M. Bechir Gemayel précise d'ailleurs : « C'est un projet, mais nous ne nous y engageons pas. Nous ne sommes pas disposés à l'étudier. »

Comme le fait remarquer l'un des huit ministres du président Sarkis, personne ne dispose aujourd'hui des pouvoirs permettant de mettre le Liban sur la voie de la régionalisation ou, en général, de changements structurels.

LUCIEN GEORGE.



« Les citoyens reprennent confiance »

nous déclare le président Ratsiraka

De notre envoyé spécial

Tananarive. — « Il y a beaucoup de forces réactionnaires, mais, même si je disparaissais aujourd'hui, un retour en arrière est impossible. » Le président Didier Ratsiraka juge son pays dans une « phase de réorganisation ». « Le pli est pris », dit-il. Dans l'ancienne Maison de France, il occupe un bureau dont un seul garde de surveillance l'entoure. La répartie vive, assez sensible aux critiques, il a relevé la réflexion prêtée à M. Michel Debré, lors de la visite du président français à la Réunion, sur la « maîtrise » de la grande île voisine. « Quand il y a eu des cyclones sur Madagascar, Michel Debré a-t-il fait le moindre geste ? A-t-il alors évoqué la maîtrise de Madagascar ? » En deux heures d'entretien à bâtons rompus, il reviendra sur le sujet à plusieurs reprises.

« Quel bilan dressez-vous de cette première année de présidence ? »

— On va trop vite pour les uns, pas assez pour les autres, pour moi en particulier. Il faut que l'indépendance suive. En 1975, le pays était au bord de la guerre civile, nous courions à la catastrophe. Maintenant, les citoyens reprennent confiance, se remettent au travail. C'est satisfaisant, n'en déplaise aux détracteurs de tous bords, à l'intérieur et à l'extérieur. Ce n'est pas une pause, mais un redémarrage.

— Ne craignez-vous pas une sorte d'enlèvement dans de nouvelles structures ?

— Je ne suis pas d'accord avec certains gauchistes. Ils veulent du neuf et font table rase du passé. Détruire les routes ? Tuer les élites ? Nettoyer les opportunistes au sein de l'administration ? C'est facile à dire ! Par exemple, à l'université, 90 % des enseignants sont des réactionnaires. Mais sans eux l'université ne fonctionnera pas. Il faut attendre la formation de professeurs révolutionnaires. On est toujours un peu gêné par l'héritage.

— Comment concevez-vous le futur front ? Comme une coalition ou un parti unique ?

— Le parti unique, je l'ai proposé, mais la conjoncture n'est pas favorable. Il faut tenir compte des personnalités, des psychologies. Il ne faut pas forcer les choses. Faisons un front uni, c'est une étape nécessaire.

— Où en sont vos relations avec Paris et comment envisagez-vous une coopération ?

— Quand je suis avec des officiels français, les nuages se dissipent. J'espère que, cette fois, cela ne va pas recommencer. Il y a de bons et de mauvais Français à Madagascar. Comme partout. De toute façon, les Français sont forcés de jouer le jeu. Prenons un Giscard, un Mitterrand ou un de Gaulle, mettez-le à Madagascar à l'instant T, que fera-t-il d'autre que moi-même ? Comment les gauchistes ne peuvent-ils pas comprendre ? Ce n'est pas une question de sous-information. Il y a des moments où nos bateaux sont retardés intentionnellement. Ça existe l'impartialisme.

— Peut-on parler d'un rapprochement dans la phase actuelle ?

— Oui. Le problème des compensations est pointé et son règlement dépend de la volonté politique de Paris. M. Giscard d'Estaing semble mieux avoir compris notre politique après m'avoir rencontré à Paris, en juin dernier. Le lobby parisien envoie nos rapports. Quand le vin est tiré, il faut le boire.

— Quelles importances accordiez-vous au problème de Mayotte et des îlots de l'Océan Indien ?

— Nous essayons de tendre une perche, mais encore faut-il que les Français la saisissent. Ils devraient se dégoûter le plus vite possible. Par ailleurs, qu'apporte la possession d'un îlot, Juan-de-Nova, à la grandeur de la France ? Pour nous, c'est important ; pour vous, c'est une poussette.

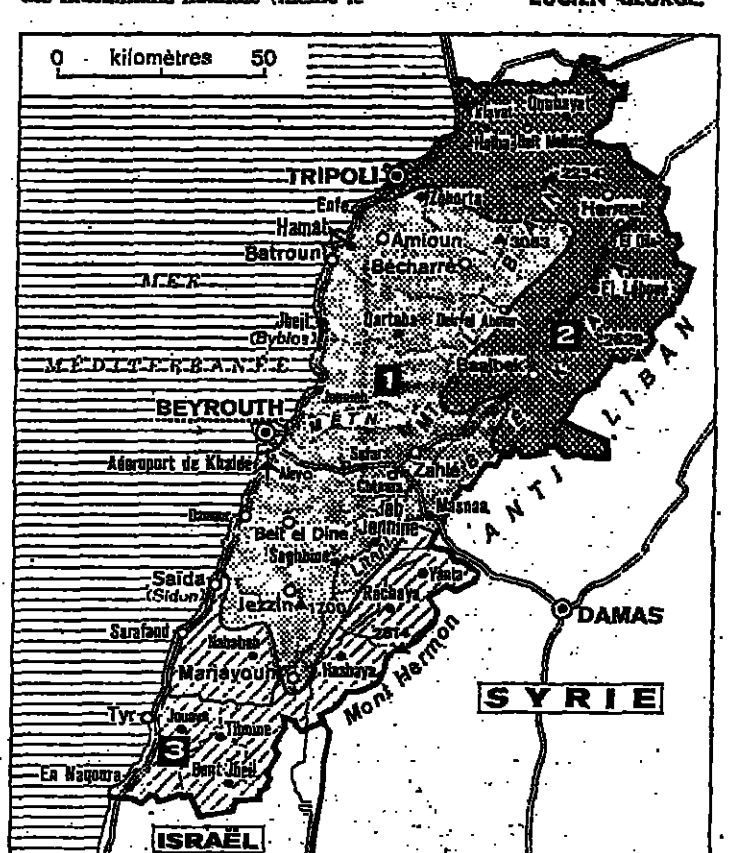
— Quel jugement portez-vous sur la situation en Afrique australe ?

— Elle va dégénérer. La machine de guerre va continuer de tourner. Madagascar est en deuxième ligne. Nous nous sentons déjà impliqués.

— Y a-t-il eu des candidats pour prendre la relève militaire de la France à Madagascar ?

— Disons qu'il y a eu des velléités. Mais, me connaissez-vous, je n'ai jamais osé me poser la question. »

J.-C. P.



Le projet de régionalisation de la droite chrétienne : (1) province du Centre, chrétienne ; (2) province du Nord, musulmane, à prédominance sunnite ; (3) province du Sud, musulmane, à prédominance chiite.

L'aéroport des Phalangistes à Hamat sera utilisable en mars 1977

De notre correspondant

Beyrouth. — Surplombant de 187 mètres la mer toute proche, un véritable aéroport a surgi en moins de trois mois dans un site exceptionnellement beau dominant les ruines d'un château-fort, sur le promontoire de Hamat, dans le nord du secteur chrétien du Liban. Dans trois mois, en mars 1977, il pourra fonctionner.

Cet aéroport appartient au parti des Phalanges. C'est lui qui, en août 1976, a pris la décision de le construire — pour ne plus être coupés du monde, disent ses dirigeants, comme nous l'avons longtemps été durant la guerre.

Les études ont été réalisées en trois semaines, à partir de la mi-septembre, par des ingénieurs libanais mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et tous bénévoles. Les travaux ont démarré le 8 octobre. Le 25 décembre, la piste était déjà prête à recevoir son revêtement de béton bitumineux sur la majeure partie de ses 1 780 mètres. Seuls les 350 derniers mètres n'étaient pas encore nivelés. Le gros œuvre du bâtiment de la petite aérogare (capacité : mille passagers par jour) a été pratiquement achevé.

La population a mis des terrains — 250 000 mètres carrés au total — à la disposition du parti, quitte à ce qu'une com-

mulsion d'expropriation soit formée ultérieurement.

« Dans une première étape, la piste pourra recevoir des Boeing-727 et 737 et des DC-10. Les Boeing-707 et 720 B pourraient aussi y atterrir, mais ils ne pourraient décoller à pleine charge. Dans une deuxième étape, la piste serait portée à 2 000 mètres, et son extension est prévue jusqu'à 4 000 mètres pour l'atterrissage des « jumbo ».

Coût de l'opération, financée par le parti phalangiste : 6 à 7 millions de livres.

Les compagnies aériennes accepteraient-elles d'utiliser cet aéroport s'il n'est pas intégré dans le réseau national ? « Nous avons déjà quatre offres », assure-t-on chez les phalangistes.

Les Palestiniens et les progressistes s'étaient foncés bien avant les conservateurs chrétiens dans la construction d'aéroports. Celui des Palestiniens est pratiquement terminé. Il est situé à une trentaine de kilomètres de la frontière sud. Celui des progressistes à Baalbek, dans le Chouf, fleuve de M. Jumblatt, n'est pas achevé. L'un et l'autre sont bien plus modestes que celui des conservateurs : 1 300 mètres de piste pour le premier, 750 mètres pour le second. Ils ne peuvent, au mieux, servir que pour les livraisons d'armes. — L. G.

هكازان الأول

Brésil

ACCUSÉE DE « SUBVERSION »

**L'Église dénonce la politique d'« intégration »
des Indiens d'Amazonie menée par le gouvernement**

De telles déclarations vont sans doute relancer la polémique entre le gouvernement et l'Eglise catholique, au moment où de nombreux évêques sont réunis à Rio pour mettre au point une position commune à l'égard des autorités.

repondant
idemment discrédit
l'administration
sont, à plusieurs
ne regardait pas
quand il s'agis-
des adversaires.
Ces derniers, au
coup inquiète, ces
des nouvelles
cette fois au sujet du
meurs.
responsables du
ton. Las Junior
Schwade, ont
de la part de
organisme gou-
de la protec-
de vouloir utiliser
« l'arche », au lieu de
les agressions
les aider à main-
« Le même ca-
l'un des
digenistes bré-
Villas Boas.
trère Claudio, a
s. Dans le qua-
de São Paulo du
Villas Boas affir-
sant était tran-
sreprise à but

rel et principal avocat de la
« mise au travail » des indigènes.
Mais leurs pronostics sont pes-
simistes.

« Globalement, la situation des
indiens ne cesse d'empirer, nous
dit le Dr Egídio Schwade. Quel-
ques années plus tard, le résultat
des opérations dites « d'attrac-
tion » (1) de la Fune! Il y a
eu aussi environ cinq cents indi-
gènes qui ont été expulsés ont
été détournés au nord du Mato-
Grosso. Six mois après, il n'y en
avait plus que soixante-seize. Les
autres, qui ont été expulsés, ont
le père du Xingú, où ils fréquen-
tent la route qui coupe le parc. Il
y a deux ans, M. Apoená Meis-
ter, directeur de la Fune!, a dit à
Ates-Coneiros, au nord du Goiás,
pour les préserver d'un contact
trop brutal avec les dévoués de
de la Fune!, ont été traités à
cinqvingt Ates-Coneiros. Il n'en
reste plus qu'un anneau. Les
Suruís du Rondônia étaient
quatre mille en 1970. On en
compte maintenant environ
et 70 %, d'entre eux sont atteints
de tuberculose. »

Le Père Egídio Schwade cite
de nombreux cas de tribus rédui-
tes à l'état de « sous-dévelop-
pement », ou d'autres abandon-
nées à l'invasion des « fronts

de jouer un rôle qui lui est propre. La fondation des tribus dans les contrées, au lieu d'être un maintien des tribus dans des limites de simplicité, sont citées, par Arghemana (panda) deviennent des armées et des colonies minières dans des meilleurs socialiste du Congrès, de la Funa, l'indigène a été placé d'un côté, les deux autres, les tribus, ont été éloigné : sur les tribus un grand chef, celui qui sont disposés à

de Maraba, les tribus de la cueillette des sili. Il y a deux tribus, Mme Iara, le commerce, le commerce à commercialiser et à récupérer comme perdue au mas. Elle vient à un nouveau mas. Les tribus citent bien en danger, nous dans les tribus d'après l'U. U.

CHARLES VANHECKE.

(1) Quand un chantier doit s'installer près d'une tribu qui n'a jamais eu de contact avec le monde moderne, des spécialistes sont envoyés sur les lieux pour « attirer » les Indiens, dialoguer avec eux, et éviter les conflits entre deux civilisations foncièrement antagonistes.

jours vécu. Depuis quelques années, le Cimi a organisé ou suscité des « Assemblées de chefs

indigènes », qui incitent les choix à s'unir pour défendre leur droit à la terre, et faire revivre leur culture.

« Mais la Funai est hostile à ces assemblées, nous dit Cam Thomas Bulo, elle s'oppose parce que les Indiens sont maîtres de leur destin. « La « consécration » des Indiens fait partie des rites formulés encore par l'Eglise, accusée par les autorités d'insuffler un esprit de révolte à tous les peuples de l'Amazonie.

CHARLES VANHECKE.

(1) Quand un chantier doit s'installer sur d'une tribu qui n'a jamais eu de contact avec le monde moderne, des spécialistes sont envoyés sur les lieux pour enseigner aux Indiens, dialoguer avec eux, et éviter les conflits entre deux civilisations fondamentalement antagonistes.

qui avait lieu une réunion de la direction du parti communiste du Brésil. Selon la version officielle, les participants avaient été appréhendés dans la rue. L'un d'entre eux était mort, renversé par une voiture alors qu'il tentait de s'enfuir. Deux autres dirigeants ont été tués dans la maison au moment d'un échange de coups de feu. Selon les autorités, ils avaient réagi par balles à l'ordre qui leur avait été donné de se rendre. Mais la version publiée par

certains journaux, comme l'hebdomadaire *Veja*, semble indiquer que les assaillants ont été les premiers à traillier les dirigeants communistes.

L'une des victimes, Pedro Ventura de Araújo Pomar, soixante-trois ans, est un militant communiste de longue date. Il a été l'un des fondateurs du P.C. DO E, en 1961, après la scission provoquée par le dissident chinnois au sein du parti communiste pro-soviétique de M. Luiz Carlos Prestes.

Avec Angelo Arroyo, autre dirigeant mort au cours de l'opération, il avait défendu depuis 1964 la ligne de la « lutte armée » contre le régime militaire. — C.V.

EUROPE

POLITIQUE

Espagne

A Madrid

police interrompt une conférence de presse parlementaires italiens en faveur de M. Carrillo

Madrid (A.F.P., U.P.I., Reuter). La police a interrompu ce mardi 29 décembre une conférence de presse organisée dans un grand hôtel de Madrid par une délégation parlementaire italienne venue saluer la libération de M. Carrillo. Le secrétaire général du parti communiste espagnol, Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste italien, et des sept autres membres du comité exécutif du parti arrêté le 22 décembre, ont été arrêtés par la police. Le communiqué de presse du parti communiste italien, daté de Carabanchel (où est détenu M. Carrillo), a été distribué par la police. Une autre manifestation a été également arrêtée par les forces de l'ordre.

dans la banlieue ouvrière de Villaverde. La commission de l'opposition chargée de négocier avec le gouvernement les modalités de la participation de la gauche aux élections législatives s'est réunie mardi pour étudier le cas des dirigeants communistes emprisonnés. En l'absence de M. Carrillo, représentant communiste adjoint à cette commission, et Simon Sanchez Montero, son remplaçant, tous deux détenus, le P.C.E. a désigné un observateur.

DE GUIRINGAUD : la législation du P.C. espagnol est inacceptable à terme.

Madrid 28 décembre. M. de Guiringaud a commenté la situation au sein du P.C. et au P.C. (voir 24). Il a aussi abordé les suivantes : LA SITUATION EN ESPAGNE : l'adhésion de ce pays au traité communautaire n'est pas à l'ordre du jour. Le ministre des affaires étrangères a déclaré qu'il n'y a pas de négociations en cours. Les chances de voir l'Espagne adhérer au traité communautaire sont faibles. LA PRESIDENTIE CARTER : Guiringaud ne pense pas que l'Europe dans un rôle de médiation soit possible. Il a souligné que la situation en Espagne est une préoccupation majeure pour l'Europe.

Un appel en faveur de la libération du secrétaire général du P.C. espagnol, Santiago Carrillo, a été lancé, mardi 28 décembre, à Paris, par un certain nombre de personnalités des lettres et du spectacle, dont Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Jean-Paul Sartre et Robert Merle. La déclaration précise : « L'adhésion de la démocratie en Espagne suppose la libération de tous les prisonniers politiques. »

M. DE ORIOI A FAIT PARVENIR UN NOUVEAU MESSAGE A SA FEMME

Après avoir reçu un coup de téléphone anonyme des journaux du quotidien El País ont recueilli mardi 28 décembre, dans une maison à l'extérieur de Madrid, un nouveau message de M. de Orioi. M. de Orioi, président du Conseil d'Etat, enlevé le 11 décembre par des militaires du GRAPO (Groupe armé de résistance populaire), a écrit à sa femme, M. de Orioi, la lettre n'est pas datée, mais commence par la mention « une fois les fêtes de Noël passées... ».

A la différence des précédents, ce message n'était pas accompagné d'un communiqué du GRAPO. Dans une dernière lettre, le groupe avait exigé une amnistie totale en échange de la libération de M. de Orioi.

Italie

Andreotti estime que de nouveaux sacrifices sont nécessaires pour sortir de la crise

ne (A.F.P.). — Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a déclaré mardi soir, le bilan de cinq mois de gouvernement, dans une interview à la première chaîne de télévision nationale. Il en ressortant de sa montrer une « situation grave » quant à la situation économique du pays. « Nous sommes dans une situation grave », a-t-il reconnu. M. Andreotti a souligné les signes avant-coureurs de la récession, la production industrielle a augmenté de 10 %, mais le chômage technique est de 18 %. A remarqué le fait que le gouvernement, qui a des résultats élevés en matière de production industrielle, a des résultats faibles en matière de chômage technique. Andreotti a estimé que d'« nouveaux sacrifices » étaient nécessaires pour sortir de la crise. Il a souligné que la situation économique du pays est grave, et qu'il faut des sacrifices pour sortir de la crise. Il a souligné que la situation économique du pays est grave, et qu'il faut des sacrifices pour sortir de la crise.

« Nous avons aussi été capables de reconnaître que le pays est en crise », a-t-il déclaré. Il a souligné que la situation économique du pays est grave, et qu'il faut des sacrifices pour sortir de la crise. Il a souligné que la situation économique du pays est grave, et qu'il faut des sacrifices pour sortir de la crise.

Selon M. Agnelli

« LA STAMPA » PERDRAIT 5 MILLIARDS DE LIRE PAR AN

Rome (U.P.I.). — Dans une interview accordée à la revue juive Shalom, M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, a déclaré au sujet des annués financiers que connaît actuellement le quotidien italien La Stampa : « Je serais heureux si la Stampa ne perdait pas 5 milliards de lire par an. Pour parler franchement, je serais heureux si elle était en mesure de maintenir le journal à flot. »

POINT DE VUE

RÉPONSE A M. OLIVIER GUICHARD

Vérités premières et conséquences secondes

par LEO HAMON (*)

DANS le Monde du vendredi 17 décembre, M. Olivier Guichard « énonce » « douze vérités premières ». Entre autres, celles-ci : la distinction de la majorité et de l'opposition est liée à la stabilité gouvernementale ; la stabilité est l'expression de la confiance que les Français éprouvent en eux-mêmes et en l'Etat.

On conviendrait sans peine que l'existence d'un scrutin majoritaire entraîne la constitution d'une majorité, et que cette majorité est consolidée, à la différence de ce qui se passe sous la III^e République, par la stabilité gouvernementale elle-même ; aujourd'hui la longévité de la majorité est la permanence du président de la République, cristallisant une majorité qui était autrefois fluctuante. Quant au sentiment de confiance des Français en eux-mêmes et en l'Etat, il est un élément présent — avec une intensité variable — dans la psychologie de tous les Français, combiné parfois avec des sentiments contraires ; et on conviendrait encore sans peine que la confiance en l'Etat est plus aisément ébranlée chez ceux qui, avec l'actuelle majorité, voient cet Etat gouverner par les tendances politiques de leur choix.

France, pensent que les ressources de notre pays seraient mieux mises en valeur par un autre pouvoir ? Et pourquoi ne pas penser que, si le pouvoir changeait de détenteur politique, la confiance en l'Etat serait le fait de la nouvelle majorité, — tandis que ceux qui auraient cessé d'être la majorité éprouveraient sans doute la défiance envers le nouveau pouvoir. N'est-ce pas, par exemple, ce qui est advenu en 1936 pour ceux dont la confiance en l'Etat a été plus vite troublée par le gouvernement de Léon Blum qu'il n'était l'être par celui de Pétain moins de cinq ans plus tard ? La confiance en l'Etat a-t-elle fait défaut après la libération à ceux qui avaient le sentiment d'y être représentés ?

Mais de ces vérités difficilement contestables, M. Olivier Guichard passe, sans marquer la transition, à une idée sous-entendue : ce sentiment de confiance serait l'apanage le plus durable de la majorité actuelle, la seule qui pourrait les éprouver.

Le gaullisme n'est pas un esprit de parti ; il est l'esprit de l'Etat, écrit Olivier Guichard, et ceci encore est à la fois vrai et incomplet. Sans doute le gaullisme est-il l'esprit de l'Etat par opposition à l'esprit de clan, mais il est aussi l'esprit de l'Etat au service de la démocratie, d'une orientation sociale donnée et de la volonté de la majorité. S'il était cette dernière, sans réserve et sans considération des points d'application du pouvoir de l'Etat, pourquoi se serait-il, en effet, opposé à l'Etat de Vichy, ce qu'il a fait et même commencé par faire ?

La majorité, dit Olivier Guichard, possède ses mécanismes d'évolution propres ; sans doute, mais cette « vérité » ne peut être isolée d'une autre : la nation possède, elle, non seulement ses mécanismes d'évolution, mais, en tant que de besoin, et du fait même de la démocratie, les mécanismes des renversements de majorité. Il ne s'agit pas de transférer à d'autres la confiance dans le gouvernement tel qu'il est.

La conséquence implicite des deux vérités énoncées par M. Olivier Guichard serait d'autant plus grave que dans une autre vérité, il insiste, non sans raison, sur la similitude des électeurs qui, dans la majorité actuelle, se comptent sur tel ou tel parti : républicains indépendants, Centre démocrate ou R.P.R. Bonnes à méditer, les vérités d'Olivier Guichard seraient d'autant plus graves que, ment la distinction sociale que le R.P.R. prétend tracer entre elle et les formations modérées beaucoup plus classiques qui seraient, elles — et seraient seules — conservatrices de droite ; car s'il y a similitude profonde entre les électeurs de tous les partis de la majorité actuelle, c'est que l'électorat R.P.R. est réduit à ce qui est maintenant, la majorité tout entière ne peut être que une juxtaposition de partis de droite plus différenciés entre eux.

Cette constatation de la similitude entre les différentes branches de l'électorat modéré — de ce qu'il faut bien appeler une mini-majorité de droite — ne peut que confirmer dans leur éloignement les électeurs de gauche qui ont naguère apporté leur suffrage à ce qu'ils ont qualifié de « gauche » qui, lui, se sent plus proche de l'électorat socialiste, parfois même, socialement, de l'électorat communiste... que des républicains indépendants.

En somme, Olivier Guichard identifie majorité et confiance en l'Etat ; le sentiment existe sans doute et l'actuelle majorité l'éprouve, — mais l'erreur est de croire qu'il lui est à jamais réservé.

En fixant — ou plutôt en bloquant — la majorité et la confiance en notre collectivité à ce qu'elles sont aujourd'hui, on pose donc (peut-être sans s'en rendre compte) un type, une classe de Français qui ont vocation à assumer l'Etat, et d'autres dont la vocation est dans l'attitude négative de l'opposition.

Mais pourquoi donc le sentiment de confiance en la nation et en ses possibilités serait-il réservé à ceux qui soutiennent l'actuel gouvernement et ne serait-il pas éprouvé par ceux qui, tout en ayant confiance en la nation, ont une attitude négative ?

Si le gaullisme est sans doute le sens de l'Etat et de ses responsabilités, ce n'est pas parce que de hauts fonctionnaires passent avec une telle aisance et sans transition de l'exercice d'une très haute autorité dans l'Etat à celui de fonctions considérables dans un parti donné que ce dernier parti a le monopole du sens de l'Etat : ne confondons pas les ressorts des carrières indi-

viduelles avec la force des choses ; le sens de l'Etat n'est pas le service de tout gouvernement (majoritaire par hypothèse), car il ne faudrait plus alors parler du sens de l'Etat, mais simplement d'un opportunisme supérieur.

Si le gaullisme est — sans doute — l'acceptation des responsabilités de l'Etat, « encore faut-il qu'il y ait un », avait dit le général en 1958 : encore faut-il aussi que son orientation ne méconnaisse pas certains impératifs majeurs de notre philosophie politique ou des aspirations populaires profondes, car, en pareille situation, le gaullisme c'est aussi la capacité de savoir dire non, capacité qui s'est illustrée en quelques circonstances mémorables dont le précédent ne saurait être oublié.

(*) Ancien ministre, ancien député U.D.R., président du club Initiative République et socialiste (gauche d'opposition).

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA A ISSORE LE 13 JANVIER ET A STRASBOURG LE 28

(De notre correspondant.)

Clermont — Ferrand. — Moins d'un mois après son voyage à Chamalières et à Royat, le 21 décembre dernier, le président de la République se rendra de nouveau en Auvergne le 13 janvier prochain. Il inaugurera la presse hydraulique néo-éolienne de l'usine Interforge à Issore (Puy-de-Dôme). Cette presse à matricer, destinée à forger notamment les pièces vitales des avions, est, avec ses 65 000 tonnes, la plus puissante du monde occidental. Elle a été construite en coopération avec l'U.R.S.S. Le chef de l'Etat sera accompagné d'une délégation soviétique conduite par M. Ivan Arkhipov, vice-président du conseil des ministres.

D'autre part, M. Giscard d'Estaing participera le 28 janvier, à Strasbourg, à la cérémonie d'inauguration du nouveau palais de l'Europe, siège du Conseil de l'Europe. Le président de la République prononcera le discours de clôture.

Les réfugiés basques espagnols pourraient être expulsés de France vers des pays tiers, indique M. Poniatowski

Répondant à une question orale sans débat de M. Louis Le Pensec, député socialiste du Finistère, à propos du sort des réfugiés basques espagnols assignés à résidence à l'île d'Yeu (le Monde du 21 décembre), M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a répondu, mardi 28 décembre, l'essentiel de l'argumentation qu'il avait développée au printemps dernier à l'Assemblée nationale pour justifier le maintien de cette assignation (le Monde du 7 mai).

M. Poniatowski a notamment rappelé que « ces étrangers appartenant à une organisation terroriste internationale en France, qui a commis des attentats, des enlèvements de personnes et des meurtres », et qu'« il ne saurait être question de leur laisser un trouble quelconque à l'ordre public sur le territoire national, provenant de ces réfugiés qui ont un devoir de discrétion et d'obéissance à la loi ».

Le ministre de l'Intérieur a, en outre, précisé : « Les mesures de surveillance étroite que le gouvernement français s'est trouvée contraindre de prendre sont destinées à assurer le respect des décisions d'assignation à résidence prises par les juges qui s'y trouvent soumis. (...) Le comportement de ces étrangers est contraire aux obligations que la convention de Genève impose. Leur attitude a été dénoncée, à plusieurs reprises, par le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés. Les ressortissants espagnols qui protestent contre les mesures d'assignation à résidence qui les frappent ont toute liberté pour rentrer dans leur pays. S'ils n'ont ni à reprocher ni à se plaindre, leur retour ne devrait présenter aucune difficulté. Toutes facilités leur seront données pour quitter le territoire français. Pour ceux qui craindraient encore pour leur liberté, le ministre français des affaires étrangères a entrepris des démarches auprès d'autres Etats afin qu'ils acceptent d'accueillir ces étrangers. Si ces demandes reçoivent des suites favorables, les mesures d'expulsion qui frappent les assignés à résidence seront immédiatement mises à exécution. »

La préparation des élections municipales LA FÉDÉRATION COMMUNISTE DES HAUTS-DE-SEINE S'ÉTONNE DES PROPOS DE SES PARTENAIRES SOCIALISTES

Les positions de M. Poperen au sein du P.S.

A la suite de notre compte rendu de la convention nationale du parti socialiste (le Monde du 21 décembre), nous avons reçu de M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., les précisions suivantes : Sur la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, nous verrons le moment venu dans quelle mesure les positions de Pierre Joxe et les miennes s'accroissent ou se réduisent. François Mitterrand a eu, l'occasion de s'exprimer récemment à ce sujet au nom du parti socialiste, le peut vous assurer que nous sommes sans réserve et qu'il a dit. En substance, les socialistes sont tout naturellement pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel, quitte à la formulation de leur réponse à une éventuelle interrogation du gouvernement actuel de la France, elle dépendra de la formulation de cette interrogation même, dont nul ne sait aujourd'hui ce qu'elle sera, pas même, semble-t-il, ceux dont c'est la responsabilité de l'exprimer.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

Concernant la poursuite du débat nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre. Et s'il est vrai, comme vous l'écrivez, que François Mitterrand a dit que le parti socialiste ne se prononce pas sur la question de la nationalisation-économie de marché-planification, il est tout à fait exact que je me suis en accord avec les remarques de Pierre Joxe sur certains aspects des propos de Michel Rocard lors du forum de l'Expansion, tellement en accord que je me suis exprimé dans le même sens, justement à cette séance du comité directeur du 6 novembre.

ÉDUCATION

UN DÉBAT A GRENOBLE AVEC DES INDUSTRIELS

Les C.A.P. en question

De notre correspondant

Grenoble. — Faut-il diminuer le nombre des certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) actuellement trois cent cinquante — préparés dans les collèges d'enseignement technique ? C'est l'une des questions qui ont surgi lors d'un débat organisé récemment entre des membres de l'assemblée régionale Rhône-Alpes, des industriels et des responsables de l'éducation, à l'occasion de l'inauguration d'un C.E.T. à Saint-Egrève (Isère).

Soulignant que, selon une étude récente du conseil régional, la plupart des chefs d'entreprise refusent de recruter les titulaires de bon nombre de C.A.P., diplômés « qui ont pourtant été conçus pour eux », les participants se sont demandés s'il ne convenait pas de limiter l'enseignement technique à la préparation de quelques C.A.P. « Nous souhaitons que les C.E.T. forment des personnes ayant appris à apprendre, beaucoup plus

que des gens formés à un métier précis », a déclaré un chef d'entreprise. Il faut donner aux élèves une formation générale suffisante pour être à même de comprendre le matériel sur lequel ils vont travailler. Nous les formons ensuite sur le tas, à l'issue de notre maîtrise et de notre encadrement. Les entreprises ne peuvent pas trouver dans les filières normales d'enseignement des C.E.T. tous les « produits finis » immédiatement utilisables dont elles auraient besoin, a ajouté, en substance, M. Henri Touchard, recteur de l'académie de Grenoble.

L'adéquation des formations avec les emplois ne pourra jamais être réalisée, ont estimé d'autres responsables de l'éducation nationale : les industriels ne sont pas en mesure de faire des prévisions d'embauche à cinq ans, alors que, avec la décision de créer une filière d'enseignement technique et la « sortie » des premiers titulaires de C.A.P., il s'écoule davantage de temps. Selon M. Paul Donjon, président de la commission « développement économique » du comité économique et social Rhône-Alpes, « les types de formation doivent avoir un caractère relativement polyvalent pour que l'adéquation avec l'emploi puisse se faire à la dernière minute ».

Stopper le processus actuel

Les milieux industriels estiment que l'apprentissage du métier est un des éléments de l'enseignement professionnel et qu'il faut stopper le processus actuel qui tend à diminuer la place des travaux pratiques dans l'enseignement technique.

Pour la répartition géographique des collèges d'enseignement technique dans la région Rhône-Alpes, M. Touchard considère que, en raison du manque de mobilité des hommes, il ne faut pas envisager de gros C.E.T. spécialisés, mais des petits établissements, en liaison avec les autres établissements d'enseignement. « Si nous n'ouvrons pas de sections techniques un peu partout et le plus dispersées possible, nous allons fermer cette voie à des jeunes qui ne voudront pas quitter leur canton ».

Les industriels ont souhaité un meilleur brassage des enseignants avec les milieux professionnels. « J'ai foi dans la retombée de la formation permanente, dans l'essai qui créera à terme un autre type d'enseignement », a déclaré de son côté M. Touchard. Il faudra penser à une génération pour y parvenir. Mais c'est la solution en profondeur à la non-communication entre deux mondes qui devraient pourtant être complémentaires.

CLAUDE FRANCHILLON

● **Classes préparatoires pour bacheliers techniciens.** — Trois classes préparatoires au haut enseignement commercial ont été ouvertes, à titre expérimental, à la rentrée 1976, dans trois lycées techniques (Gaston-Berger à Lille, Heslères à Paris, Ozanne à Toulouse). Ces classes sont réservées aux élèves possédant le baccalauréat de technicien G (tertiaire) et H (informaticien) indiquant un arrêté publié au Journal officiel du 22 décembre. La préparation au concours s'étendra sur deux années. Cette expérience répond au désir du gouvernement d'ouvrir les grandes écoles aux élèves de l'enseignement technique, annoncé par M. Stoltz, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la condition des travailleurs manuels (Le Monde du 19 décembre 1975).

Des élèves stéphanois mènent l'enquête

LE TECHNIQUE ? CONNAIS PAS !

L'enseignement technique est très mal connu, si l'on en croit une enquête auprès de la population stéphanoise faite il y a quelques mois par des élèves de première E (mathématiques et technique) du lycée Benoît-Fourmy, à Saint-Etienne. Une personne interrogée sur trois n'a pu citer le nom d'un seul établissement technique de la ville. Curieusement, ce sont les ouvriers qui paraissent connaître le plus mal l'enseignement technique, alors que leurs enfants y représentent la majorité des élèves.

Les réponses à la question « Mettriez-vous vos enfants dans le technique ? » sont ainsi résumées par les élèves enquêteurs : « Les employés et surtout les ouvriers interrogés ne sont pas d'accord, en majorité, pour mettre leurs enfants dans le technique. Par contre, les cadres supérieurs déclarent à 100 % qu'ils mettraient leurs enfants dans le technique ; en réalité, les enfants n'y vont pas ».

Pour évaluer, d'autre part, l'origine sociale des jeunes qui fréquentent les principaux établissements secondaires de Saint-Etienne, les élèves ont, avec l'accord des responsables, compilé les fichiers de cinq établissements. Leur rapport d'enquête, d'une vingtaine de pages, illustre la sur-représentation des enfants de cadres moyens et de cadres supérieurs (60 % des élèves environ) dans le lycée d'enseignement général, et la sur-représentation des enfants de familles ouvrières dans l'enseignement technique (de 60 à 70 % des élèves). Ces résultats sont plus contrastés que les proportions observées pour tout le pays.

L'intérêt de ces enquêtes, qui faisaient partie des « 10 % » pédagogiques, a fait l'unanimité chez les élèves et chez les professeurs. Les premiers ont estimé que c'était « une manière agréable de travailler ». Ce travail a débouché sur un montage audiovisuel destiné à des actions de sensibilisation sur l'enseignement technique.

RELIGION

POINT DE VUE

Un douloureux sottisier

par GILBERT CESBRON

« CATHOLIQUE — qui l'ignore ? — signifie universel. Mais on a vite fait

de ne songer qu'à l'espace et d'oublier le temps. Car, si ce terme implique que l'Eglise doit finir par englober la terre entière, il exprime aussi que les chrétiens de tous les temps demeurent mystérieusement liés par la communion des saints. Il s'ensuit aussi que chaque époque laisse derrière elle son alchimie et qu'une chrétienté se trouve à tout moment composée de toutes sortes de sédiments. Ainsi recenserait-on aisément parmi nous des Croisés, des François d'Assise, des inquisiteurs, des réformateurs, des curés d'Als... Et pareillement des chrétiens de demain ou d'après-demain que nous sommes tentés d'expulser du troupeau, parce qu'ils ne relèvent d'aucun modèle connu et que leurs actes ou leurs dires déconcertent ou scandalisent. Mais s'il est des réflexions dont les chrétiens devraient se méfier, ce sont bien ces deux-là : car, à l'image de leur frère et seigneur Jésus, les plus grands saints, la plupart des fondateurs et tous les prophètes ont, eux aussi, déconcerté et scandalisé leur temps.

« Ne jugez pas ! », devrait demeurer notre règle d'or. Essayons plutôt d'écouter, d'observer, de comprendre, selon le seul critère proprement chrétien, à savoir : « Ce qui nous choque est-il ou non issu d'une pure intention d'amour ? ». Si oui, ne nous arrêtons pas à son aspect laid ou provocant : il n'y a ici d'autre « scandale » que celui qu'ont, de tout temps, engendré les nouveautés. Mais si ce qui nous heurte ne prend assurément ni source ni racine dans l'Amour : si l'amour de Dieu ou celui du prochain n'en est ni la raison, ni le but, ni l'effet, alors seulement nous pouvons le récuser, voire l'accuser.

Ces réflexions, ou plutôt ces évidences, devraient prévaloir à toute lecture des *Fumées de Satan* (1). Ce livre, je l'ai lu par devoir et, vingt fois, il m'est tombé des mains. Je voudrais, sans passion, m'en expliquer librement.

Et d'abord, pourquoi « par devoir » ? Parce qu'il s'agit de l'aine interreligieuse de Michel de Saint-Pierre dont j'ai pu, à l'occasion, espérer l'essentiel : la foi, l'espérance et l'amour. Lui et moi, nous avons à Jésus de Nazareth une fidélité passionnée ; et cependant elle nous induit dans des voies différentes, sinon parfois opposées. Telle est l'admirable liberté des enfants de Dieu ; telle est aussi notre infirmité : chacun de nous s'incarne dans une foi, une espérance (quoique Satan pense en lui), qu'un aspect de la vérité. Je dois donc à Michel de Saint-Pierre de lire attentivement tout ce qu'il exprime, et même — comme c'est ici le cas — ce qu'il couvre de son autorité.

Le livre m'est tombé des mains,

car rien n'est plus suspect et lassant qu'un réquisitoire en matière. Et aussi parce que, du ton même de ces doléances ainsi que de leur anonymat forcé, émane quelque chose de mesquin, de rétrograde et d'amer qui m'épouvante. Bien plus de hargne que de douleur vraie, — voilà l'impression que, à tort ou à raison, je retire de cette compilation systématique. Ou plutôt, l'une et l'autre me paraissent ici maladroitement mêlées. Ce n'est pas un Livre blanc, c'est un dossier gris d'où fusent, par instants, des cris de douleur qui m'émouvant, mais aussi parfois ce ricanement détestable qui, jusqu'à présent, demeurait l'apanage des ennemis du christianisme.

Que tous ces témoignages soient authentiques (c'est-à-dire envoyés par des chrétiens et recueillis tels quels par les auteurs de l'ouvrage), je n'en doute pas ; mais beaucoup ne sonnent pas vrai. Car un abus, détaché de son contexte et dont on n'a recherché ni la raison ni l'intention, peut être tout ensemble « exact » et faux. Il en est de lui comme d'une citation isolée ou tronquée — et n'importe quel écrivain a trop souffert de cette malhonnêteté intellectuelle pour ne pas la flatter d'instinct. D'ailleurs, le commentateur, dont s'alourdissent certaines de ces dénonciations (je ne vois guère d'autre terme), dénonce leurs auteurs eux-mêmes et réduit la portée d'un récit qu'il prétendait mettre en valeur.

Il faut ajouter que ces quatre mille témoignages — le chiffre, certes, est accablant — sont loin de peser la même poids et qu'ils se recoupent sans doute : soit que plusieurs d'entre eux émanent d'un même cercle ; soit qu'un même abus ait été ressenti en termes différents par divers correspondants. C'est pourquoi il ne me paraît guère équitable de laisser entendre qu'il ne s'agit là que d'un échantillon, car le lecteur, intoxiqué par tant de sondages stupides et par l'ambiance générale de hargne, ne manquera pas de généraliser. Or il faut proclamer — ce dont se gardent les auteurs, mais dont peuvent témoigner des millions de catholiques français — que, dans la grande majorité des paroisses de ce pays, de tels abus ne se produisent pas ; qu'ils y sont tout à fait épisodiques et le fruit d'une bonne volonté qui s'égare et non celui de la mauvaise volonté. Cette circonstance ne serait nullement atténuante dans l'armée, la justice ou l'administration ; mais au service d'un Dieu qui est l'Amour, et au sein d'une Eglise qui professe la Miséricorde comme l'une des Béatitudes, comme l'un des huit préceptes essentiels du Christ, la distinction me paraît capitale.

Il ne s'agit absolument pas de nier ni d'absoudre les abus, souvent intolérables, que cet ouvrage recense, domaine par domaine. Il s'agit seulement de faire la part du désir de nuire, ou de trahir ses engagements, ou d'opprimer les fidèles dont on a la charge — et celle de l'imbécillité, de la prétention et de la partisanerie des prêtres en question. Dans ma petite enfance, j'étais persuadé que toutes les « grandes » personnes — étaient intelligentes et bien élevées. J'ai mis longtemps à comprendre que les enfants bêtes, sales et méchants devenaient le plus souvent des adultes bêtes, sales et méchants. Or les laïcs commettent naïvement la même erreur au sujet des prêtres. Longtemps, ils n'ont considéré comme de « mauvais prêtres » que ceux qui befoyaient leurs vœux dans le domaine sexuel, c'est-à-dire l'un des

moins graves. Mais ils paraissent (et continuent de paraître) que le sacro-dote leur contrefaisait automatiquement l'intelligence, l'honnêteté et la non-violence. C'est, hélas ! entièrement faux. Quand un prêtre consacre et quand il confesse, il représente irrémédiablement le Christ ; la reste du temps, il n'est, comme chacun de nous, que le produit, souvent médiocre, de sa prière et de sa fidélité.

Cette « double apparence » — consécration le matin, le péché et la merveille du sacro-dote, l'attitude, sans aucune complaisance, que j'ai rencontrée, au long de ma vie, une immense majorité de prêtres attentifs, donnés, fidèles, et même quelques saints — je passe mes mots. Qu'on en finisse donc avec cette douloureuse « mise dans le même sac » du meilleur et du pire ! Il n'empêche qu'il existe des prêtres lâches, prétentieux, présomptueux, violents, partisans. Des prêtres qui se laissent investir par la hargne, voire la haine, et qui tombent dans tous les pièges où nous nous laissons prendre. Notamment celui de détester les uns (les puissants, les riches) par amour pour les autres (les pauvres, les opprimés) — ce qui n'est certainement pas l'enseignement du Christ. Cette médiocrité de certains prêtres a existé de tout temps ; elle n'est pas, comme on voudrait nous le faire croire, le fruit empoisonné du concile. L'histoire en a retenu des exemples fameux, mais ignorés des centaines de milliers d'autres, obscurs et impunis — tandis qu'aujourd'hui, sous les feux croisés des médias et de la malveillance universelle, qui peut ignorer qu'il y a ?

Les auteurs des *Fumées de Satan* se plaignent des hommes actuels ; mais ont-ils tenté d'en retirer certaines de l'école d'aujourd'hui ? Ils dénoncent des prises de parti politiques ; mais combien d'abus de cette sorte n'ont-ils pas été commis depuis des siècles ! Et n'est-ce pas surtout la « couleur », nouvelle de ces options qui leur déplaît ? Pourtant, qu'ils ne s'y trompent pas : le christianisme doit affronter deux ennemis incommensurables : le capitalisme et le marxisme, dont le plus insidieux n'est pas celui qu'ils pensent. « Saint-Père, gardez-vous à gauche ! Saint-Père, gardez-vous à droite ! ».

Il se plaignent aussi du malaise goût des chants sacrés actuels ; mais ont-ils jamais dépassé leur attachement nostalgique pour juger de sang-froid certains cantiques d'autrefois ? Ont-ils retenu, comme je viens de le faire, les catéchismes de leur enfance, celui, très officiel, du cardinal de Gasparri, par exemple ?

Les abus qu'ils dénoncent dans le domaine de la liturgie sont, en effet, inadmissibles. Ils seraient encore plus impressionnants si ce réquisitoire ne les présentait pas mêlés avec de simples imprudences, voire certaines innovations dont il faudrait accorder les retours lorsqu'il s'agit de jeunes ou de militants pour savoir si elles ne les ont pas enrichis. Il faudrait aussi rappeler respectueusement que la messe tant regrettée de saint Pie V comportait, par exemple, quarante-cinq signes de croix — abus « officiel », certes, mais abus tout de même.

Quelle est donc cette nostalgie, ou cette docilité, ou cette crainte de l'avenir qui rend nos censeurs à la fois aussi intrajugeants et, aussi, bornés ? Car ils sont fort lucides, mais d'un seul oeil seulement. Est-ce là de l'honnêteté intellectuelle ? Et même de l'honnêteté tout court lorsqu'ils s'en prennent aux personnes ? Car ils n'insistent pas, à la fin de l'ouvrage, à rejeter la responsabilité

de tant de sottises, de prétention et de partisanerie individuelles sur nos évêques. Sur des évêques dont l'intelligence, la sainteté, l'honnêteté, le courage (le parti d'hommes que j'ai réellement approchés) les situent, à mes yeux, dans le droit fil de l'Evangile et bien au-dessus de ces prêtres onctueux, chamarrés et souverains qu'on nous vante aujourd'hui.

En fait, les *Fumées de Satan* n'apparaissent comme un douloureux sottisier. Douloureux à rassembler, je n'en doute pas ; mais également douloureux à consulter. On y voit s'étaler la bêtise et la provocation de certains prêtres, mais aussi la hargne et l'esprit d'opposition de certains laïcs. Le concile Vatican II n'est nullement concerné ; Jean XXIII ni Paul VI non plus ; et l'actualité : nos évêques pas davantage — sauf dans la mesure où le respect des personnes, la confiance qu'ils témoignent à certains de leurs prêtres (ou l'illusion qu'ils entraînent à leur suite) ainsi que l'exode de beaucoup ont pu les rendre trop indulgents ou trop patients. Cela n'est pas niable ; ce n'est pas non plus irremédiable. De ce point de vue, ce livre pénible peut rendre service ; tout comme la triste affaire Lafayette aura rendu service à l'Eglise de France — mais à quel prix ?

Avant que Michel de Saint-Pierre ne prenne enfin la parole en quelques pages (surtout pour évoquer ses propres mises en garde et crier un peu trop de pages, à mon goût), l'auteur du livre nous invite, sous le titre « Soyons efficaces », à une vaste campagne de dénonciation. Cette fois, quelque estime qu'on lui porte, le crois qu'il dépasse les bornes. « Si chaque laïque devient sa porte, affirme-t-il, la rue sera propre en quelques instants... » Sans doute ; mais à chacun, comme il l'y convie, dépose lâchement devant sa porte les ordures qu'il a pu collecter ça et là, le fumet de Satan rendra la chrétienté irrespirable.

(1) Dossier publié par l'association Credo, avec une conclusion de Michel de Saint-Pierre. Ed. la Table ronde, 265 p., 20 F.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75221 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ETR.
12 F 15 F 22 F 30 F

TOUTES PAYS FRANÇAIS
PAR VOIR NORMALES
12 F 15 F 22 F 30 F

ETRANGER
(par mandat)

I. — MEXIQUE — LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
12 F 15 F 22 F 30 F

II. — TUNISIE
12 F 15 F 22 F 30 F

Par voie aérienne
taxis sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque bancaire)
doivent bien joindre et chaque
leur demande.

Changements d'adresse
obligatoires : on doit adresser
immédiatement à nos abonnés
notre adresse à jour et nous adresser
notre demande de changement
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
capitalisés d'impression.

LA GRANDE

A tous les étages dans tous les rayons, des centaines de prix

Galerias Lafayette

سكان النمل

RELIGION

SOCIÉTÉ

gauche chrétienne est divisée à propos de la création France du mouvement Chrétiens pour le socialisme

La création en France du mouvement Chrétiens pour le socialisme (C.P.S.) continue de provoquer vives prises de position au sein de la gauche chrétienne. Après le refus catégorique de l'Action catholique ouvrière (ACO) et de la Jeunesse chrétienne (JOC) de s'associer de quelque manière que ce soit à cette entreprise, les deux principales tendances de la gauche — l'une plus laïque, l'autre plus « religieuse » — présentent des positions respectives.

La tendance politique s'est exprimée récemment lors d'une réunion des mouvements Cité nouvelle, le cercle Jeun-XXIII et d'autres groupes chrétiens critiques et de chrétiens marxistes. ont notamment étudié leur « plate-forme sans bégayements », dont nous avons largement rendu compte (le Monde du 9 novembre), dans laquelle ils insistent avant tout sur la lutte contre l'idéologie religieuse : « Nous ne croyons pas à la transformation de l'Eglise, déclareront-ils. Nous ne voulons pas que C.P.S. soit un cartel de mouvements. »

La tendance religieuse dans laquelle se situent les six mouvements catholiques qui avaient organisé en juin dernier à Orléans une rencontre nationale pour discuter du lancement en France du C.P.S. (le Monde du 10 juin) développe sa pensée dans un « projet de plate-forme » que viennent de rendre public ces six mouvements (les Équipes enseignantes, la Vie nouvelle, les groupes Émancipation chrétienne, la Jeunesse étudiante chrétienne, l'Action catholique universitaire et Notre Combat).

En voici quelques extraits :

quant à la légitimité et la nécessité de cette analyse politique, nous refusons d'y réduire l'Eglise. » Pour nous, l'Eglise représente une réalité sociale importante : le monde chrétien est divisé par la lutte des classes ; l'idéologie bourgeoise reste dominante dans l'Eglise. Le pluralisme qu'elle affiche est de l'ordre de la coexistence des chrétiens pour le socialisme à lutter pour une Eglise radicalement transformée. (...)

La présence de nombreux militants engagés dans les luttes sociales, le clergé, la hiérarchie, à se montrer de plus en plus critiques vis-à-vis de la société, l'idéologie bourgeoise restant dominante au sein des Eglises. Elles refusent l'analyse de la société en termes d'exploitation et de luttes des classes. Elles tendent à s'attacher aux excès du capitalisme sans en remettre en cause les fondements. En voulant légitimer le langage de la réconciliation, d'universalité, de service et d'amour fraternel, elles empêchent de lutter contre le capitalisme et le socialisme, elles ne prennent pas vraiment leurs distances avec le monde bourgeois. En voulant défendre les principes de son organisation interne, elle véhicule un modèle social hiérarchique où tout vient d'en haut.

» Dans son désir de protéger le dépôt de la foi contre les idéologies athées, elle se livre à une critique du marxisme qui rejoint l'analyse marxiste. Le marxisme, susceptible d'interprétations, de bien des manières, n'est pas une idéologie monolithique et réductrice. Il est au contraire une voie au dialogue, à la lutte des classes est présentée comme synonyme de haine et de violence. (...) Les chrétiens pour le socialisme ne veulent pas quitter leurs Eglises à travers lesquelles ils ont découvert Jésus-Christ. (...)

» C.P.S. doit constituer : — Un lien entre tous les chrétiens qui luttent pour le socialisme ou les organisations qui s'est donné le mouvement ouvrier.

— Un moyen de lutter contre l'idéologie qui séduit le christianisme dominant et qui sert les objectifs et les intérêts du pouvoir.

— Un rassemblement destiné à l'évangélisation des non-chrétiens, qu'il peut y avoir cohérence entre les engagements socialistes et les exigences de l'Evangile.

— Des liens de liberté qui favorisent la recherche personnelle et collective de nouvelles manières de comprendre, de dire et de vivre la foi en Jésus-Christ afin qu'elle soit significative tant pour les personnes que pour la société à bâtir.

— Un élément de solidarité avec les autres mouvements C.P.S. qui, dans le monde, démontrent leur foi en Jésus-Christ et sont engagés dans les luttes de libération. témoignent ainsi du levain révolutionnaire de l'Evangile. »

Ce texte doit être analysé par les groupes de base qui auront également à se prononcer sur la possibilité et l'opportunité de tenir une assemblée générale constitutive des C.P.S. en avril 77.

DÉFENSE

MALGRÉ L'AFFAIRE DES FAUX STARTRON

La Libye dira prochainement à la France si elle maintient sa commande de dix patrouilleurs rapides lance-missiles

Dans quelques jours, d'ici à la fin de l'année probablement, devrait savoir si le gouvernement libyen considère l'affaire des faux Startron — ces matériels contrefaits et vendus pour millions de francs à l'armée libyenne — comme un incident les conséquences sur les rapports entre les deux pays ou comme un obstacle important à la continuation du commerce des armes entre Paris et Tripoli.

est du moins le sentiment de nombreux industriels français qui, engagés avec les autorités libyennes des conversations sur de nouveaux accords de fourniture d'armes. Ces discussions portent, notamment, sur la livraison à la marine libyenne de dix patrouilleurs rapides lance-missiles « face-surface » du type Otomat. Le contrat, d'un montant de 250 millions de francs, a été signé le 27 juin 1976 (le Monde du 27 juin), on a appris que la marine libyenne demandait la livraison de dix Otomats. Les caractéristiques techniques de ces bâtiments et les conditions leur production en série ont été finies par les deux pays. Il restait à régler les détails financiers du contrat dont le règlement, généralement, le début de l'exécution de la livraison.

Il semble bien que le premier acompte — on parle d'un contrat de 250 millions de francs — ait été versé à ce jour par le Liban, comme c'est l'usage à la conclusion de la commande d'un matériel militaire au pays fournisseur. Ce premier acompte peut représenter de l'ordre de 30 % de la commande. Les discussions continuent actuellement entre la France et la Libye et si l'affaire des faux Startron ne crée pas d'obstacles insurmontables dans les relations franco-libyennes, les négociations estiment que d'ici à la fin de l'année ils devraient arriver à une conclusion.

A vrai dire, les retards apportés à la signature définitive d'un contrat, dont la rédaction a pris du temps, proviennent davantage de l'attitude des autorités françaises et du client libyen. Le renforcement de la marine de guerre libyenne est composé de mille cinq cents à deux mille hommes à l'heure actuelle — suppose qu'aurait été réglée, au préalable, de nombreux problèmes techniques à commencer par la formation et le recrutement des personnels.

D'autre part, la France s'est imposée une certaine prudence dans la livraison de matériels militaires à des pays du Proche-Orient et à la Libye en particulier. Le gouvernement français, qui donne une caution bancaire à la conclusion de tels accords, ne souhaite pas fournir des matériels qui puissent être utilisés par son client dans une guerre quelconque, ou qui lui permettent de porter la guerre, très loin au-delà de ses frontières reconnues, contre un autre pays étranger.

Pour éviter ou limiter les effets de ces restrictions ou de ces contrôles sur l'utilisation qu'elle entend avoir de ses armements, la Libye s'est adressée, depuis plusieurs mois, à l'Union soviétique, qui vient d'accepter de lui livrer des vedettes lance-missiles et des missiles tactiques soi-disant capables d'atteindre, par exemple, le territoire égyptien.

L'embarras de la France, en la matière, provient du fait qu'elle mène parallèlement des conversations avec l'Égypte sur des commandes de matériels militaires divers — y compris la vente de sous-marins — et que de nouvelles livraisons d'armements français à Tripoli ne doivent pas apparaître comme risquant, un jour, de menacer directement la sécurité de l'Égypte.

AU CONGRÈS DE LA LIGUE FRANÇAISE D'HYGIÈNE MENTALE Environnement et déterminisme de la violence

La violence froide du schizophrène qui s'en prend à son propre corps, celle du grand débile manifestant son désespoir par une rage destructrice, le système répressif où ni la victime ni le bourreau ne se reconnaissent plus comme des êtres humains, l'agressivité méthodique des combattants de la Résistance ou la délinquance juvénile traduisant à la fois l'affirmation d'identité et le désir de possession, tous ces phénomènes peuvent-ils être comparés ? Ont-ils un

déterminisme identique ? Les mass médias sont-ils coupables et la justice rempli-elle le rôle qui lui est assigné ou devient-elle une « contre-violence » pénétrante de cercles vicieux ?

C'est pour tenter de répondre à ces questions que la Ligue française d'hygiène mentale a tenu ses 100^{es} Journées annuelles, sous l'impulsion de son secrétaire général, le docteur Leroy, à un thème aussi vaste que la violence.

Dès que le système est faussé, comme l'a montré Bettelheim, dès que l'une des parties reconnaît en l'autre son semblable (un être humain), toute la dialectique de la violence et de la contre-violence systématisées s'écroule.

Les soixante-cinq mille détenus préventifs ordonnés pour les soixante-dix mille informations judiciaires ouvertes chaque année sont les manifestations modernes d'une « contre-violence systématisée » dénoncée par M. Badinter.

Les deux tiers de ces détenus doivent finalement être acquittés, un retour à l'humanité réclame que la société soit tout entière orientée vers des moyens économiques et de production, que l'ensemble des mouvements sociaux soit dominé par la quête du pouvoir ou de cette possession.

C'est dans l'incertitude sur le rôle des mass médias comme inducteurs de violence, que s'est terminée ce débat, qui montre, tout le moins, qu'un vécu violent, aux fureurs, aux combats, aux tortures et aux exécution publiques du passé s'est substituée une intolérance sans cesse grandissante à toute forme de cruauté.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Au Danemark Les autodafés d'ouvrages « passés de mode » soulèvent l'indignation

De notre correspondant

Copenhague. — Les Danois viennent d'apprendre, non sans indignation, qu'on brûlait chaque année chez eux pour plus de 2 millions de couronnes (environ 17 millions de francs) de livres et de disques achetés avec « leurs impôts ».

Ce genre d'opération, autorisée par une loi votée il y a une dizaine d'années, n'a pas pour motif des préoccupations morales ou religieuses, comme au temps de l'Inquisition. Il s'agit seulement de permettre aux responsables des bibliothèques publiques de se « débarrasser » régulièrement d'ouvrages déchirés ou tachés, mais aussi, pour une grande part, de livres et de disques « passés de mode, vieillissants ». Ainsi, certains sont-ils tout bonnement éliminés des rayons parce qu'ils ne sont pas empruntés assez souvent et qu'il faut faire de la place pour les acquisitions récentes.

Restés longtemps ignorés, ces faits ont été révélés par un article du quotidien Politiken, qui a soulevé un tollé. La réprobation des Danois à l'égard de ce que beaucoup qualifient de « gaspillage éhémère », voire de « scandale culturel », a entraîné plus grande que, pour des raisons d'économie, nombre de communes du royaume, à commencer par Copenhague, ont été contraintes de limiter les heures d'ouverture des bibliothèques publiques sujet à plusieurs reprises, comme les prêts et l'entretien de millions, en dépit des protestations.

Hommes politiques et lecteurs anonymes ont demandé qu'on donne ces ouvrages aux institutions de petit budget ou qu'on les vende d'occasion. Un dictionnaire ou une encyclopédie datant de dix ans, on-ils faut remarquer, sont encore très utiles. Un député libéral a provoqué l'hilarité de ses collègues en brandissant au Parlement un livre édité au début de 1973, dont l'auteur n'était autre que l'ancien premier ministre social-démocrate Jen Otto Krag (1963-1972). « Cette œuvre », a-t-il déclaré ironiquement, « avait pris le chemin de la décharge municipale de ma ville natale parce que depuis quelques mois elle n'était plus demandée ! »

CAMILLE OLSEN.

» Un attentat a été commis au siège du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), 14, rue Vieille-du-Temple, à Paris 75004, le 25 décembre, vers 22 heures. Cet attentat, qui n'a pas été revendiqué, a causé des dégâts importants. Le MLAC s'élève, dans un communiqué, « contre cet acte odieux qui illustre bien jusqu'où sont prêts à aller ceux qui refusent aux femmes le droit de disposer de leur corps et de décider elles-mêmes d'avoir ou non un enfant ».

» Les prochains cours publics organisés par le Mouvement universel de la responsabilité scientifique (M.U.R.S.) auront lieu à la Sorbonne (salle Louis-Liard, entrée 17, rue de la Sorbonne), les 6 et 12 janvier à 18 heures. Jeudi 6 janvier, M. Fourastié, membre de l'Institut, « Les intellectuels et le réel ». Mercredi 12 janvier, M. André Lichnerowicz, membre de l'Institut, « L'ordinateur dans la société ».

jusqu'au 21 janvier

DRÉCLEMENT

de prix exceptionnels comme au bon vieux temps.

Galerias Lafayette

CARNET

Naissances

— Judith à la joie d'annoncer la naissance de son fils Guillaume chez Jean-Pierre et Xavier Langelier, le 18 décembre, Paris.

Décès

— Nous apprenons la mort de M. Maurice COURTISSE.

[Né le 30 janvier 1906 à Paris, M. Maurice Courtisse avait été conseiller du commerce extérieur de la France de 1950 à 1962. Président-directeur général des transports internationaux et maritimes Messageries et Cie, M. Courtisse était maire du Mesnil-Thérèse, dans l'Oise.]

— Mme Pierre David, née Anne de Speth, Sophie et Stanislas.

M. et Mme Daniel David et leurs enfants.

M. et Mme François David et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Michel F. DAVID,

stomatologue

le 23 décembre 1976, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Montauban (82). Laverne-Lacasse (31).

Mme le docteur Henri Delhay.

M. et Mme Mathias Fink et leurs enfants.

M. et Mme Laurent Delhay et leur fille.

M. et Mme François Delhay, Mme Maurice Grondier,

leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Henri DELHAY,

chirurgien au Centre hospitalier de Montauban,

croix de guerre 1939-1945,

survenu le 25 décembre 1976, dans sa cinquante-huitième année.

Le service religieux a été célébré en la chapelle Notre-Dame-de-la-Paix, à Montauban, le lundi 27 décembre 1976.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Laverne-Lacasse (31).

6, rue Louis-Braille, 82 Montauban.

— François et Laurence, Bruno et Martina,

Jean-Louis et Béatrice, Didier, Patrick,

Et René Grédel,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri GRÉDEL,

née Nicole Dupont.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame de Boulogne le jeudi 30 décembre 1976, à 9 h. 30, et l'inhumation à Saint-Quay-Porrieux, le vendredi 31 décembre, à 10 heures.

— La société Promptia a le regret d'annoncer le décès de

M. Samy GRIN,

son directeur commercial.

Que sa famille trouve ici l'expression de nos condoléances attristées.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Léon KARTON,

Desse, Cernaux, Descorps,

survenu le 27 décembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de

M. Léon Karton,

Dr. docteur Paul Karton et Mme, et de leurs enfants.

93, boulevard Murat, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

comte Yves-Louis de KERGOULAY,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

survenu subitement le 27 décembre, à l'âge de soixante-quatre ans.

De la part de

Le comte Yves-Louis de Kergoulay, son épouse,

Du comte Denis de Kergoulay,

Du comte Geoffroy de Kergoulay, ses fils,

Du comte et de la comtesse Thierry Pilet-Win,

M. et Mme Philippe Vielard,

M. et Mme Pascal Binous,

ses gendres et belles-filles.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Canisy (Manche), le 31 décembre, à 15 heures.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Angélique-Christine LAZARD,

survenue le 23 décembre, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de

Mme Georges Antoine-May, sa sœur,

M. et Mme Jacques Millierand, Mme Claude Lazard,

M. et Mme Raymond Winocour, M. et Mme Sydney Lazard,

M. et Mme André-Paul de Bord, M. et Mme Bernard de Lavalette,

M. Claude-Eric Lazard, M. et Mme Antoine Debré,

Lise Millierand, Claire Millierand,

M. et Mme Gilles Lacin, M. et Mme Patrick Winocour,

M. Richard Winocour, M. et Mme Marc Winocour,

Et de tous ses arrière-petits-enfants.

Ainsi que de Mmes Le Bouchie et Morell, ses dévouées compagnes.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 27 décembre 1976,

13, rue Montpensier, 75001 Paris.

— Mme Paul Marguerit, née Joëlle Marguerit,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul MARGARIT,

ingénieur agronome,

directeur honoraire au ministère de l'Agriculture,

officier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 décembre 1976, à Paris.

Les obsèques auront lieu en l'église de Louisy (Savoie-et-Laire), le 31 décembre 1976, à 15 heures.

69, avenue de Suffren, 75007 Paris. 75100 Louisy.

— Nous apprenons le décès, le 28 décembre, à Tourneville (Calvados), du

contre-amiral (réserve) Géraud BISSERY,

dont les obsèques ont lieu ce mercredi 29 décembre, à Tourneville.

[Né le 24 juillet 1906 à Granville (Manche) et ancien élève de Navale, le contre-amiral (cadre de réserve) Géraud Bissery a été pilote de chasse dans l'Armée de l'Air. Après plusieurs affectations, notamment en Afrique, il a commandé, en juillet 1960, le bâtiment « La Fayette » et est devenu, en octobre 1961, expert militaire auprès de la commission de la défense nationale à l'Assemblée. Promu contre-amiral, il commande en mars 1964 l'escadron maritime de La Pallice et est placé en deuxième section (réserve) en août 1965.]

— Mme Henri Mois, Le docteur et Mme Michel Mois,

Marceline et Dominique Mois,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri MOIS,

survenu le 20 décembre 1976, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Nice, le 22 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de la Gaillardière, 18 Vézère.

— M. et Mme Roger Mautier et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Juliette MULLER,

survenue en son domicile, 48, rue de Vercueil, le 28 décembre 1976.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Fontenay-lez-Compiègne, le 29 décembre.

— Mme Françoise Nurock, son épouse et sa fille,

Mme veuve Rita Nurock, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de

M. Boris NUROCK,

survenu le 27 décembre, à l'âge de trente ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, le mercredi 29 décembre, à 15 h. 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. René Ponsin et Mme, née Sourgens,

M. et Mme Jean-Claude Ponsin, M. et Mme, née Ponsin,

M. et Mme Robert Gérard, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Marie SOURGENS,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante,

survenue le 25 décembre 1976, à Juvigny-sur-Orge, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Obsèques le mardi 28 décembre 1976 à Lagrange-du-Gers.

— Mme Jean-Marie Vie-Dupont, son épouse,

Yvonne Thibault et Alize Vie-Dupont, ses enfants,

Mme Victor Vie-Dupont, sa mère, M. et Mme Julien Saulnier, ses beaux-parents,

Le docteur et Mme Pascal Vie-Dupont,

M. et Mme Dominique Vie-Dupont, ses frères et belles-sœurs,

Les familles Dilleman, Dupont et Guyot,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 25 décembre 1976,

dans sa trente-quatrième année, de M. Jean-Marie VIE-DUPONT,

sous-préfet

E.N.A. promotion 63,

conseiller technique au cabinet du premier ministre chargé des relations avec le Parlement.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Sulpice, le jeudi 30 décembre, à 10 h. 45.

NI fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, rue Henri-Barbusse, Paris (19).

60, rue de Varenne, Paris (7).

(Voir « Le Monde » du 29 décembre.)

Messes anniversaires

— Il y a sept ans disparaissait tragiquement, dans sa vingt-troisième année, notre très cher

François SAKZIANE.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Visites et conférences

JEUDI 30 DÉCEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

Culture nationale des monuments historiques. 10 h. 30, entrée du musée de l'Orangerie, place de la Concorde. Mme Oswald : « La peinture romantique allemande ».

14 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

15 h. 1, quai de l'Horloge, Mme Le-Grand : « La Sainte-Chapelle et le palais de la Cité ».

JEUNESSE

LA RELANCE DE L'OPÉRATION « 50 000 JEUNES »

Cinquante-trois agénaises en quête d'emploi

Malgré un arrêt de quelques mois, l'opération dite « 50 000 jeunes » continue. Ainsi en a décidé un récent conseil des ministres (« le Monde » du 9 décembre). Lancée il y a deux ans, cette opération, qui consiste à donner à des jeunes sans qualification et sans emploi un début de formation, a bénéficié jusqu'ici à trente-sept mille jeunes chômeurs. Une étude statistique, portant sur onze mille bénéficiaires, montre que 37 % d'entre eux ont trouvé un

emploi immédiatement après leur stage et que 28 % se sont engagés dans une autre filière de formation générale ou professionnelle au terme de celui-ci. Un peu plus du quart (27 %), en revanche, se sont inscrits à l'Agence pour l'emploi : les 10 % restant n'ayant pu être recensés. Un bilan relativement positif, comme le suggère une expérience menée à Agen ces derniers mois.

Agen. — Il y a quelques jours, Nicole a quitté le lycée Bernard-Palissy pour entrer comme « sténodactylo » correspondant dans une petite entreprise d'Agen. Elle a dix-neuf ans et n'a jamais travaillé. L'entreprise ne lui est pas inconnue : elle y a effectué trois stages, au cours des neuf derniers mois.

Le premier dura quatre semaines. Placée au poste de son choix, dans la mesure du possible, elle observa, s'initia. Elle fit le deuxième stage au même poste, en équipe avec le titulaire. Au cours du troisième stage, elle eut, enfin, l'entière responsabilité du travail.

Nicole est une des cinquante-trois stagiaires de l'opération « 50 000 jeunes » formées à Agen. Cette opération de formation professionnelle, déclenchée en septembre 1974, fut rapidement menée. L'Agence nationale pour l'emploi, sur la base des enquêtes menées auprès des jeunes demandeurs d'emploi de seize à vingt ans, se chargea d'informer, voire de solliciter des postulants. Le lycée Bernard-Palissy accepta de bon cœur d'accueillir les stagiaires. Enfin, le « groupement patronal interprofessionnel » (G.P.I.), affilié au C.N.P.F. de Lot-et-Garonne, s'engage

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

BEAUBOURG PRÊT A APPAREILLER

UN rectangle, deux flèches, résumant, sur le papier, les objectifs, les fonctions et les activités du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Le schéma est simple. C'est celui d'un outil destiné à la communication. D'un côté, la bête (le public) ; de l'autre, le message (l'information). Une flèche pour désigner l'arrivée dans le Centre, la rue Saint-Martin, des voitures, des cars ou des piétons ; une autre flèche pour indiquer que les bêtes, les livres, tous les éléments de la documentation monteront, par ascenseurs, de la rue du Renard jusqu'au musée, à la bibliothèque, aux salles d'actualité, aux mouvements simultanés (l'information sera sans cesse remise à jour et le public, en principe, constamment renouvelé). Deux directions convergentes. La rencontre se produit tout naturellement, quelque part, milieu du plateau culturel, à un étage quelconque du bâtiment.

Aujourd'hui que le schéma s'est matérialisé dans verre et dans l'acier, la rencontre va-t-elle se produire, comme prévu, sur le plateau Beaubourg ? Pront-ils nombreux, au-delà du 31 janvier 1977 (jour de l'inauguration), à franchir la piazza en pente douce, à passer les portes vitrées menant au forum, à monter l'escalator, en diagonale, jusqu'au cinquième

es cartes range le a culture

age ? Pas forcément pour visiter l'exposition Marcel Vanthorp, pas tout de suite. Avec l'idée de prendre un verre, d'admirer les toits de Paris et de goûter, sur 15 francs, au repas préparé par Servair (traiter Air France), sous les plantes vertes de la cafétéria. Nombreux ou pas, ça se verra : il faut remplir la file transluide. Faire apparaître sur ce grand verre urd d'acier des centaines de petites silhouettes about sur l'escalator. Révéler d'architecture : transformer l'abstrait en médium. Passer d'une architecture-fuge à une architecture-déclat, de l'écran-écran à l'écran-support. Fantastique drive-in : les constructeurs de Beaubourg songent à projeter sur la façade, 36 places, même en plein jour, des images vidéo de mètres sur 12. Et par posters interposés, multiplier l'extérieur le spectacle intérieur (reportages sur s expositions, films d'artistes, etc.). Trop onéreux : millions environ, le projet est au point mort. Mais l'achille y est : la diffusion de masse aux dimensions de Beaubourg.

La campagne de lancement s'annonce également andace. Georges Guetta, secrétaire général de la omédie-Française et auteur du projet inter-théâtre, a

exploré le terrain et mis au point une stratégie à laquelle a collaboré et qu'appuie aujourd'hui, à la direction des services de promotion, Anne-Marie Thibaut. Après une année de formation au marketing, cette jeune femme parle de ce qui, à Beaubourg, « se vend bien ». — Pierre Boulez, par exemple, avec un naturel qui peut déconcerter. Mais la réussite du Centre, c'est aussi, et surtout, un ensemble de « gâteaux » : le format « carte de crédit » du billet magnétique à introduire dans le tourniquet donnant accès au musée — image des transports collectifs après celle des mass media. Le prix (10 francs), le nom même (« laissez-passer découverte ») et le « laissez-passer Pompidou » de ce saut-conduit, sorte de forfait à la journée, destiné à proposer aux touristes une « formule économique ».

C'est aussi cette enveloppe en plastique dans laquelle sera vendue, pour 50 francs, la carte d'abonnement à l'année, véritable carte orange de la culture, dont la possession devrait, comme on dit, « modifier le comportement de l'usager » (le transformer en « habitué »). Et cette manière de spéculer sur la psychologie de l'abonné, de l'« intéresser » au capital culturel par l'envoi d'un bulletin d'information, par la gratuité des catalogues, par une priorité dans les réservations, par un tarif-collectivité pour les spectacles. L'idée, aussi, de faire peut-être intervenir le sondage comme procédé publicitaire du genre : « Vous êtes cinq cent mille à avoir visité l'exposition Paris-New-York », placé bien en vue sur des panneaux lumineux, ou d'affrêter des charters d'Air France sur des thèmes groupés, du genre : « Visitez en un seul week-end le Salon de l'automobile et l'exposition... »

Une technique. Du matériel. Des objectifs : trente mille adhérents, pour commencer ; toucher un centième des foyers de la région parisienne, un dixième des visiteurs annuels dans les musées nationaux, par deux cent mille pils expédiés à domicile — soit un « rendement » de plus de dix pour cent. Compter sur cent mille fidèles dans trois ans, si les services de promotion savent persuader qu'« il ne passe toujours quelque chose à Beaubourg ». « Cesser de prêcher des convertis », faire appel à « la petite dame qui se dévoue toujours pour organiser les garderies, dans les grands ensembles », constituer un réseau de délégués que l'on puisse réunir pour vérifier l'efficacité des méthodes ; s'adresser, plutôt qu'aux comités d'entreprise, aux responsables professionnels, inviter la vie associative, les comités de quartier, mobiliser les femmes au foyer.

Intriguable, Anne-Marie Thibaut trace un plan de bataille qu'elle entend mener simultanément sur le front national et à l'échelle internationale. Victoire probable dans le combat touristique : déjà les curieux débarquent par cars entiers de banlieue, de province, de l'étranger. Mais la marche sera longue pour rallier les familles sous la bannière « culture ». « Le dimanche, je vais à Beaubourg... » Improbable. Malgré les séductions de la transparence, malgré l'ouverture des portes jusqu'à 10 heures du soir. Comme le rappelle M. Jacques Chabasse, le directeur de Paris et membre du bureau politique du parti communiste français : « L'existence de solutions satisfaisantes, dans le cadre de la société actuelle, aux problèmes que révèle, en particulier, Beaubourg ».

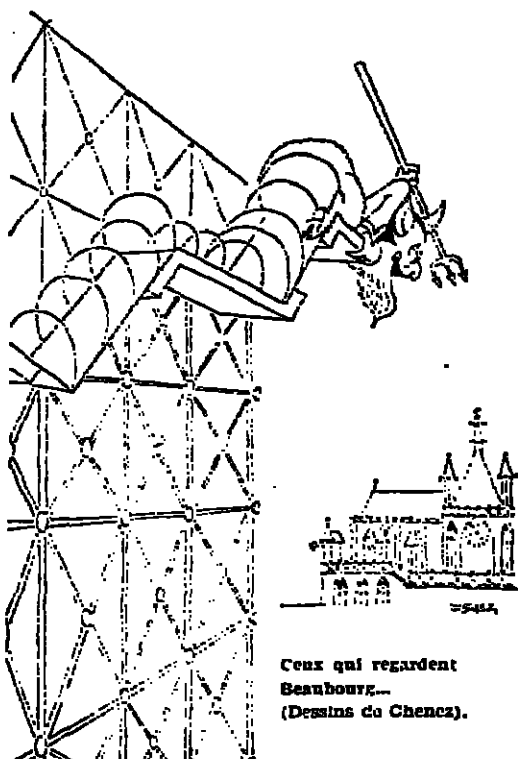
Les équipements poussent, et passent. Ailleurs, les

mutations tardent à se produire : pourquoi une soit de savoir se révélerait-elle tout à coup chez les travailleurs de Garches ou d'Issy-les-Moulineaux parce qu'au centre de Paris est apparue soudain, par la volonté d'un président de la République, une bibliothèque collée d'un musée ? Et pourquoi le Centre Pompidou serait-il jugé autrement que sur ses indices de fréquentation, seul critère, en effet, déterminant sur la « marche » de la culture ? Alors à Beaubourg se vendra-t-il bien ou mal ?

Trop bien peut-être. Les normes de sécurité fixent à quatre mille cinq cents environ le nombre d'individus présents ensemble dans le bâtiment (soit trois mille six cents visiteurs et neuf cents membres de l'administration). Le chiffre radicalement dix mille entrées quotidiennes n'apparaît pas non plus considérable si on le compare, par exemple, aux quatre mille trois cents places du grand auditorium du Palais des Congrès. Puis, l'énorme « machine à communiquer » a fonctionné, avant même sa sortie de terre, comme une formidable machine à faire parler, à faire écrire et à faire réagir : dans un premier temps, au moins, la curiosité l'emportera.

Depuis des années règne autour du chantier (fascination du passant pour ce qui se détruit, se casse) la libre opinion et la libre parole. Et on s'émerveille, après un mois d'attente et venues dans le quartier, d'avoir retrouvé jour après jour, et à toute heure, au coin de l'îlot de Venise, ces groupes de censeurs goguenards, que réduit le même indignation vengeresse. « Une horde... » Une horde... « Elle avait fait mieux... » Pourquoi pas à la Défense ? « Ils les retiennent quand, les échafaudages ? » (c'est ici l'armature définitive en acier qui est visible). Vivement un nouveau mal 88. Avec tous ces pavés, les vitres voleront en éclats. « Aggravité à l'extérieur. Mais à l'intérieur — et pas seulement aux postes de commande — une passion presque égale. Le désir que « se produise dans le public le coup de poing sélectif ». Conscience de l'enjeu de la partie — et de l'ampleur des capitaux engagés — les nouveaux venus veulent « frapper un grand coup ». Il arrive qu'on leur réponde par l'insulte. Effet d'une conception autoritaire de l'aménagement urbain, « discours du pouvoir sur la ville », Beaubourg — c'est normal — se fait haïr et subjuger. En ce sens, les embouteillages quotidiens de la rue du Renard, les deux morts par accident du travail sur le chantier, les fracs des grues, le charivari des grues, les expropriations, la boue qui colle aux chaussures, la ruine de quelques commerçants et l'aphysie presque complète de tout un quartier s'inscrivent positivement dans l'action psychologique « préalable à son « lancement ».

La musée et la bibliothèque, Picasso et les collections du 17^{ème} ; dans le quartier, généralement, on ne connaît pas, on ne veut pas connaître. « Dès que le ferme, le retourne en banlieue où mes enfants restent à l'étude », explique, derrière une vitrine semée de fleurs artificielles, Mme Dieu, des entreprises Dieu & Cie. Les larmes aux yeux, elle montre son magasin désert, exhibe ses factures (« 80 % de manque à gagner par an »), se dit tout hautement « devenu révolutionnaire » depuis que les travaux de voirie, le pavage à l'ancienne et la vigilance des « subergines » ont fait le vide dans sa boutique. « Le client n'a plus le temps de charger la marchandise... » Grossistes, comme la



plupart de leurs voisins de la rue Quincampoix. M. et Mme Dieu songent à partir. Beaucoup sont déjà partis avec, en banque, une somme à peine suffisante à leur installation en province. Des détaillants, des magasins de mode, d'objets artisanaux, de cadeaux, des restaurants et beaucoup de galeries ont pris leur place. Ceux-là ont paré sur Beaubourg, qu'ils aient enduré trois ans et demi de travaux. Mais, comme la dit la propriétaire de « Troisième Ciel », dont la petite galerie s'ouvre sur un champ de bous, en première place, là où bientôt, pour l'instant, paveurs et excavatrices, trois ans et demi sans rien gagner, c'est dur.

Elle était venue vendre des meubles anciens et de la jeune peinture à proximité d'un musée pas empaillé, avec l'envie d'habiter dans un quartier qui peuplaient encore, à l'époque, « des marchands des quatre saisons ». Depuis, les marchands sont allés ailleurs, rebutés par « le bruit, des années de vie odieuse ». Elle a l'impression de « les avoir chassés ». Des locataires sans défense, expropriés « avec des billes », une vieille dame à demi-aveugle délogée de son trois-pièces de la rue Quincampoix et mise, sans chauffage, dans une chambre où ses meubles s'entassent à peine (le magazine *Vendredi* lui a consacré une séquence sur FR3) ; des appartements « rénovés », divisés en studios et revendus : les plus âgés, les moins favorisés, les moins tenaces lâchent prise : la sélection naturelle fait son œuvre dans un quartier amené de toute façon à se transformer un jour ou l'autre. Autour, cette « sélection » prend cependant un tour plus inattendu. Des pétitions sont signées contre de trop fréquentes allées et venues dans les étages. Sirènes des services d'ordre, passage de voitures officielles, d'hôtels de ministères : une activité en chasse une autre, rue Saint-Denis.

ANNE REY.

(Lire la suite page 10.)

UN ENTRETIEN AVEC JOHN SCHLESINGER A PROPOS DE « MARATHON MAN »

« Ce n'est pas seulement un film qui fait peur, mais un film sur la peur »

D'ECILIN du cinéma anglais ? Renouveau d'Hollywood ? John Schlesinger, comme plusieurs cinéastes britanniques de sa génération, a franchi l'Atlantique. *Marathon Man*, son premier film, est un thriller, un film de genre, il s'agit aussi de New-York, de la violence. Société mûle, « melting pot » où se rencontrent toutes les histoires — et ici c'est la seconde guerre mondiale des juifs qui n'oublient pas et des nazis dont l'impunité se prolonge, — cette Amérique de 1976 est un terrain. On y devine aussi, par l'artifice d'un scénario, les séquelles du McCarthyisme et l'empire de services secrets au-dessus de toute légalité.

« C'est étrange, non, un « thriller », un film de suspense où s'affrontent des ombres dont les mobiles profonds remontent à trente, quarante ans ? Le sentiment qu'on assiste à un duel de fantômes... »

— Il y a eu ces dernières années, dit John Schlesinger, une sorte de mouvement, une idée dans l'air, comme si rien de tout cela, la guerre, les camps, n'était arrivé. Les femmes gens ne sont plus à même de comprendre ce qu'a pu signifier un pareil meurtre de masse. D'autre part, aujourd'hui, et on en parle dans la presse américaine, on assiste à une résurgence de crimes liés au nazisme. Il n'est vraiment pas mauvais de gratter les souvenirs. Mais ce n'est pas le propos du film. L'histoire avec un grand « h » est le « plus », le petit supplément, qui m'a donné l'envie de tourner ce « thriller » en particulier.

La C.I.A. et les nazis sont à New-York

« Le premier but d'un « thriller » étant de faire peur, il m'a paru intéressant de réaliser un « thriller » fait où les menaces se nomment : le nazisme, McCarthy, et ce n'est pas seulement un film qui fait peur, mais un film sur la peur, car tous les personnages, d'une façon ou d'une autre, ont peur de quelque chose. Ce qui me plaît, là, c'est l'idée que le cinéma pousse le

spectateur à éprouver ces peurs, ces paranoïas, au point de ne plus croire en rien ni personne, parce que tout est dangereux ou peut le devenir.

— C'est une vision de l'Amérique. La vision d'un étranger ?

— Effectivement, vivre aux Etats-Unis donne ce sentiment. Mais ne croyez pas qu'il s'agit uniquement de fiction. France, le dail des étudiants dans les rues de New-York, au début du film, j'ai été témoin d'un fait divers tout à fait comparable. C'était dans un taxi jaune, un vieux le conduisait. Soudain, il tenta de dépasser une voiture immatriculée dans le New-Jersey ; il n'y parvint pas ; alors il se mit à l'insulter, puis il sort une matraque et commença de frapper la carrosserie de l'autre, qui le narquois ; pour un peu, il aurait pris le risque de démolir son cab, histoire de prendre sa revanche.

— Ça s'est achevé comment ?

— Je ne sais pas, j'étais pressé : j'ai payé et j'ai continué à pied. La violence est partout, plus réelle que je ne l'aurais pensé. Décidément, il ne s'agit pas de fantômes : la C.I.A. et les nazis sont à New-York.

— Réellement ? Métaphoriquement ?

— Je n'aime pas vraiment vivre à New-York. Cette ville porte en elle la même sorte de paranoïa que les personnages du film. Stott que quelque chose sort de l'ordre, de la civilisation que l'on croit connaître, on perd le « mach », on est plus comme s'y prenait. Il suffit que ça ne marche pas, le bouton de la télé, celui de la machine à laver, et on devient fou. On devient fou stott qu'un incident nous confronte au réel effort des choses. C'est là que je dois être demeuré étranger. Pour un New-Yorkais, les choses sont inévitables, et c'est un fait acquis. Je ne parviens pas à me faire à cette idée.

— Il y a dans ce film, tiré d'un roman de William Goldman, des thèmes qui vous sont proches, des questions comme le judaïsme, l'homosexualité. Quelle est votre part ?

— Si je voulais réellement tourner un film sur le nazisme, je jerais sans doute autre chose. *Marathon Man* pose des questions et n'y répond pas forcément. J'aime laisser le discours en sus-

pens, d'ailleurs le public va plus vite que les réponses. Il ne me semble plus nécessaire, pour exprimer qu'une action est située à Paris, d'écrire Paris sur l'écran et de montrer la tour Eiffel. On démarre dans un tunnel, et là la sortie on découvre l'arc de Triomphe. Voilà.

— D'ailleurs, on peut dire ce que l'on veut avec n'importe quel genre de film, avec plus ou moins d' emphase. Ici, dans un « thriller » on aura moins d' emphase et davantage d'actualité. Ce n'est pas tout à fait exact, mais c'est mieux que rien.

— Là où vous ne respectez pas vraiment la règle du jeu, c'est avec les comédiens. Par exemple, à un moment, Marthe Keller raconte qu'elle est suisse et vient de Verbier. C'est la réalité. Alors, cette réplique, un clin d'œil ? De l'improvisation ? Ce n'était strictement pas dans le roman.

— On a trouvé cela au cours des répétitions. Marthe Keller n'arrivait pas à donner à sa réplique un air de vrai mensonge. Puis, c'est venu dans la conversation.

Mel Brooks peut parler de ce qu'il veut

« Je tourne presque toujours ainsi. Deux semaines de répétitions où les comédiens ébauchent, improvisent, pour développer les scènes, les caractères. L'idée est d'amener les interprètes à trouver des solutions eux-mêmes. Toutefois, la majorité de mes films sont fondés sur les personnages, alors qu'ici c'est l'histoire qui conduit. Respecter les règles d'un genre constitue une limite, mais on peut voir ce que passe dans le temps alloué pour développer un personnage.

— Ceci conduit parfois à des ellipses. Ainsi, entre les agents secrets Doc et Janey, on devine une amitié plus complexe, mais il faut vraiment deviner.

— On a effectivement tourné des scènes où il y avait davantage d'informations sur eux deux, mais on les a coupées pour garder le mystère.

— Curieux, ce regain d'intérêt, dans le cinéma américain, Coppola, Altman, Pakula, Pollack, pour le mystère, pour le film « noir ».

A quoi l'attribuez-vous ? — Je pense qu'il s'agit d'abord de distraire : les gens aiment avoir peur, être intrigués. J'aime Parallax view, de Pakula, mais je pense que son insuccès commercial est lié à son caractère ambigu de « thriller » à métaphores. Il y a des sujets qui ne peuvent pas être traités au cinéma si on ne les outrage pas. Mel Brooks peut parler de tout ce qu'il veut. Moi, j'ai un projet de film sur l'Afrique du Sud, mais je voudrais que ce soit une comédie : les gens se méfient des discours, des documentaires, et je crois que je m'en méfie aussi.

— N'est-ce pas plutôt le point de vue de l'industrie américaine ? Auriez-vous dit la même chose lorsque vous travailliez en Angleterre ?

— Le marché anglais est trop étroit pour permettre la survie d'un cinéma britannique. Il faut alors viser le marché international, et cela fait longtemps qu'un pur film anglais n'a pas eu une audience universelle. En revanche, il y a des tas de choses merveilleuses à la télévision. C'est elle qui a pris la relève des « jeunes hommes en colère », notre « nouvelle vague » des années 50-60. En fait, je crois que le public anglais n'a jamais aimé le cinéma. Au mieux, il aimait aller au cinéma et, avec la télévision, il en a perdu le goût.

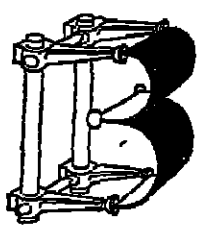
« C'est là la différence avec les Etats-Unis. En Amérique, le mythe est cinématographique, le cinéma fait partie de la littérature. Résultat, nous sommes pas mal de cinéastes à être allés chercher là-bas. Le langage y est international. Le contexte, fertilisant. Je ne crois pas qu'on y perde son identité. »

— Vous pourriez tourner à Hollywood quelque chose comme *Sunday bloody Sunday* ?

— Il y avait dans ce film-là quelque chose de très anglais, peut-être trop anglais : la retenue des personnages. Mon prochain film traitera justement de l'expansion de l'Américain et de la retenue du Britannique. Cela se passera pendant la seconde guerre mondiale.

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

★ Voir les exclusivités à la rubrique Cinéma.



BEAUBOURG PRÊT A APPAREILLER

(Suite de la page 9.)

Regrets. Ragots. Ça dépend de l'âge, des soucis, et de l'ampleur des déceptions. M. de Meyer, grossiste en chemiserie au 143 de la rue Saint-Martin, s'indigne d'avoir été contrarié dans ses projets par les « gens des beaux-arts » (sans doute, l'architecte des bâtiments de France). Il se croyait dans le sens de l'histoire en transformant sa boutique en pub. La machine vert lui a été vivement déconseillée par la protection des sites.

« Ici, c'était Soho », soupire le propriétaire d'une curieuse échoppe, mi-fabrique d'enseignes de néon, mi-studio de jazz, artiste-artisan qui, sur le pas de sa porte, projette de la peinture sur un cadre vide. « Blésoit, je n'aurais plus le droit de salir le pavé, dit-il. La proximité de Beaubourg a dénaturé l'un des seuls quartiers encore vivables de Paris. Enfin, j'aurai le téléphone. Le bâtiment est chouette — à quel prix, on a évité les colonnes à l'antique. Pour la France, c'est un progrès. »

Car, lui, (la trentaine) admire, et M. de Meyer déteste une architecture à laquelle il reproche surtout, l'un et l'autre, d'avoir poussé sans qu'ils l'aient soulevée à quelques mètres de leur porte.

30, rue de Vienne — une terrasse — le dialogue se fait aussi par génération. La propriétaire quitte son comptoir pour mieux dire son horreur de « l'usine à gaz ». Mais elle précise, honnête : « J'ai un fils de douze ans ; il trouve ça formidable. » Preuves fugitives qu'il existe peut-être, dans les troisième et quatrième arrondissements, un autre regard sur l'architecture d'aujourd'hui.

Les enfants de Beaubourg. Ce thème fait l'objet d'un si pauvre court-métrage (récentement diffusé dans les salles de cinéma) qu'on hésite à y revenir. En fait, les écoliers ne s'aventurent guère à proximité du « monstre » ; et ceux qu'on rencontre, le mercredi, dans le bac à sable surnommé « la grande platière », à quelques mètres des travaux des Halles, n'ont pas l'air absolument exaltés. « Beaubourg ? Quel Beaubourg ? » Interroge une mère qui s'obstine, dans un vent algre, à distraire un garçonnet allongé sur le béton. Franchement, elle n'a pas vu, à peine un coup d'œil. Mais elle raconte longuement son envie d'aller vivre à la campagne.

Les programmeurs du Centre Pompidou n'ont pu empêcher que les parents calicotent leur progéniture, par peur d'un accident, dans un quartier livré, longtemps, aux bulldozers. Ils ont cependant vu au-delà et dévolu aux enfants le rôle d'« antennes », de médiateurs, entre les activités futures et les adultes. Atout important dans la stratégie par alimantation — et pas seulement par intimidation — du projet Beaubourg : l'étendue en pente douce de la piazza. Un peu moins de la surface au sol du bâtiment. La quel d'amarrage, au flanc du vaisseau. Là, seront déposés peu à peu, au gré des saisons et des crédits, l'atelier de Brancusi (reconstitution d'un bâtiment de 5 mètres de hauteur contenant les sculptures et les objets laissés par l'artiste, à sa mort, dans son studio parisien) ; la structure ponifiable d'un prototype de Xénakis (il a fallu que la SACEM co-finance) ; un marché aux fleurs, le cirque Gruss, quelques bistrots. Les étudiants feront la manche, peut-être. Il faut à tout prix redonner vie à cette grande dalle grise.

La vie ? Les cris ? Les galopades ? C'est là qu'interviennent les enfants. Pour eux, sous un chapiteau, une grande nacelle, pour s'y nicher à plus de cent, une grouette, des oriflammes, une « maison d'eau » ; pour eux, une structure de bois, annexe de la bibliothèque, avec les plus beaux spécimens de littérature de jeunesse ; pour eux, surtout, l'atelier de Mme Danièle Giraudy et son équipe, main tendue en

Les enfants dans des nids d'herbe



avancée sur la piazza, en contrebasse par rapport à la voie piétonne, lieu de libre circulation et d'information multiple, conçu comme un microcosme du Centre. Toutes les disciplines réunies en une relation sensible. Côté création, des ateliers gratuits de super-8 de photographie, des manipulations-jeux, plus proches des arts plastiques — pas plus de douze enfants pour un animateur. Côté récréation, des nids d'herbe, un film dans lequel on marche et un jeu à attraper son ombre. Ici, une collection de prêts (illustrations, estampes, panneaux à l'usage des écoles) ; ailleurs, une ludothèque, avec vente de tee-shirts, de badges, de petits objets à la portée d'une bourse junior. Mille mètres carrés et vingt animateurs (en majorité élèves des écoles d'art, préalablement recyclés) seront ainsi mis à la disposition de cinq cents enfants, au maximum. Mme Danièle Giraudy craint, certains mercredi, d'afficher complet.

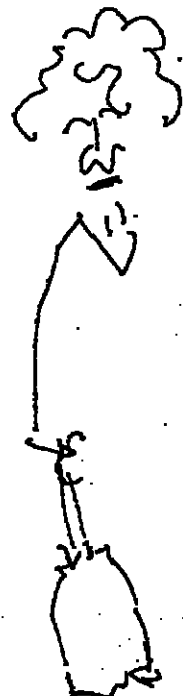
Il ne s'agit pas de confiance aveugle, mais Mme Danièle Giraudy tire les conclusions de deux années de « préfiguration » et d'expérience de la collaboration généralement positive avec quinze établissements scolaires du quartier, et des progrès déjà accomplis dans un petit local de la rue des Francs-Bourgeois par une équipe réduite au rythme de vingt animations par semaine. Sans « avancer contre l'école », il fallait rompre, dit-elle, avec la discipline scolaire, donner « la permission de l'enfant », « le droit de ne pas participer », et, sous l'impulsion d'un « créateur », invité pour un mois, réaliser ensemble un projet : construire une ville en carton-pâte ; assembler des déchets de tissu ; faire des paysages en sucre ; confectonner des dessins animés ou faire monter de hautes tapisseries à l'aide de montants métalliques. Le rôle de l'artiste comme intermédiaire n'est pas remis en cause. Mais il n'éveille pas forcément au culte de « l'objet qui reste », de « l'objet accroché au mur ». Mme Danièle Giraudy définit plutôt l'atelier comme « un cas ; une heure de découpages ; et puis on monte au musée voir ceux de Matisse ». Dans l'espoir, peut-être, que les parents suivront.

« On en est à recycler les directeurs », dit M. Uber-

schlag, inspecteur primaire responsable des troisième et quatrième arrondissements. Je crois que les disparités entre les enfants — disparités qui se révèlent ensuite dans le travail scolaire — ne peuvent être comblées par un effort financier. L'égalisation culturelle est donnée par une forme d'animation nécessairement extra-scolaire, par des personnes différentes, qui choquent, étonnent, qui réveillent la sensibilité. La vie banale de l'enfant pauvre conditionne sa vision et provoque peu à peu son appauvrissement sensoriel. Seul l'accidentel provoque en lui une série d'ébranlements, et le persuade qu'il faut explorer tous ses sens, qu'il a l'autorisation d'aller au bout de ses expériences — surtout si celles-ci révélaient son univers défectueux, comme les manipulations de déchets, ou comme les jeux de masques. Cela ne va pas sans inquiétude. Il faut supporter de s'être encanonné avec le maître qui, comme disent les parents, n'est pas payé pour cela. Mais la rencontre avec l'artiste crée l'événement, surtout si celui-ci sait dire : depuis dix ans, le colle du bois, s'il sait se présenter aux enfants comme un vrai professionnel. Il n'a que quatre séances pour réaliser son projet. Il ne peut se permettre l'échec. Alors, le choc, la surprise. Quatre séances sur les briques ? Essayons que ce soient quatre séances intenses.

Cette hospitalité envers une institution non scolaire est rare dans l'enseignement, même primaire. M. Uberschlag — que Mme Danièle Giraudy nomme « coïtre providence » — est une des chances accidentelles données à l'implantation locale, à long terme, du Centre Pompidou.

Dans le grand magasin d'esthétique industrielle



L'étagement des départements touchant de près ou de loin aux arts plastiques (à l'intérieur du bâtiment) intrigue peut-être. Pourquoi avoir placé le Musée d'art moderne au cinquième étage et, au niveau de la « piazza », l'atelier pour enfants, d'une part, la galerie d'actualité du Centre de création industrielle (C.C.I.) d'autre part ? Cette disposition pyramidale réservant au patrimoine le haut de l'échelle tandis que le design, l'architecture et l'urbanisme, les communications visuelles, l'environnement — tout ce qui concerne le quotidien — sont placés de plain-pied, avec les enfants, ne peut, quoi qu'on dise, paraître accidentelle. Certes, les consignes de surveillance contre le vol assignent nécessairement au musée un endroit clos, où l'on puisse facilement surveiller les entrées et filtrer les sorties. Mais la hiérarchie traditionnelle entre l'œuvre et l'« infra-artistique » est ici reconstruite à la faveur d'obligations liées — ce qui est normal — à la valeur marchande des tableaux. Il est des révolutions que la révolution-Beaubourg reste impuissante à réaliser.

« A quel cela sert-il d'entasser dans les musées des œuvres rares si ce qu'on voit par la fenêtre est laid, démolissant ? », demandait Mme Françoise Giroud dans un entretien récemment publié dans ces colonnes (le Monde du 4 novembre). L'interrogation n'est pas nouvelle — et l'actuel secrétaire d'Etat à la culture ne manque pas de rendre hommage, sur ce thème, à son prédécesseur, M. Michel Guy. Mais c'est bien antérieurement, dès 1969, que la décision fut prise par Edmond Michelet, alors au ministère des affaires culturelles, de réloger dans Beaubourg (dont l'idée venait de naître) le Centre de création industrielle, créé la même année et fondé, à l'époque, au Pavillon de Marsan. Voulu par son créateur, M. François Mathé (conservateur en chef du Musée des arts décoratifs) et par son directeur adjoint, M. François Barré, comme un laboratoire du goût contemporain traitant la totalité des problèmes de l'environnement, à rebours de l'expression muséographique traditionnelle (regard froid porté sur les objets de fabrication industrielle, sur l'architecture des grands ensembles, sur la signalisation urbaine, sur tout ce qu'il est convenu de classer encore dans la rubrique « sous-culture »), le C.C.I. n'allait cependant pas tarder à être ressenti comme un élément contestataire, « gauchisant », trop ironiquement pédagogique dans sa manière, par exemple, de démonter les mécanismes du message publicitaire.

M. François Barré y perdit son poste (le Monde du 19 juin). Mais l'équipe qu'il avait constituée, soit quarante personnes, dont une majorité de femmes, réparties en six services (Etudes des besoins des collectivités locales ; Design de produits ; Documentation ; Actualité ; Edition ; Exposition), cette équipe ne paraît pas résignée à jouer, dans Beaubourg, le rôle — que certains lui assignent — de « vitrine sculpturale de la production industrielle française ».

« A quelle sauce allons-nous être mangés ? », se demande Mme Danièle Giraudy, responsable des expositions du C.C.I. « Officiellement, nous devons contribuer à améliorer la qualité de la vie. S'agira-t-il de ce que nous voulons, par exemple, l'agrandissement des villes nouvelles ? », dit une de ses collaboratrices. Toit le monde à hâte, dans le département, que le nouveau directeur, M. Jacques Muller, se pose en intermédiaire qualifié face aux risques d'hégémonie du Musée d'art moderne, et rappelle le rôle et l'identité du C.C.I. dans Beaubourg : ni une cellule de contestation permanente ni, selon l'expression de M. François Barré, « un organisme de promotion des casseroles ».

« Le gouvernement a d'autres chats à fouetter », lance avec un soupir M. Bordax, président du Centre

Pompidou, lorsqu'on l'interroge sur l'éventualité d'une reprise en main politique de ce secteur. Rendez-vous en février 1977, pour l'exposition sur les élections municipales. Qui décide en ville — et, le mois suivant, pour l'ensemble consacré à « L'imagerie politique » (ou comment se construit une campagne électorale), deux manifestations que personne ne pourra ignorer, puisqu'elles auront lieu au niveau de la « piazza », face à l'atelier des enfants, dans la galerie d'actualité du C.C.I.

La galerie d'actualité ? L'autre « antenne » du Centre vers l'extérieur. Le moyen, peut-être, d'attirer vers la maison mère une clientèle un peu spéciale et très spécialisée d'étudiants en architecture, de designers, de photographes : 1 200 m² de galerie, et une mise en espace calculée sur la mise en page d'un périodique. Rédacteur en chef : Gilles de Bure, journaliste à la revue Créa. Trois rubriques (Architecture et urbanisme ; Design Industriel ; Communications visuelles). Et un maximum de supports (projection de diapositives, films, affiches, documents de toutes sortes, accrochage classique) pour traiter, sous forme de « brèves » ou de dossiers, de tout, partout : des images de la femme, par exemple, à une exposition du graphiste américain Paul Davis (juin-juillet 1977) ; du design du rein artificiel et des équipements sanitaires (février-mars 1977) ; des avatars de la statue de la Liberté (mai-juin 1977) ; du tatouage (avec de vrais tatoueurs). Et, pour annoncer tout de suite la couleur, un historique du Centre — sans oublier les polémiques.

Quatre-vingts pour cent des visiteurs passeront devant la galerie, dit Gilles de Bure ; il ne s'agit pas de leur apporter la bonne parole mais de les informer, avec la rapidité et la mobilité d'un organe de presse. Je ne suis pas contre l'idée de grand magasin, avec présentations de mode (les collections de l'année en première mondiale), rétrospection du Tournoi de cinq nations, et exposition de mobilier scolaire. Pourquoi ces serait-ils vides, un joli mobilier scolaire ? On expose des sièges, et on laisse les gens s'y asseoir, quitte à ce qu'ils les cassent.

Département rebelle, le C.C.I. ? Département au présent qui au moment où l'on repart beaucoup, à la télévision et au gouvernement, de défendre le consommateur, entre avec de gros moyens dans la bagarre : le service « design de produits » de Michel Minnot lance, en effet, une banque d'information fonctionnant par ordinateur et répertoriant tous les produits disponibles sur le marché français — machines à laver, réfrigérateurs, bicyclettes, lits, de toutes formes et de toutes marques. Vous vous apprêtez à acheter un lave-vaisselle ? Vous avez des idées sur ses dimensions, sa contenance, ses performances ? Venez, écrivez ou téléphonez au C.C.I. ; l'ordinateur vous répondra en citant un éventail de possibilités ou, selon la finesse de vos critères, un ou deux spécimens d'appareils. Pas l'appareil-modèle, primé par le Centre, mais celui qui vous convient le mieux. La nuance est importante. Elle établit la différence entre un bureau de promotion et cette banque d'information, officiellement interprétée par le secrétariat d'Etat à la culture comme une « méthode pédagogique de l'achat ». Trente mille produits seront testés et réunis, par thème, dans un catalogue diffusé par un organisme-frère : Cinquante millions de consommateurs.

« Nous, on fait vraiment dans le multiple », déclare Gilles de Bure quand on lui demande de définir le C.C.I. Multiple, en effet, la sorbélière, le trébuchet électorale, l'illustration de presse ou l'affiche, objets de nature, de valeur, de « race » intérieure par rapport à l'objet culturel, défini lui, par son caractère unique. Placer ces « multiples » sous le même toit qu'un Matisse ou qu'un Van Gogh revient à s'attaquer de front à une hiérarchie qui place l'utilitaire en bas de l'échelle des valeurs et qui définit l'art, dans l'histoire, par son caractère gratuit. Or, la pluridisciplinarité — idée forte du Centre Pompidou — passe non seulement par la découverte d'un dénominateur commun entre des modes de pensée aussi antagonistes, mais aussi par une collaboration réelle entre un musée de conservation, l'IRCAM (où Pierre Boulez s'est donné pour but de résister contre « la simplification du geste musical ») et un organisme comme le C.C.I., dont les titres de gloire sont, par exemple : l'animation des Halles avant leur destruction ; la mise en place d'une aire de jeux aux Tuileries et, bientôt, une recherche sur la poésie des gares. Gageons donc que la pluridisciplinarité dans Beaubourg se heurtera à des cloisonnements que la transparence du bâtiment ne laissait pas prévoir.

Après les jeux on monte au musée



« Voulez-vous faire un tour au troisième étage ? » Question sans réplique. M. Bordax, président du Centre Pompidou, vous emmène au musée. Pour vous montrer que « ça avance » et que « ça sera prêt pour l'ouverture ».

D'ailleurs, « il le faut. C'est un test ».

Après les querelles suscitées par le transfert d'une partie des collections du Musée d'art moderne du quel de Tokyo au plateau Beaubourg, tous les regards, et les moins indulgents, seront en effet braqués sur les étages supérieurs du Centre Pompidou.

Ce qu'on y voit, actuellement, donne un peu l'impression de changer d'univers. On avait entendu parler, au C.C.I., de projets concernant la géographie des couleurs, le design du matériel pour handicapés, le recyclage urbain dans le quartier Plaisance. On avait vu, dans les sous-sols de l'IRCAM, un ingénieur nippon simuler électriquement un partition d'orchestre en y joignant un « photostyle » sur un écran relié à un synthétiseur. On monte trois étages. On pousse une porte. Et on découvre, décor venu d'ailleurs, un cadre charpenté de durures, planté sur une paroi immaculée. On avait presque oublié que l'accrochage d'une toile nécessite une paroi verticale, un éclairage, un choix flatteur de mâtres et de couleurs, un dispositif de sécurité, des documents annexes : tout l'attirail d'un musée.

C'est ce que M. Pontus Hulten, directeur du département des arts plastiques, nomme « l'architecture dans l'architecture » : un système de murs-classeurs amovibles, faux plafonds à mi-hauteur, éclairages artificiels. Sur les trois vides de la commune-Beaubourg, sur ces grands espaces vides, par les architectes, sans horizon, vont maintenant se loger peu à peu des nids, des places, des salles de 40 à 80 mètres carrés, des cellules aux dimensions de nos habitudes, qui ponctueront, dans le circuit muséal, les grandes dates de l'histoire de l'art de 1905 à nos jours.

Et comment faire autrement ? L'histoire, c'est l'ordre (chronologique). Il faut s'y retrouver, savoir quels artistes ont compté, et négliger un peu les autres. M. Pontus Hulten a bâti son département avec la certitude — il l'exprime avec force — que « l'histoire fait son travail ». Plus on remonte dans le passé, plus on sait — ou on croit savoir — quels artistes ont été importants.

Le postulat peut paraître dépassé à une époque qui redéfinit, sur le terrain, la notion de patrimonialité et qui s'interroge sur les raisons — esthétiques ou spéculatives — qui font soudain reconnaître tel « petit maître » et le rendent « digne » d'entrer dans un musée. M. Pontus Hulten, d'ailleurs, en convient de bonne grâce : « On peut entendre le débat par l'autre bout et considérer que ce sont les intérêts qui écrivent l'histoire, dit-il. Mais je persiste à penser qu'il ne faut montrer que ce qui s'est fait de mieux. Si l'on commence, dans mon métier, à céder sur la qualité, on n'a plus qu'à vendre des disques. »

Maîtriser l'histoire dans les catégories du « bon » et du « moins bon », suppose, par exemple, que les toiles considérées comme secondaires ne figurent pas sur les cimaises (elles seront visibles à la demande, grâce à un système très perfectionné de panneaux amovibles, placés à l'écart). Mais la présente se laisse-t-elle maîtriser de la sorte ? Suffira-t-il qu'une jeune

Personne n'est là pour dire « On ferme »



peintre, remarqué par la commission d'achats, bénéficie d'une commande de quelques dizaines de mille francs (sur les quelques 7,5 millions en 1977 à la rampe à jour du musée et réévalués chaque année) pour que son importance historique soit du même coup affirmée, sa toile améliorée ? Et quand bien même la salle des contemporains bougerait, comme le désire M. Pontus Hulten, au rythme des achats et de rotations fréquentes, ne sera-t-elle pas ressentie comme un coup d'arrêt dans l'évolution naturelle des faits de culture ? Ici, ce qui mériterait, avec le patrimoine, de passer à la postérité. Alléluia — sur les 800 mètres carrés de la galerie expérimentale du rez-de-chaussée — un avant-garde que l'on dit « tournée vers l'avenir ». Et quel, pour le présent ?

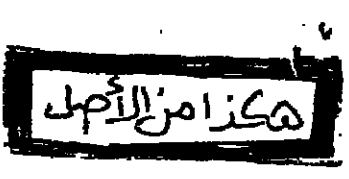
Interprète d'une conception de l'animation des « œuvres mortes » que certains, sans attendre, estiment dépassée — tandis que d'autres la jugent trop révolutionnaire — l'ancien conservateur en chef du musée de Stockholm se réclame néanmoins de la simplicité dans ses méthodes et de la simplicité dans ses théories.

« Si les gens pouvaient venir à Beaubourg sans se poser trop de problèmes... », soupire-t-il. Etre situé en plein Paris, dans un quartier où « tout le monde passe », lui semble un atout sérieux, une promesse que « tous viendront à la culture » — même si la culture ne va pas à tous. Et comme l'heure à laquelle les gardiens crient : « On ferme » lui a toujours paru insupportable. Il se félicite que la fermeture soit reportée à 22 heures et que les gardiens soient supprimés. Il est joyeux à la pensée que de « petites ténues », bien au contraire, dans ces salles, rendraient par un badge, et sans uniforme (contrairement à ce qui se passe au Louvre), n'assurent pas un contrôle trop ardue. La pléiade sera truffée de caméras, sûrement efficaces, et les gardiens officieront ailleurs, devant les télécopieurs de la « gestion technique centralisée », où, un ordinateur, spécialement programmé par des responsables de la sécurité les informera de tout ce qui cloche et de tout ce qui bouge.

Ces « petites ténues », ces « ténues », que les services du personnel ont recrutés sur tout ce qui sont en train de former, constituent un peu le symbole du musée de l'avenir rêvé par Georges Pompidou, ce musée qui pour le second président de la V^e République « ne pouvait être que d'art moderne, puisque nous avons le Louvre » et dans lequel M. Pontus Hulten souhaite que le visiteur « se sente bien », dans une « lumière chaude », dans une lumière « transparente » — au sens, cette fois, de « commande » et de « simple ».

Quelques pas, en plein ciel, dans un tube de plâtres et, derrière la porte, des photos, exposées sur une minuscule, devant une librairie ; à gauche, une salle de projection filmée montrant des films d'artistes ; à l'arrière, le « joyau » : la salle de musique de Kandinsky, reconstruite à la suite de l'incendie de l'année 20, et marquée par une galerie des années 20. Et puis là, c'est payant, 5 francs pour un tour d'horizon de l'année 1900 : Klimt, Monet, quelques chefs-d'œuvre pour se mettre en train, avant de plonger dans l'évolution du siècle. Beaucoup d'événements. La circulation, à partir de 1905, se fait plus tortueuse : une rue centrale, un entrecroisement d'artères secondaires. À droite, les expressions modernes : à gauche, les cubistes ; ici trois Braque et un Picasso, ailleurs une vingtaine de toiles dans la même salle, de façon à créer des rythmes.

(Lire la suite page 11.)



BEAUBOURG PRÊT A APPAREILLER

(Suite de la page 10.)

monte : 7 200 m², d'un seul tenant, pour passer 1914 à l'autre guerre, et de 1939 à aujourd'hui, sculptures en terrasses, Matisse dans un jardin, le portrait de Max Ernst contre la ciel, et à l'extérieur les peintures de Mondrian, les surréalistes, Mondrian, la salle des contemporains, que toutes Huiten voudrait « mobile » : enfin, au dernier, passé la cafétéria, les expositions temporaires, champ à partir du 31 janvier, — une petite librairie de documents biographiques, un aperçu sur les arts, et, en face, le Grand Verre Duchamp, l'énigme, en ouverture dans un musée pour tous, est-ce un musée ? D'abord, on n'avait pas tellement le t, répond M. Pontus Huiten. Ensuite, ce sera un ément pour les intellectuels. Ça n'a pas besoin être pour tout le monde.

« L'avenir, Beaubourg ? Musée du bien-être, abiment, où l'innovation la plus marquante sera être le service. S.V.P. au moderne, assuré, le sourire, par de « gentilles dames », formation : le mot prend au musée trop d'évi- ou trop de mystère selon qu'on l'interprète ne « service à l'usager » ou comme « maîtrise », redistribution — en termes d'information — de ju, en art plastique, se fait, s'est fait et se fera, rapporte-t-on, en effet, exister entre une nation sur l'art moderne et la création contem- lue ?

ur ce thème, un certain flottement ressort des nations officielles. En octobre 1972, Georges idou parlait, sans nuances, d'un « centre de ion ». Mais, le 5 décembre 1974, les députés, le pour examiner le projet de loi président à la en place du Centre décidait d'un « étage » jon en ces termes : « A l'information du public deve ter la formation du public. M. Jacques Chirac, i premier ministre, souhaitait, quant à lui, que ourg apparaisse comme « un lieu vivant, un de recherche et de confrontation créatrice », ours de la même séance, M. Michel Guy, alors aire d'Etat à la culture, rangeait parmi les trois stifs du futur Centre, « la création contemporaine tous les domaines de l'activité artistique » et ncipal — sans que cette nouvelle paraisse de re à bouleverser les choses — qu'« un local serai vé aux jeunes artistes qui pourront exposer gra- ment ». Enfin, M. Mollard, secrétaire général g de la coordination, consacra le premier cha- du livre qu'il vient de publier sous le titre du Centre Pompidou aux « Missions du Centre » : « écrit :

Nous avons tout lieu de croire que Beaubourg permettra de redonner à la France un rôle vrant en matière de création. Quel qu'il en soit, le Centre répond à l'un des ins fréquemment exprimés par les créateurs, celui a communication entre disciplines (...). La créativité s'exprime dans une seule discipline sans souvent l'année à l'appauvrissement ou à l'égoïsme. La otre non seulement entre créateurs mais aussi l disciplines différentes est, en revanche, source richissements multiples.

Le Centre sera un instrument « polytechnique » service des créateurs. A Beaubourg, un peintre, sculpteur, un poète, un designer, pourront, s'ils le ent, réaliser des œuvres en ayant recours à des niques modernes : l'audiovisuel et l'informatic. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'un maitres-mots du projet : la souplesse. La mobilité, eaubourg, est avant tout un état d'esprit... » a seul élément concret qui ressorte ici — peut-on e que la flamme créatrice va jaillir, soudain, choc des disciplines ? — porte sur l'aide technique te aux artistes. Il est prévu en effet que de jeunes cheurs puissent travailler sur l'ordinateur DEC 10 (al Equipment Corporation) que perfectionne, à

l'IRCAM, Jean-Claude Risset. Déjà, des essais de vidéo expérimentale ont été effectués par des peintres avec le matériel et sur les conseils du département audiovisuel. Enfin, quatre appartements de deux pièces, acquis par le Centre, sont mis à disposition, pour 750 francs par mois, à la disposition d'exposants étran- gers appelés à séjourner dans la capitale. On parle, également, d'un endroit où de jeunes peintres pour- raient créer en public, seuls ou collectivement. Où ? Ça ne paraît pas très clair.

Les paroles de M. François Lombard (architecte chargé de mission par le secrétariat d'Etat à la culture) le sont davantage : « Aucun artiste n'a été appelé à participer à l'élaboration du programme du Centre, dit-il. Aucun artiste — sauf exception — n'est attendu dans Beaubourg ».

Après l'époque des maisons de la culture, voici donc la seconde génération des équipements culturels. C'était à Bourges, Grenoble, Chalon ou Rennes, une certaine hégémonie du théâtre et de la musique.

Un instrument polytechnique au service des créateurs



C'était, ailleurs, l'« invasion » de ces « troupes famé- liques » dont parlait, dans un précédent « Monde des arts et des spectacles », un pionnier de la décentrali- sation. C'était, aussi, une adaptation partielle maladroite aux objectifs de rendement et de diffusion.

Beaubourg, désormais — et les futurs Beaubourg provinciaux dont on prévoit déjà, à Paris, l'existence, — tourne la difficulté et renverse la vapeur. Priorité aux arts plastiques et à l'expression écrite. Pas de structure permanente (sauf celle des services communs et administratifs). Mobilisation massive des moyens de diffusion. Adoption prudente, et intermittente, des arts en mouvement : théâtre et musique. Car il faut le retour en France de Pierre Boulez pour que l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique figure au nombre des utilisateurs du futur centre. Le programme du concours proposé aux architectes en fut modifié, après coup. Et l'annexion de cette cellule de recherche par un établissement en principe ouvert et accessible au profane ne fit pas à l'époque l'unanimité.

Construction souterraine dans laquelle des acousti- ques des psycho-acousticiens, des ingénieurs, travail- leront isolés du bruit et des courants par des parois de verre, l'IRCAM, d'ailleurs, limitera les visites. Public, à l'occasion, un « espace de projection », large de 17 mètres, long de 25 mètres et d'une hauteur sous plafond pouvant varier de 14 à 6 mètres, servira sur- tout aux expériences sur l'acoustique des salles. Le scénographe Guy-Claude François (qui a imaginé les dispositifs de la Casuarina de Vincennes pour le spectacle d'Ariane Mnouchkine) n'a pas trouvé sans mal le moyen de faire entrer — et de faire sortir —

de ce grand studio technique au plafond mobile des éclairages, des sources sonores et quatre cents per- sonnes.

Il a également conçu l'aménagement de la salle poly- valente souterraine pour le « grand » Beaubourg. Six cents places, 9 mètres de hauteur, l'obligation de pré- voir des activités pluridisciplinaires et l'envie de rompre avec les habitudes. Guy-Claude François a choisi des murs blancs et un matériel qui bouge.

« Dans une salle de ce type, dit-il, l'intendance doit suivre. Des maitres en scène succèdent à une image ; il le leur faut, ce qui exige une technologie formidable. J'ai essayé d'éviter l'accumulation par un système de passerelles équipées au sol, puis fixées au plafond, par des poteaux. La règle sera mobile. La cabine se déplacera à vue, dans la salle ».

Quoi, dans cette salle ? Une troupe nippée, paral-èlement à l'exposition Ben dans la galerie expérimentale : les concerts-ateliers de l'IRCAM ; Michel Portal ; Théâtre Ouvert (spectacles, « mises en espace » et, en annexe, le « quatuor » dans une petite salle voi- sine de deux cents places) ; une création Michel de Vinaver, mise en scène par Antoine Vitez ; le Jeune Théâtre National ; certaines classes du Conservatoire d'art dramatique, pour leurs essais ; l'improvisation de l'ensemble, spécialement écrit pour l'ouverture et, plus tard, une pièce de Bernard Sobel, sur Beaubourg.

Du théâtre ou, dans le nombre, mais du théâtre de passage, renouvelé au jour le jour, un « pério- dique », là encore, dont la « rédaction » devrait évoluer au rythme des intérêts, des besoins de chaque dépar- tement. 7 300 mètres carrés (sur quelque 85 000 de sur- face utile) sont ainsi conçus, sous le contrôle de M. Blaise Gauthier, ancien directeur du Centre national d'enseignement d'enseignement d'un espace-accusé (un « supplément », en termes de presse) pour lequel il s'agit de trouver des sujets variés et une « mise en page » astucieuse. Révons d'une organisation assez souple pour que des artistes de passage viennent y expérimenter sans façon leur spectacle ; pour qu'une circulation s'instaure de l'extérieur vers l'intérieur, de la province vers la capitale, version possible d'une décentralisation aux dimensions d'une « centrale » comme Beaubourg. Mais il semble que la « bonne parole » ait, jusqu'ici, plutôt tendance à se propa- ger en sens contraire et que certaines lourdes admi- nistratives soient amenées à bloquer les rouages de la machine.

Et la bibliothèque ? On allait l'oublier tant la pré- sence de l'écrit apparaît comme une évidence — ou comme une survivance — aux côtés des médias audio et visuels. Le livre (trois cents mille documents, pour commencer ; un million, plus tard) occupera sur trois étages toute l'aile gauche de la superstructure. Lacture : pour tous. Horizons : encyclopédiques. « Un lieu de consommation, pas un dépôt légal », précise M. Jean-Pierre Seguin, conservateur de la Bibliothèque publique d'information (B.P.I.) de Beaubourg.

L'actualité d'abord : les derniers romans, les revues, soixante-dix quotidiens disponibles, une première expo- sition réalisée par l'hebdomadaire les Nouvelles litté- raires retraçant les étapes de la fabrication d'un livre. C'est la section mobile et animée, la « galerie » de la B.P.I.

Plus haut, le silence. Interdit de fumer. Aucune formalité. Un vestiaire à l'entrée, un contrôle magné- tique à la sortie. Soixante-quinze casques pour écouter des disques ; des chariots de disques, des docu- ments filmés, répertoriés au catalogue et accessibles, comme de simples plaquettes, sur les rayons. Dix-huit places pour les projections vidéo. Et, pour qui veut se recycler en maori, en lituanien ou en espéranto, quarante cabines équipées de magnétophones (dont dix disposent de téléviseurs) dans une grande médiathèque de langues.

Chargé par le ministère de l'éducation nationale d'effectuer le tour du monde avant de rédiger un projet

d'établissement pilote pour Paris, M. Jean-Pierre Seguin, ancien conservateur en chef des bibliothèques, a rapporté de ses voyages une nostalgie des mœurs étrangères, et notamment anglo-saxonnes en matière de lecture publique. A Londres, à Birmingham (lire d'autre sous l'enquête de Sylvette Gleize), il a vu se vérifier l'énorme retard — « cent ans ! » — pris par la France dans le choix d'une solution de service public. « Les bibliothèques doivent donner aux gens ce qu'ils ne peuvent se procurer ailleurs », dit-il.

Tous les sujets seront traités et les collections réajustées sans doubler les documentations spécia- lisées. En droit, par exemple, des ouvrages de base suffiront à aider un chef d'entreprise, un syndicaliste. Les juristes front d'ailleurs. La diversité impose des choix : « Sur les vingt-quatre mille volumes paraissant en France dans l'année, dit M. Seguin, dix-neuf mille sont négligeables. » Mais une diversité bien orientée devrait permettre d'intéresser autrement, et ailleurs que dans les universités, « Au-dessus de 60 % d'étudiants,

L'écrit apparaît comme une évidence



on crève », dit Jean-Pierre Seguin. Et il ajoute, honnête- ment : « Treize cents places pour une agglomération de huit millions d'habitants, espérons que ce ne sera qu'un début. »

« Le jardin du savoir » : voilà l'idéal. Mais l'idéal adéquat au concept de « centre d'information », qui sous-tend Beaubourg, la culture à l'heure des interné- diaires. La culture offerte par genres en un éventail parcellisé. Consommation à la demande. Contact per- sonnel. Aventure personnelle et non communautaire. Pas de groupes. Pas de rassemblements.

« Médium froid », selon la terminologie de McLuhan, le Centre Pompidou reçoit et renvoie, vers qui passe, vers qui se détourne et entre (vers qui « presse le bouton »), le spectacle fabriqué de l'information cul- turelle. Le petit écran s'est changé en palais de verre.

ANNE REY.

BIBLIOGRAPHIE

Outre le numéro de la revue de l'ABC « Beau- bourg et le musée de demain » (n° 32, 15 F), deux ouvrages, que rien ne rassemble, viennent de paraître : dans l'Enjeu du Centre Georges-Pompidou, M. Claude Molit, secrétaire chargé de la coordi- nation dans l'établissement, retrace l'histoire du pro- jet gouvernemental et ses avatars, en termes de « stratégie administrative » (154, 10 F) ; à égalité, d'autre part, dans une collection marquée, un curieux essai de culture-fiction intitulé le Sou-dans l'utopie du Centre Beaubourg, de Gustave Alloupin (Editions Silex, coll. Antidotes). Enfin la commission cul- turelle du P.S.U. prépare une analyse du « Phé- nomène Beaubourg » (Editions Syros, coll. Combats culturels), tandis que la revue Créé édite un numéro spécial, mais en vente le 25 janvier 1977 et consacré à la conception architecturale et urbanistique du Centre. (Rent. : 270-36-21.)

L'exemple britannique

Il est midi à la bibliothèque municipale

L'pleut, rien d'anormal à Birmingham. Dans le hall, un potiche jolisse sacs et cartables. « Bomb threat », dit l'ordinateur. En Angleterre, dans les lieux publics, on crant les bombes trian- gulaires. Les hommes secouent leur parapluie, les lames ajustent leur contre-état. Des enfants ont, se bousculent. Il est midi à la bibliothé- que municipale.

Si l'on grimpe quelques marches, on laisse à droite le bureau d'information, à gauche un escalier mécanique, on se retrouve dans une salle tudeuse. Aucun des jeunes documentalistes qui, affaillent ou résistent derrière leur comptoir à l'entrée n'interpelle les visiteurs. On s'enhardit. On s'installe à l'une de ces grandes tables que « l'ensemble des visiteurs » habillent et habitent — des rayons couverts de livres. La bibliothèque de Birmingham est volontiers citée en exemple par M. Jean-Pierre Seguin, conservateur de la bibliothèque publique d'information à Beaubourg.

Le petit homme sec lève un œil. « Oui, bien sûr, je viens souvent, dit-il, très souvent. J'ai beau- coup de temps à moi dans la journée, vous savez, et suis serviteur dans un restaurant ; je travaille le soir. Je trouve toujours ici quelque chose qui m'intéresse. » Il se replonge dans son journal. « Renseignements internationaux », encyclopédies, guides touristiques : la salle est réservée aux entre- prises et aux particuliers qui recherchent des informations pratiques. On peut prendre sur les rayons autant de volumes qu'on le desire, on se laisse sur le bureau en partant. « Nous pré- férions que les lecteurs ne replacent pas eux- mêmes les livres : ils les remettent rarement à la bonne place », disent les documentalistes.

Sept étages de bibliothèque, 25 000 m². L'admini- stration, le coin des enfants, un premier étage réservé au prêt à l'extérieur. Le reste, les salles d'étude — 1 200 places assises au total — se subdivisent en départements : sciences sociales, musique, beaux-arts, langues et littérature, philo- sophie et religion, histoire et topographie, études locales et shakespeareennes. Là, même processus, même liberté, même ouverture.

N'importe qui peut venir consulter les 800 000 ouvrages de référence — qui, pour un cinquième environ se trouvent sur les rayonnages des salles de travail, directement accessibles au lecteur — sans

qu'il lui soit jamais réclamé aucune justification d'identité, de domicile ou de qualification. Il n'est nécessaire de s'inscrire que pour sortir les livres de la bibliothèque.

Le bâtiment lui-même, en forme de quadrilatère, vide en sa partie centrale, n'a rien de massif. L'ensemble articulé autour de ce « patio » où donnent les bords des salles de travail. Ainsi la partie destinée à l'étude se trouve-t-elle à l'abri du monde extérieur, alors que le rez-de-chaussée et les différents niveaux du premier étage s'ouvrent largement sur la ville. Aucun département, pourtant, n'est isolé grâce à la présence, partout, des escaliers mécaniques, que l'on a privilégiés aux ascenseurs.

« J'ai beaucoup de frères et sœurs à la mai- son, dit un écolier noir des quartiers pauvres. Alors, je fais parfois mes devoirs ici ». Les étu- diants viennent aussi, bien sûr, et les chercheurs. Mais beaucoup d'autres encore : mères de famille en quête d'une recette de cuisine, retraités férus de psychologie, adolescents à court d'idées de costumes pour la fête de l'école... Des professeurs, enfin. Beaucoup de professeurs. Car la biblio- thèque travaille étroitement avec eux. Elle orga- nise des expositions de livres pour enfants dans les écoles, de travaux d'élèves dans ses murs, des visites d'information, des conférences, des discus- sions. Elle fournit aux enseignants livres, parti- tions de musique, illustrations, disques, cassettes, diapositives et films.

Depuis près de vingt ans déjà, les bibliothèques britanniques connaissent les moyens audio-visuels, et Birmingham n'est pas un exemple unique. La bibliothèque de Sutton, dans le Surrey, a installé, au centre de son département de musique, de grands fauteuils auxquels s'adaptent des écou- teurs et où chacun peut entendre les disques de son choix avant de les emporter chez soi. Disques de musique, de poésie, de langues. D'autres insti- tutions sont équipées de cabines d'écoute, de lecteurs de cassettes et de microfilms.

Depuis l'apparition du « poster », et sa vogue récente parmi les jeunes générations, les biblio- thèques ont suivi le mouvement. Elles prêtent aussi, ou louent à un prix modique, des reproductions de peintures que l'on choisit sur des dispo- sitifs. Et même des lithographies ou des originaux d'artistes du cru, peu connus, mais qui ne tarde-

ront pas à le devenir — du moins localement. On n'imagine pas le succès de cette entreprise. Et si l'on partent, leur tableau sous le bras, ils vont l'acrocher chez eux pendant deux ou trois mois, puis le rapporter ; ils le rapporteront avec un cadre — ou le même cadre, s'ils l'ont vraiment beaucoup et s'il n'est pas réservé par un autre amateur. Les sculptures commencent aussi à faire leur apparition dans les départements du prêt. (En France, des expériences analogues ont été entre- prises avec des succès inégaux autour des Mais- sons de la culture du Havre et de Grenoble.)

Le rôle des bibliothèques, telles qu'on les con- çoit — et qu'on les construit — aujourd'hui en Angleterre, ne s'arrête pas là. A Londres, la bibliothèque de Saint-Pancras possède un théâ- tre. Centre culturel d'un quartier populaire, c'est aussi un lieu de rencontre, et sa cafétéria ne désemplit pas jusqu'au soir. « Ce que nous recher- chons, c'est la communication, dit Mr. Smith, responsable de la bibliothèque de Sutton. Elle peut se faire par le livre, mais par beaucoup d'au- tres moyens encore. » Son équipe organise notam- ment des expositions mettant à contribution les habitants de la ville.

Initiative plus originale encore, et toujours dans le même esprit : la bibliothèque de Sutton engage, pour une période de neuf mois, un écri- vain qui viendra, deux ou trois fois par semaine, participer à des débats littéraires, des séminaires, mais qui, surtout, sera à la disposition des habi- tants de cette petite ville tranquille de la banlieue londonienne pour discuter avec eux des manus- crits qu'ils pourront lui soumettre. « L'idée est tout à fait neuve : elle permet, explique Mr. Smith, d'aider financièrement un écrivain dont la pré- sence agit comme stimulant sur la bibliothèque elle-même et sur le public. » Depuis six mois que le système a vu le jour, David Benedictus, premier « lecteur public », a pris connaissance de quatre-vingt-dix manuscrits.

Les enfants ne sont pas oubliés. Une salle leur est toujours réservée. Livres, disques, cassettes, « posters », boîtes de jeux, sont à leur disposition. Certaines bibliothèques ont même maintenant un service de prêt de jouets. Plusieurs personnes s'occupent d'eux sur place, animent des ateliers de création, des séances de télévision, lisent des

contes à haute voix. Une scène a été aménagée à Sutton, avec projecteurs et coulisses, où les enfants jouent tout de fréquenter les lieux.

Tout cela coûte très cher, évidemment. Plus de 10 millions de francs pour la construction de Sutton, près de 30 millions (sans compter les stocks) pour Birmingham. Toutes deux ont leur fichier sur ordinateur. Avec ses deux cent quatre-vingt employés, la bibliothèque de Birmingham dispose d'un budget annuel de plus de 30 mil- lions. Les fonds proviennent des municipalités, qui reçoivent des subventions de l'Etat.

Les vols, rumeurs du « libre accès », préoccu- pent un peu les dirigeants. On en compte environ 1 500 par an à Birmingham, ou pourtant un ser- vice de surveillance d'une quinzaine de personnes a été mis en place. A Saint-Pancras, où, comme à Sutton, la presque totalité des livres sont direc- tement accessibles au lecteur, on songe à installer un système de contrôle magnétique : un appareil qui, placé à la sortie, réagit à la petite plaque de métal dont a été pourvu chaque livre. Le prix en est fort élevé. Au Sutton, où l'on reste sceptique — l'appareil réagissant à beaucoup d'autres objets métalliques — et où l'on répugne à la jouille — psychologiquement très mauvaise, — la direction semble résignée : « Ceux qui veulent vrai- ment voler des livres trouveront de toute façon le moyen de le faire. »

Pour cette raison, et pour d'autres plus poli- tiques, ces bibliothèques de l'ouverture et de la liberté ne font pas partout l'unanimité. Mr. Sharp, responsable du département de référence, n'ap- prouve pas. « Ce rôle social que la bibliothèque est souvent amenée à tenir n'est pas le sien, dit-il. Elle n'a pas à être un refuge, et l'entrée des salles d'étude devrait être limitée à ceux qui utilisent les documents ; l'exploitation en serait plus ration- nelle. »

C'est là une position tout à fait isolée. Pour la grande majorité des responsables, comme pour le public, l'exploitation la plus rationnelle des bibliothèques est celle qui remplit les salles, et non celle qui les vide. Une politique qui n'est-elle pas les preuves : le peuple britannique n'est-il pas le peuple qui lit le plus au monde ?

SYLVETTE GLEIZE.

Une sélection



« Marathon man » de John Schlesinger (Vu par Bonnappe).

Cinéma

DERSOU OUZALA

d'Alkira Kurosawa

Film d'aventures, d'une extraordinaire beauté. Le premier film « écologique » qui échappe à une convention de la mode, au rousseauisme des idéologues. Film également sur l'antidote virile, sur l'estime et le respect que forgent les épreuves. On pense à Kipling, à Jack London, à Jules Verne, mais Akira Kurosawa est là, avec sa pureté, sa tendresse, sa foi dans la noblesse humaine. On sort du cinéma heureux, pacifié, ébloui.

MARATHON MAN

de John Schlesinger

A New-York, un jeune étudiant juif, fils d'une victime du maccarthysme et frère d'un agent secret, court pour échapper à un ancien bourreau nazi. Schlesinger a laissé de côté les implications morales et psychologiques du sujet de William Goldman, mais, pour les amateurs de suspense pur, son film est une mécanique dramatique parfaitement montée, une suite de mort-coups de bravoure brillamment mis en scène, un divertissement à faire frissonner. Et Dustin Hoffman est très étonnant.

(Lire notre entretien avec John SCHLESINGER, page 9.)

KING KONG

version 1933 et version 1976

Pour la première fois, la possibilité de comparer une super-production

hollywoodienne (signée Dino de Laurentiis, mise en scène par John Guillermin, le réalisateur de la Tour Infernale), dans la veine des films d'horreur de l'ancien Hollywood (produit par les anciens documentaristes Ernest Schoedsack et Merian C. Cooper, qui avaient même songé un moment à lâcher leur grand singe dans la jungle africaine). A un demi-siècle d'intervalle, deux conceptions du cinéma-spectacle.

BAROCCO

d'André Téchiné

Intrigues mystérieuses, monstres sans visage, amour fou resuscitant un mort par son double. Dans Amsterdams, ville républicaine de roman noir, Téchiné, le jeune cinéaste le plus original du cinéma français, a tourné un « film énigmatique » à la mise en scène superbement lyrique et baroque, et réinventé des acteurs célèbres : Isabelle Adjani, Gérard Depardieu, Marie-France Pisier, Jean-Claude Brialy. Il faut goûter à sa magie.

AFFREUX, SALES ET MÉCHANTS

d'Ettore Scola

Dans un bidonville romain où croupit un sous-prolétariat misérable, Nino Manfredi, propriétaire d'une maison de million de lires, règne sur une tribu qui cherche à le supprimer pour hériter de ses biens. Scola ne se contente pas de beaux, ni propres, ni bons et, dans ce film, l'humour noir, le sarcasme et la dérision sont employés comme explosifs politiques. Scola démontre qu'on ne débrite pas une plaie sociale par la démagogie. Son pamphlet, qui utilise des gags énormes, porte loin.

CASANOVA UN ADOLESCENT A VENISE

de Luigi Comencini

Luigi Comencini est décidément, parmi les cinéastes italiens, un des talents les plus divers. Voici une de ses œuvres maîtresses : l'enfance et l'adolescence de Casanova, racontées avec la verve, le sens de la reconnaissance, et la dimension magique qui enchanteront dans Finocchio.

Reprise de CHANTONS SOUS LA PLUIE

de Gene Kelly et Stanley Donen

Épopée drôlatique des débuts du cinéma parlant à Hollywood, dans la plus charmante comédie musicale des années 50. Pas un temps mort, une trépidation, une invention continuelle et Gene Kelly chantant son amour sous des trombes d'eau, dans de fabuleuses rues de studio.

— ET AUSSI : « Jonas qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000 » d'Alain Tanner (les peuples de mai 88 ont-ils l'utopie) ; « Une fille unique » de Philippe Nahoun (les désespoirs discrets de la bourgeoisie de province à la veille du Front populaire) ; le Coup de grâce, de Volker Schlöndorff (les glaces de la passion) ; 1900, second acte, de Bernardo Bertolucci (épopée emblématique de deux mondes en Europe-Romagne sous le fascisme) ; « Affiche rouge », de Frank Cassenti (un film poème sur la Résistance immigrée) ; Moi, Pierre Rivière, de René Allio (dossier d'un crime paysan).

Théâtre

LA JEUNE LUNE...

à la Cartoucherie de l'Aquarium

Dix acteurs en chaussettes de couleur suscitent un réel intérêt : celui de dizaines d'autres occupées. Ils en jouent les grilles, les bragues, ils jouent les ruelles des près d'alentour, les machines neuves ou usées, l'invention, poésie, gaieté, irrogance de vie vraie.

REPRÉSENTATION à Essai

La nouvelle passe magnétique de Philippe Adrien : les prisonniers de la caverne de Platon, métamorphosés en sylvestres, sont les bougies du docteur Freud pour découvrir « quel est leur trou ». Enlèvement du spectateur sous hypnose. Rare et passionnant.

LA DISPUTE

à la Porte-Saint-Martin

Dans son royaume déserté, des aristocrates au cœur usé déchirent les bruits de la raison, pénètrent à l'intérieur d'un jardin chimérique. Sous leurs yeux, quatre adolescents jouent avec leurs reflets, apprennent à aimer, vivent l'instant où la passion naît et tue. Splendeur du spectacle-légende de Patrice Chéreau, un cas limite.

A.A. THÉÂTRES D'ADAMOV

à Chaillot

Le parcours d'un homme torturé, son théâtre et les racines de son enfer. Paysage mental qui prend la couleur bleue du souvenir. Planchon rassemble des brèves de vie dans un réel brumeux, nostalgique. Rassemble les éléments d'un portrait, celui d'un auteur qui a souffert tous les maux de la condition humaine.

PENTHÉSILÉE

à la Cartoucherie de Vincennes

Une fable sauvage : Penthésilée, reine des Amazones, livre par amour le corps d'Achille à ses chiens. Du poème hellénistique-prussien de Kietel Michel Hermon à la fois une fantasmagorie très curieuse, où des créatures de Caspary, d'Edgar Degas, courent entre des géométries, des chemins, des motifs d'acier, des bougies. Long (4 heures) mais fascinant.

LES GRANDS SENTIMENTS

au Chapiteau du TEP

Le Magic Circus décape sa légende, tourne le dos à l'utopie de la fête sans renoncer aux flonflons et aux confettis. Sans renoncer à sa tendresse immense pour les vieux artistes naïfs, les animaux déshabillés, les ingénues candides. Sans renoncer aux rires, à la générosité.

— ET AUSSI : les Amoureux, à la Gaieté-Montparnasse (irrésistible, étonnant Patrick Chesnais) ; Dames du feu, au Studio des Champs-Élysées (les femmes entre femmes s'empêchent de sombrer) ; la Frappe, au café d'Edgar (le comique cosmique de Stéphanie Lolk) ; Étrange Pileur, aux Blancs-Manteaux (une fable thriller de Jean Bois pour les pères bourreaux, les maris tortionnaires, les crimes castaliens) ; Yaro, à l'Opéra de Bois (le livre de l'espérance) ; Victor ou les enfants au pouvoir, à l'Athénée (Lorsque l'enfant paraît).

Musique

CYCLE BEETHOVEN à l'Orchestre de Paris

Après une « trêve des confiseurs » qui aura été presque absolue dans les concerts, la vie musicale reprendra lentement ; pour lui donner quelque vigueur, l'Orchestre de Paris, dirigé par Barenboim, inaugure un cycle Beethoven, « le grand sourd » ayant eu l'obligation de mourir il y a cent cinquante ans ; le public reprendra ainsi plus vite le chemin du Palais des congrès où on lui promet la Première et la Septième Symphonie, ainsi que le Troisième Concerto pour piano de Frédéric Jean-Bernard Pommier (Palais des congrès, les 5 et 6 janvier ; Champs-Élysées, le 8 janvier à 10 heures).

BAUDO dirige l'Orchestre national

Le Troisième Concerto de Beethoven est également, le premier soir, à l'Orchestre de Paris, avec Stéphane Baudou. Serge Baudo fait sa rentrée à Paris et dirige également la très intéressante version originale de Petrouchka de Stravinski et la Jérôme-Bosch-Symphonie, grouillante de démons, pleine de couleurs, de Serge Nigg (Champs-Élysées, le 5 janvier).

KATERINA ISMAILOVA avec Vichnevskaja

Après la Dame de Pique, on retrouvera Galina Vichnevskaja, mais sur grand écran cette fois, dans Katerina Ismailova, le chef-d'œuvre théâtral de Chostakovitch (anciennement appelé Lady Macbeth du district de Mzensk) ; ce film de Mikhaïl Chapiro, tourné en 1966, sera présenté en version originale avec sous-titres français. (Musée Guimé, le 5 janvier, 20 h 30.)

ET AUSSI : Musique de chambre : Saint-Saëns, Bartok, Debussy, Liszt, Lutoslawski, Dvorak, Milhaud, Darius, avec le duo Billard et Azalé, l'Octave de Paris, etc. (Radio-France, studio 105, le 3 janvier) ; Quatuor Parrenin : Mozart, Bartok, Beethoven (Cité universitaire, le 4 janvier) ; Deuxième et Douzième Quatuors, de Beethoven, par le Quatuor Loewenguth. (Sceaux, le 5 janvier, à 18 h ; salle Rossini, le 11 janvier.)

Expositions

UTAMARO

Galerie Huguette Berès

Une exposition de classe internationale qui dégage l'urgence d'un nouveau regard sur une œuvre qu'on trouve souvent trop connue. Avec des pièces d'une présence et d'un raffinement inégalables, dans des séries complètes qu'enverraient bien des grands musées d'Europe et des États-Unis, Huguette Berès propose tout autre chose que des « estampes japonaises » au sens où les entendaient les amateurs français du dix-neuvième siècle.

PUVIS DE CHAVANNES...

Un hommage attendu, d'autant que Puvion, qui fut l'un des glorieux de la III^e République, est peut-être le peintre le plus décrié du siècle dernier. Si elle ne présente pas l'essentiel de l'œuvre — les grandes décorations impossibles à déplacer — l'exposition regroupe quantité de projets, d'esquisses, de tableaux, et révèle un homme beaucoup plus moderne, divers et sensible.

qu'on ne le croit, un indépendant qui a cheminé seul ou à peu près dans son époque.

ET LA PEINTURE Russe A L'EPOQUE ROMANTIQUE

Que peignent les Russes dans la première moitié du dix-neuvième siècle ? Des usages et des sites, avec une sensibilité qui débordait le « constat ». Par là, ils apportent leur contribution au mouvement du romantisme international, dont les musées, depuis quelque temps, nous font découvrir des aspects négligés.

LA BOITE à l'ARC

Une exposition d'œuvres d'art en boîtes. Des boîtes par centaines, disposées par fois sur des étagères, qui font du musée l'hypermarché du monde intérieur. Mondes de l'enfermement et de l'agoraphobie, de la fascination du cerceau et du nid, du rétrograde magique et du premier oublié, de la poubelle même et de ses déchets.

CÉSAR

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Sotatis-quatorze sculptures depuis 1957 — animaux, compressions, poches, seins, expansions et masques. Du fer soudé, des morceaux d'automobiles, du bronze, de l'acier, du polyester et du polyuréthane... Le sens du matériau.

— ET AUSSI : La peinture allemande à l'époque du romantisme, à l'Orange; Le cinquantenaire de l'exposition de 1925 et Moholy-Nagy au Musée des arts décoratifs ; Serizawa, au Grand Palais ; Léon Zuck, Kupka et La donation Henry-Thomas, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Les nouvelles acquisitions du Musée d'Orléans, au Louvre ; L'art 1900 hongrois, au Petit Palais.

— En PROVINCE : Joints des disques enregistrements et éditions, donation Tomi Ungerer, au Musée historique de Strasbourg ; Joints populaires d'autrefois, à la Maison du Coche d'Ann, à Auxerre ; Couleur et art populaire, au Musée de Reims ; Sculpture contemporaine, à Evreux ; Vieira da Silva, au Musée de Metz ; Les espaces textiles de Chompré, au Musée des beaux-arts de Tours.

Disques

LES MAÎTRES CHANTEURS

par Eugen Jochum

« Das ist ein Meisterlied » : le nouvel enregistrement des Maîtres chanteurs, par Eugen Jochum, est, sans conteste, un sommet d'interprétation, l'apothéose d'une carrière exemplaire : motifs comiques, dramatiques et acérés que d'autres, peut-être, l'interprétation se dévala comme un fleuve de lyrisme serein et lumineux, d'une humanité sans ombre, où Jochum s'identifie à Sachs lui-même. Et les voix sont admirables : Placido Domingo, qui donne à Walther la plus belle couleur italienne, Catherine Ligeia, d'un bel et pur Roland Hermann, vrai maître plutôt que caricature (ce qui frise le parados), Horst Leuchtmann, un rayonnant David, Christa Ludwig en Leni, Dietrich Fischer-Dieskau qui s'approprie magistralement le rôle de Sachs, avec l'Orchestre et les chœurs de l'Opéra de Berlin. A placer au même rang que les enregistrements de Furtwängler et de Karajan (S. D. G., 2740.149 ; en souscription : 195 F.).

MOSAÏQUE D'ART
Pâte de verre
S.P. 27 - 92330 SCEAUX

GALERIE SISLEY
7, bd de Port-Royal, Paris
(Les Gobelins) - 707-10-01
JEAN COULON
Gravures au burin
jusqu'au 8 janvier
de 13 h. 30 à 19 h.

Les Studios IDEFIX vendent les dessins et décors originaux du film « LES 12 TRAVAUX D'ASTÉRIX » à la Galerie d'Art du Printemps, 64, boulevard Haussmann, jusqu'au 8 janvier 1977.

Prolongé jusqu'au 29 janvier
UTAMARO 1753-1806
ses plus belles estampes
Tous les jours, sauf le dimanche
Huguette Berès, 25, quai Voltaire

Réunion des artistes
Exposition automne 1976
Grand Palais
L'Amérique vue par l'Europe
Serizawa
Pavis de Chavannes
Craquelé des Tullies
La peinture allemande à l'époque du Romantisme
Miroir de l'Europe, porte d'Europe
Dessins français de l'Art Institute de Chicago
de William et Picasso
Grand Palais, Champs-Élysées : 11 et 12 janv.
de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h
Lun. et 12, et 13, de 9 h à 12 h

ELYSEE-MONTMARTRE
Tel. 606 38 79
COLUCHE
Ginette Lacaze
Soirées 20h15
Matinée Dimanche 15h30
REVEILLONS
prix habituels des places

SAMÉDIS : MAT. à 16 h.
DIMANCHES : MAT. à 15 h.
Théâtre EDGARDO VII
Loc. 073.67.96 & Agences
Jean DESAILLY
Simone VALÈRE
Yvette CHAUVIRE
AMPHITRYON 38
Jean GIRAUDOUX
REVEILLON : Location ouverte

HAMMOND ORGAN
GAFFAREL MUSIQUE
15, rue de Bruxelles - 75008 PARIS - TEL. 874.81.07

STEPHEN BISHOP
Théâtre des Champs-Élysées
5 janvier 1977
à 20 h 30
S. Bishop a enregistré pour Philips
l'intégrale des concertos pour piano, de Beethoven.
(Contrat de 4 disques)

BALLET DE MARSEILLE
Roland Petit
Les représentations de
CASSE-NOISETTE
de Roland Petit
salué par une presse unanime
se poursuivent triomphalement au
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

TABLEAUX EN RELIEF
sculptés dans la Fluorine
et l'Améthyste
DANIEL PENOUËL
jusqu'au 31 décembre 1976
Boutique Antiquité - Tableaux
du Bon Marché - Magasin II
142, rue du Bac, Paris (7^e).

Centre Culturel du Marais
21 décembre - 31 janvier
solaris
USA
groupe de recherche
danse-theatre
tel. 278.66.85

مكتبة المثلث

JUSTICE

A Jérusalem

M. FLATTO-SHARON EST LIBÉRÉ SOUS CAUTION

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — M. Samuel Flatto-Sharon, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré par la justice française, a pu quitter, mardi 28 décembre en début d'après-midi, les locaux de la police, où il était retenu depuis son arrestation, dans la nuit du 24 au 25 décembre (le Monde daté du 29 décembre).

Le juge du tribunal de Jérusalem, qui avait décidé, dimanche 26 décembre, de ne pas faire suite à la demande de la police d'interroger M. Flatto pendant quinze jours dans l'attente de la procédure d'extradition, l'a libéré sous caution. Il a en outre ordonné le retrait de ses titres de voyage et l'a placé sous contrôle judiciaire.

Le montant de la caution, près de 6 millions de francs, l'inventaire des biens considérables en Israël de l'ancien animateur de La Paternelle, et l'affaire des multiples passeports, ont rendu difficile l'exécution de la décision du magistrat.

Interrogé à la télévision israélienne sur les griefs retenus contre lui par la justice française, M. Flatto a déclaré : « Je ne suis pas vraiment innocent. Mais j'ai seulement un litige avec le fisc français. Si je ne retourne pas en France, c'est que je sais que là-bas on commencera d'abord par me mettre en prison à titre préventif pendant quelques années avant que la justice ne se prononce ; et, si j'ai des comptes à rendre, c'est seulement à mon pays, Israël ».

Quant à l'affaire des multiples passeports, un communiqué du ministère de l'Intérieur indique que M. Flatto a déclaré qu'il n'en a bien en six ou sept, mais le dernier en date est seul valide : les autres, périmés, ont été revêtus d'un cachet annulant leur validité. L'un de ces nombreux titres de voyage avait cependant été obtenu d'une manière frauduleuse, et des poursuites pourraient être engagées contre M. Sharon.

Ce mercredi, la demande d'extradition n'était pas encore parvenue aux autorités israéliennes. Selon les termes de la convention franco-israélienne, à l'indignité M. Flatto, directeur des services juridiques du ministère des affaires étrangères, le pays requérant a un délai de soixante jours, à compter du jour de l'arrestation de la personne recherchée, pour présenter le dossier complet qui sera soumis à la justice israélienne, seule habilitée à décider de la suite à donner à la requête.

ANDRÉ SCZAMAMA.

L'assassin de M. de Broglie a avoué son crime

(Suite de la première page.)

Son nom avait été trouvé sur l'un des carnets d'adresses de M. de Broglie. Ce policier, suspecté d'y avoir quelques mois d'avoir participé à des attaques à main armée, a été interpellé lundi soir 27 décembre en compagnie de deux hommes devant l'auberge de Marly-le-Roi dont il était, selon le propriétaire de l'établissement, un habitué. Au cours de la perquisition effectuée par les enquêteurs au domicile du fonctionnaire, trois armes — deux pistolets et un revolver — ont été trouvées. Le revolver, une arme modèle 92 de calibre 8 mm est-elle celle qui a servi au meurtre ? Des examens balistiques approfondis sont en cours, mais

d'après les premiers résultats, il ne s'agit pas de la même arme. Outre ces six personnes, qui, selon M. Jean Ducrot, sont « des relations des relations » du député de l'Eure, les policiers ont entendu, mardi 28 décembre, Mlle Pascale de Varga, fille de M. Pierre de Varga, autre relation d'affaires de M. de Broglie. M. Pierre de Varga, d'origine hongroise, a fait l'objet en 1963 d'un arrêté d'expulsion — jamais exécuté — à la suite de plusieurs affaires louches. Mlle de Varga aurait en sa possession certains papiers sur les activités financières dont elle s'occupait avec son père.

Quant à M. Allenet de Ribemont, il fait l'objet, indique-t-on à la brigade criminelle, d'une in-

formation judiciaire distincte de celle pour homicide volontaire concernant le meurtre de Jean de Broglie. C'est en raison de la découverte de plusieurs armes à son domicile, 2, rue des Dardanelles (17^e), que M. Allenet de Ribemont sera traduit devant M. Guy Floch, juge d'instruction, pour y être inculqué d'infraction à la législation sur les armes.

M. Allenet de Ribemont était dans sa propriété de Causse (Lot-et-Garonne) au moment du meurtre. C'est à cet endroit que les policiers de la brigade criminelle sont allés l'interroger le jour de Noël avant de l'interroger jusqu'à 19 heures le lundi 27 décembre.

Faits et jugements

L'affaire des faux Starlin : trois personnes en correctionnelle.

Plusieurs personnes, dont les noms ont été récemment cités après la découverte du trafic de faux Starlin entre la France et la Libye (le Monde du 25 décembre), comparaitront le 30 janvier devant la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour infraction à la législation sur les changes.

L'Administration des douanes reproche à M. Georges Starlin, président-directeur général de la Panamian Armement Company, et à M. Michel Carle, gérant de la filiale française de la société, de ne pas avoir déclaré au ministère de l'économie et des finances des virements bancaires d'un total d'environ 1 200 000 F échangés entre les deux entreprises.

Il est, d'autre part, reproché à M. Joseph Abbatecci, ancien employé de Thomson-CSF, d'avoir versé 1 121 377 F à une personne résidant hors de France sans l'accord du ministère de l'économie et des finances et sans avoir eu recours à un intermédiaire agréé.

Dose de drogue mortelle à Marseille.

Un jeune Marseillais, M. François-Yves Terrier, 19 ans, a été trouvé mort mardi 28 décembre dans le studio qu'il occupait à Marseille, 1, rue Châteauneuf-Payan (6^e). Constaté par le service des stupéfiants, il avait succombé à une injection trop forte de drogue. Les deux amis qui avaient passé la soirée avec lui sont recherchés par la police.

LES OBSEQUES

Dans l'intimité locale

De notre envoyée spéciale

Les obsèques de Jean de Broglie ont été célébrées mardi 28 décembre, à 14 h. 30, dans le village de l'Eure qui porte le nom de sa famille, dans une sorte d'intimité locale.

Aucun membre du gouvernement n'assistait à la cérémonie. M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, chargé de l'aménagement du territoire et du Plan, avait indiqué la veille que, contrairement à ce qu'il avait annoncé, il ne pourrait pas venir. M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, et Antoine Suénucci, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, s'étaient excusés au dernier moment, « en raison du mauvais temps ». Le comte de Paris, lui non plus, n'était pas là.

Il est vrai qu'il neigeait fort dans l'Eure. Mais cette désertion a été vivement ressentie à Broglie.

La petite église du village était comble, pourtant, et de nombreuses personnes n'avaient pu y entrer. Au pied du cercueil drapé de tricolore, la princesse de Broglie était entourée de ses trois fils, Victor-François, vingt-sept ans, Philippe-Marie, seize ans, Louis-Albert, treize ans, et de nombreux membres de sa famille. Les pompiers, les anciens combattants, les amis des communes environnantes, les maires du dépar-

tement et les photographes de presse se pressaient pour suivre un office très simple, célébré par l'évêque d'Eureux, Mgr Jean Honoré, et le curé doyen de Broglie, M. l'abbé Pierre Seutin.

M. Tomassini, ancien député, maire des Andelys, M. Gustave Héon, sénateur, maire de Berville et président du conseil général de l'Eure, étaient aux premiers rangs. M. Jean Brachard, préfet de l'Eure, représentait officiellement le gouvernement. M. Paul Maillet, directeur adjoint du cabinet de M. Edgar Faure, représentait officiellement le président de l'Assemblée nationale. M. Roger Chénou, secrétaire général des républicains indépendants, était dans l'assistance à titre personnel.

Après la messe, on entendit sur la place des Trois-Marchaux (de Broglie), sous la neige drue, les hommages de l'adjoint au maire, M. Claude Cordier, de M. Gustave Héon et Jean Brachard.

Ensuite ce fut l'inhumation, en présence des intimes, dans l'enclos réservé à la famille de Broglie, dans le cimetière communal, où la dalle gravée au nom de Jean de Broglie s'ajoutera désormais à celles de vingt-deux de ses ancêtres.

FRANÇOISE BERGER.

SPORTS

Jeux olympiques

LORD KILLANIN RENOUVELLE SA MISE EN GARDE CONTRE LES DANGERS DE LA POLITIQUE

Les incidences politiques aux Jeux olympiques ont fait l'objet d'une lettre que Lord Killanin, président du Comité international olympique (C.I.O.), vient d'adresser aux dirigeants du C.I.O. Dans cette lettre, Lord Killanin souligne notamment le danger d'une « incursion politique croissante » de la part des gouvernements et rappelle qu'à l'occasion des prochains Jeux d'été, le C.I.O. ne pourra pas faire l'objet de sanctions à l'avenir.

« C'est-à-dire le Canada et Montréal — n'a pas respecté les conditions imposées à l'attribution des Jeux à cette ville. Le président du C.I.O. qui regrette aussi qu'un certain nombre de pays aient décidé de boycotter les Jeux « en solidarité » avec la requête de leurs gouvernements » (1) précise, à ce sujet, que la commission exécutive du C.I.O. et les fédérations internationales, « sont d'accord que les raisons autres que la maladie ou des circonstances imprévisibles ne peuvent être considérées et doivent faire l'objet de sanctions à l'avenir ».

(1) Lord Killanin fait allusion aux vingt-neuf pays officiels qui ont décidé le boycottage des Jeux de Montréal.

Tennis

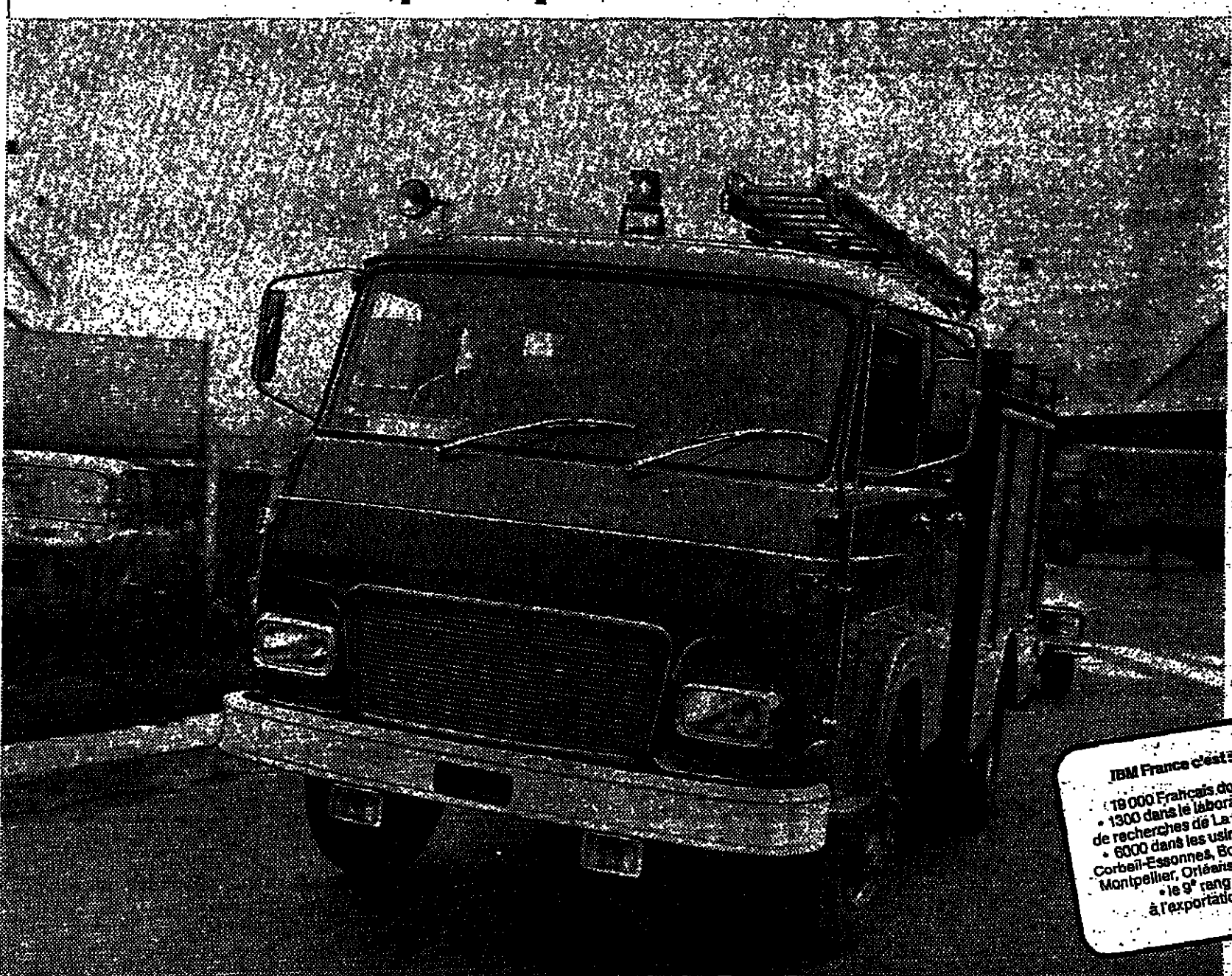
LES COURS DES COURTS

New-York (A.F.P.). — Le conseil qu'ont les Américains de savoir combien « cher » financièrement un individu les conduit à établir le classement des revenus des sportifs comme ils le font des hommes d'affaires. Ils ont constaté qu'en l'espace de deux ans les gains des meilleurs joueurs de tennis ont parfois plus que doublé.

L'Américain Jimmy Connors, dont les gains en 1976 étaient de 235 636 dollars, aura gagné cette année, plus qu'un joueur au tennis, 687 233 dollars. Derrière lui viennent le Roumain Ilie Nastase (369 245 dollars) et le Mexicain Raul Raman (465 942 dollars). Le dixième sur la liste, l'Américain Brian Gottfried, est estimé à 225 533 dollars.

Chez les dames, la star liste est évidemment l'Américaine Chris Evert (343 765 dollars), la Française Françoise Durr figurant en neuvième position avec 232 636 dollars.

IBM 3750 : le téléphone qui améliore la sécurité dans le travail.



La sécurité dans les entreprises dépend de la rapidité des interventions. Le système IBM 3750 assure à chacun une protection supplémentaire : il gère les impulsions électriques et donne l'alarme automatiquement. Il transmet des messages préenregistrés, des sonneries, et appelle directement les pompiers. Il peut aussi signaler les zones dangereuses, rappeler les précautions à prendre, et il aide à mieux prévoir les dangers.

Cet autocommutateur électronique vous donne, en outre, accès aux informations qui vous concernent, vous offre la maîtrise de votre emploi du temps, multiplie les fonctions assurées par votre téléphone et, là où un ordinateur est en service, vous permet de dialoguer avec celui-ci dans le cadre de votre travail. Il procure ainsi à chacun une meilleure efficacité dans sa fonction. IBM 3750 est l'instrument de communication qui vous aide à vous sentir mieux dans votre entreprise.

IBM

IBM 3750. Améliore la vie des hommes dans l'entreprise.

IBM France c'est ?

• 19 000 Français dont
• 1300 dans le laboratoire
de recherches de La Gaudie
• 6000 dans les usines de
Corbeil-Essonnes, Bordeaux,
Montpellier, Orléans-Boigny
le 9^e rang
à l'exportation

هكزام الاكمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Le groupe CIBIE-PARIS-RHÔNE passerait sous le contrôle de FÉRODO

Incident de dernière minute : le groupe CIBIE-PARIS-RHÔNE, producteur français de moteurs pour automobiles, jusqu'ici contrôlé par la famille CIBIE, a été racheté le 1^{er} janvier par le groupe Férodo, basé en Angleterre. L'opération a été menée de main de maître par le groupe Férodo, qui a obtenu le contrôle de la société CIBIE-PARIS-RHÔNE par l'acquisition de la participation de la famille CIBIE. Le groupe Férodo, qui est une société britannique, a annoncé qu'il allait investir dans la production de moteurs pour automobiles. Le groupe CIBIE-PARIS-RHÔNE, qui est une société française, a été fondé en 1962 par la famille CIBIE. Le groupe Férodo, qui est une société britannique, a annoncé qu'il allait investir dans la production de moteurs pour automobiles. Le groupe CIBIE-PARIS-RHÔNE, qui est une société française, a été fondé en 1962 par la famille CIBIE.

et la société pétrolière italienne ENI ont un important accord de coopération

De notre correspondant — L'Iran va participer à la pétrolière italienne. Si un accord formel n'est encore signé, la coopération est en cours. L'ENI (Société italienne hydrocarbures) et la NIOC (Société iranienne d'hydrocarbures) ont signé un accord de coopération. L'ENI (Société italienne hydrocarbures) et la NIOC (Société iranienne d'hydrocarbures) ont signé un accord de coopération.

L'ÉTRANGER

Au Maroc

LE SALAIRE MINIMUM RELEVÉ DE 10 %

notre correspondant.) — A partir du 1^{er} janvier, le salaire minimum horaire des ouvriers et employés marocains sera relevé de 10 %. Le salaire minimum horaire des ouvriers et employés marocains sera relevé de 10 %.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Pour accroître l'emploi

Les métallurgistes C.F.D.T. veulent obtenir « une réduction massive de la durée du travail »

En liaison avec la C.G.T., la fédération des métallurgistes C.F.D.T. envisage, sur le thème de l'emploi, de demander la réduction de la durée du travail, une campagne de sensibilisation et d'action qui se traduira notamment par des grèves ou des journées de manifestations dans la sidérurgie puis dans la machine-outil, au début de l'année 1977.

Dans les secteurs public et nationalisé

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. APPELERONT A DES GRÈVES UNITAIRES EN JANVIER

Sans attendre que s'achève la « pause » de fin d'année, les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont tenu le 28 décembre à Paris une réunion pour annoncer la prochaine intensification de leurs efforts contre le chômage et la politique d'austérité.

La grève à la Caisse d'épargne de Paris

Le Syndicat unifié et la C.F.D.T. ne se sont pas associés pour la « journée nationale d'action » du 30 décembre

Pour la première fois depuis le début du conflit à la Caisse d'épargne de Paris, le Syndicat unifié et la C.F.D.T. ne se sont pas associés pour la « journée nationale d'action » du 30 décembre.

« La peau de l'écureuil » (suite)

L'omission de plusieurs lignes dans nos éditions datées 29 décembre a entraîné une confusion dans le montage des correspondances consacrées au conflit de la Caisse d'épargne de Paris. Ce n'était pas M. H. Auroy, de Marseille, dont nous avons cité la lettre, mais M. Jean Codron, de Paris, qui avait écrit ces lignes.

A l'expiration de leur convention le 1^{er} janvier

Des chirurgiens-dentistes menacent de majorer unilatéralement leurs honoraires

Deux grèves, en juin et en novembre, ont souligné les revendications des chirurgiens-dentistes, qui portent notamment sur une reconnaissance de leur statut en matière de prothèses et de soins conservateurs. Malgré les engagements pris par M. Jacques Chirac au mois d'août dernier, le gouvernement n'a pas répondu à l'attente des praticiens.

ENTR'AIDE

Les Pères Noël verts du Secours populaire sont dans la rue jusqu'au 31 décembre

Les Pères Noël du Secours populaire français ont échangé, cette année, le rouge traditionnel contre le couleur des sapins. Plusieurs centaines de Pères Noël verts ont, en effet, déambulé, au cours des dernières heures de la nuit de Noël, dans les rues de Paris et de la banlieue, portant leur hotte prête à recevoir les cadeaux des passants.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● AUX ÉTATS-UNIS, LES PRIX DE DÉTAIL ont augmenté de 0,3 % en novembre comme en octobre. L'indice s'est établi à 173,8 (base 100 en 1967), en hausse de 5 % par rapport à novembre 1975. Calculé sur les trois derniers mois, le taux annuel d'augmentation est de 4,3 %.

Conjoncture

● LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA FRANCE s'est élevé à 11 640 millions de francs (en chiffres bruts) pour le troisième trimestre de 1976 contre 1 940 millions au second et 6 980 au premier. Pour les neuf premiers mois de l'année, le déséquilibre atteint 19 630 millions de francs, comparé à un excédent de 1 700 millions de francs durant la même période de 1975.

OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DU MALI

FOURNITURE DE MATÉRIEL NÉCESSAIRE POUR LE RÉSEAU AÉRO-SOUTERRAIN DE BAMAKO

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

OBJET. — L'Office des Postes et Télécommunications du Mali lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel divers nécessaire pour le réseau aéro-souterrain de télécommunications de la ville de Bamako.

Les soumissionnaires et le matériel proposé devront obligatoirement avoir leur origine dans l'un des États membres de la BIRD ou en Suisse. Leur attention est attirée sur la troisième partie du cahier des charges — point 3-1-3 — qui offre plusieurs variantes.

Les personnes intéressées pourront se procurer le dossier complet d'appel d'offres après paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs maliens :

- Au Mali : à la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications à Bamako ;
- A Washington : à l'Ambassade du Mali, 2190 E. Street NW/DC 20008 ;
- A New-York : à la Mission Permanente du Mali près des Nations unies, 111 E 69 Street, New-York, N.Y. ;
- A Paris : à l'Ambassade du Mali, 69, rue du Cherche-Midi, Paris-6^e ;
- A Bonn : à l'Ambassade du Mali, 53 Bonn - BAD Godesberg-Luisbons ;
- A Bruxelles : à l'Ambassade du Mali, 112, rue Camille-Léonard, Bruxelles.

Cette somme sera versée au compte n° 0001 ouvert aux Chèques Postaux au nom de l'Agent Comptable de l'Office des Postes et Télécommunications du Mali à Bamako.

Les offres seront adressées ou remises à M. le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications du Mali à Bamako.

Elles devront lui parvenir au plus tard le 15 mars 1977 à 18 h. G.M.T. L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le 16 mars 1977 à partir de 8 h. G.M.T. dans la salle de conférence de la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications du Mali à Bamako.

Le paiement sera effectué sur un crédit-conjoint consenti à la République du Mali par l'A.I.D. et la Caisse Centrale de Coopération Économique.

Fait à Bamako, le 22 décembre 1976.
Le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications du Mali :
KAYE SAMPA, Chevalier de l'Ordre National.

PARIS
28 DÉCEMBRE

La hausse reprend

s'acro, marqué la pas une
s'acro, la Source a re-
tard, son moment a
s'acro des volumes d'affai-
res. L'annonce des cours a
s'acro très générale, moins de
s'acro, une certaine de haui-
s'acro, le 1 % et 7 %
s'acro ont été ainsi relevés
s'acro, les cours horisont
s'acro. La préférence s'opère
s'acro, quant même alle s'opère
s'acro à l'industrie lourde (pé-
s'acro, sidérurgie, chimie, cons-
s'acro, truction, électricité, mé-
s'acro, et électrique). Les valeurs
s'acro, issance s'opère au pas moins
s'acro. Bie. A.D.G. Radiotechi-
s'acro, nique s'opère avec elle
s'acro, nisme en général et le
s'acro, du crédit. Bref, les diffé-
s'acro, rences ont progressé de
s'acro, en moyenne.

Le marché de l'Arabie Saoudite
s'acro, verser sa production pétro-
s'acro, (voir d'autre part) a donné
s'acro, l'effacement d'accompa au mar-
s'acro, ché. Elle explique en
s'acro, partie l'intérêt nettement
s'acro, marqué de la clientèle pour
s'acro, les actions des sociétés
s'acro, à la facture énergétique, de
s'acro, chances d'être moins s'acro-
s'acro, s'opère.

Wall Street, qui
s'acro, s'opère, a nouveau s'opère
s'acro, les Dow Jones, et la met-
s'acro, tude du franc, ont fait le
s'acro, Suisse verser dans un excès
s'acro, s'opère, les professionnels
s'acro, s'opère, à s'opère, à s'opère,
s'acro, s'opère, les s'opère, les
s'acro, semaines de l'année
s'acro, s'opère, les s'opère, à la
s'acro, s'opère, les élections municipales
s'acro, de formuler le moindre
s'acro, s'opère.

à l'éché. Il s'opère, étant
s'acro, 21.170 F et le volume
s'acro, à 230 F. Le volume des
s'acro, tations a augmenté : 9.15
s'acro, de francs contre 6.88 mil-
s'acro, milliards étrangers ont tou-
s'acro, presque toutes progressé,
s'acro, américaines et les pétroles
s'acro, nationaux en tête.

LONDRES

Le London Stock Exchange a rouvert ses portes mercredi matin après quatre jours de chômage. Encouragé par les progrès de Wall Street et la bonne tenue de la livre, le marché est ferme. Hausse des pétroles, des industrielles, des fonds d'Etat et des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 24/12	COURS 28/12
*War Loan 3 1/2 %	26 3/8	25 3/8
Beecham	378	378
British Petroleum	776	770
Shell	444 1/2	451 1/2
Vickers	140	140
Imperial Chemical	321 1/2	324 1/2
Cardinal	64	66
De Beers	190 1/2	189 1/2
*Western Holdings	13 1/4	13 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	171	171
*West Bristolet	18 1/2	18 1/8

(*) En livres.

NEW-YORK

Ap-dessus de mille.

Pour la première fois depuis la
mola, et pour la dixième fois depuis
le début du mandat l'Indice
psychologique des 100, à W
s'est, pour s'inscrire à 159, points, à l'issue d'
une semaine sans cesse
Des dernières heures de
matinée, le ton était donné à
hausse et, en dépit de la très sensen-
sationnelle et de la balance commen-
tée en novembre, la confiance
poursuivit jusqu'à la clôture.
Entre temps, il est vrai, les bo-
res américains avaient, par
la hausse de la production d'acier
et la pétrole, et de la promesse
de Jimmy Carter de procéder, com-
me à des réductions d'impôts
Enfin, l'optimisme des opérateurs
encore été renforcé par les pré-

Après l'échange de 25,79 milliards de titres contre 20,13 millions luxembourgeois, la relève 1 041 hausses, 451 baisses et 437 valeurs échangées.

Indices Dow Jones : transports : 34,34 (+ 0,99) ; services publics : 30,24 (+ 0,99).

INDICES QUOTIDIENS
CNSREF Base 100 = 31 d'août 1975

Valeurs françaises ..	78,8	80,2
Valeurs étrangères ..	109,3	110,6
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	62,3	62,8

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GROUPE TOTAL. — Poursuivant sa diversification, le groupe vient de prendre le contrôle d'une fabrication de produits cellulaires solaires Photon Power Inc.

Cie FINANCIERE DROUOT. — L'exercice 1976 s'est soldé par un bénéfice net de 11 millions de francs contre 0,97 million l'année précédente. Un dividende global de 12 F pour 100 actions contre 10,50 F au 31 mars 1984.

DARELAY S.A. — Un dividende global de 2,25 F contre 3 F pour l'exercice précédent sera distribué à partir du 21 janvier prochain.

Cie SCHAEFFER ET Cie. — Le bénéfice de l'exercice 1975-1976 ressort à 3,46 millions de francs contre 0,46 million de plus-values exceptionnelles l'année précédente. Un dividende global de 7,50 F sera distribué

ALSTHOM-ATLANTIQUE. — La participation dans la société Le Transformateur a été portée de 16,52 % à 60,98 % par rachats en Bourse, le 23 décembre, des blocs détenus par la CEM, Jeumont-Schneider et Merlin-Gerin, au prix unitaire de 130 F. Ce cours sera maintenu jusqu'au 13 janvier inclus.

VALEURS	COURS	COUR
---------	-------	------

	27 1/2		
56 3/4	56 3/4	56 3/4	56 3/4
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28/12	29/12
dollar (en francs) ..	292 10	293

Taux du marché monétaire
 Effets privés 10 3/8

COURSE DE PARIS - 28 DÉCEMBRE - COMPTANT[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Compos.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Compos.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Compos.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Compos.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Compos.
closure	closure	closure	cours	cours	closure	closure	closure	cours	cours	closure	closure	closure	cours	cours	closure	closure	closure	cours	cours	closure	closure	closure	cours	cours
4,50 % 1973	612 66	614	615 56	614	440	438 50	441 50	441 50	133	132 50	133 50	134 50	134 50	133	132 50	133 50	134 50	134 50	133	132 50	133 50	134 50	134 50	133
O.R.E. 3 %	617	619	620	618	151	150 50	151 50	151 50	85	84 50	85 50	86 50	86 50	84	83 50	84 50	85 50	85 50	84	83 50	84 50	85 50	85 50	84
Airfrance-D.C.	1413	1415	1416	1412	335	334 50	335 50	335 50	105	104 50	105 50	106 50	106 50	102	101 50	102 50	103 50	103 50	101	100 50	101 50	102 50	102 50	101
Alstom-D.E.	389	391	392	389	163	162 50	163 50	163 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	178	177 50	178 50	179 50	179 50	176	175 50	176 50	177 50	177 50	176
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50	183 50	183 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Part. Ind.	57	58	59	57 50	161	160 50	161 50	161 50	181	180 50	181 50	182 50	182 50	177	176 50	177 50	178 50	178 50	174	173 50	174 50	175 50	175 50	174
Alu. Supert.	170	171	172	170 50	162	161 50	162 50	162 50	182	181 50	182 50													

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prés.	COURS 28/12
Etats-Unis (5 \$)	4 987	4 971
Canada (Can. \$)	4 913	4 903
Allemagne (100 DM)	218 850	218 916
Autriche (100 Sch.)	29 728	29 748
Belgique (100 F.)	13 322	13 807
Danemark (100 kr.)	88 170	88 204
Espagne (100 pes.)	7 217	7 285
Grande-Bretagne (£ 1)	4 455	4 455
Italie (1 000 lire)	5 498	5 691
Norvège (100 kr.)	96 120	98 820
Pays-Bas (100 fl.)	201 876	202 108
Portugal (100 esc.)	16 885	16 856
Suède (100 kr.)	120 658	120 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONTRES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/12
Or fin (poids en barre)	21280	21056
Or fin (poids en lingots)	21200	21110
Pièce française (20 fr.)	231 50	230
Pièce française (10 fr.)	195	198
Pièce suisse (20 fr.)	204 90	205 70
Union latine (20 fr.)	187 60	187 20
Souverains	2128 10	208 50
Pièce de 20 dollars	1084	1099 50
Pièce de 10 dollars	560	496 28
Pièce de 5 dollars	338 50	
Pièce de 50 pesas	873	876
Pièce de 10 florins	261	250

Le Monde

UN JOUR

DANS LE MONDE

2. OCEAN INDIEN
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
- REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : les troubles du week-end de Noël ont fait quatre-vingt-dix morts.
5. AMERIQUES
6. EUROPE
- UNION SOVIETIQUE : « La portée et les limites du rapport Khrouchtchev », par Jean Eliestein.
7. POLITIQUE
- POINT DE VUE : « Vingt premières et conséquences secondes », par Léo Hamon.
8. EDUCATION
- Les C.A.P. en question.
9. DEFENSE
10. RELIGION
- POINT DE VUE : « Un douloir spirituel », par Gilbert Cesbron.
11. LA GUERRE EN AFRIQUE
- La guerre en Angola : la création en France de Chrétiens pour la libération.
12. SOCIÉTÉ
13. JEUNESSE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 9 à 16

- CINÉMA : Un entretien avec John Schlesinger à propos de « Marathon Man ».
- BEAUX-ARTS : Le dossier : l'exemple britannique : « Il est midi à la bibliothèque municipale ».
- UNE SÉLECTION.

18. JUSTICE
19. SPORTS
- JEUX OLYMPIQUES : nouvelle mise en garde de Lord Killanin.
20. EQUIPEMENT ET RÉGIONS
- Les constructions de logements autour de l'aéroport de Roissy.
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- BIBLIOGRAPHIE : « Pour une nouvelle politique de développement international », d'Angelos Angelopoulos.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (17)
- Annonces classées (17) : Aujourd'hui (17) ; Carnet (9) ; « Journal officiel » (17) ; Météorologie (17) ; Météo croisée (17) ; Bourse (23).

● M. Corralan, secrétaire général du P.C. chilien, qui a été « échangé » le 18 décembre contre M. Boukouski, a déclaré, mardi 28 décembre à Moscou qu'il y avait encore « trois mille détenus politiques dans les prisons chiliennes » et que « plus de deux mille patriotes » étaient portés disparus. — (A.F.P.).

● L'arrestation française Eugène Achard a été tué dans un accident de la circulation à Montréal, le 26 décembre. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. M. Achard avait émigré de France en 1900. Après avoir terminé ses études au Québec, il y enseigna. Auteur de nombreux livres pour enfants ainsi que de plusieurs manuels scolaires d'histoire et de géographie, il était directeur de la librairie générale canadienne et des éditions Eugène Achard.

Le numéro du « Monde » daté 28 décembre 1976 a été tiré à 940 000 exemplaires.

TRECA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

PARIS XI^e — TÉL. 357.46.25

Métro : Parmentier

A B C D E F G

Dans une interview à un hebdomadaire allemand

Nous ne voulons pas qu'un autre régime arrive au pouvoir en France et en Italie

déclare M. Yamani

Alors que l'Arabie Saoudite, la société pétrolière qui opère en Arabie Saoudite et qui regroupe les compagnies américaines Exxon, Texaco et Mobil, s'est refusée, le 28 décembre, à commenter les informations selon lesquelles le régime wahabite allait augmenter sa production au cours du premier trimestre 1977, les experts américains s'interrogent sur les possibilités de l'Arabie Saoudite de mettre à exécution ses projets.

L'accroissement de la production saoudienne jusqu'à 9,3 voire 10 millions de barils par jour, peut faire sans difficulté, estime-t-on dans les milieux pétroliers. Officiellement, ajoute-t-on, la capacité de production de l'Arabie Saoudite est maintenant de 11,5 millions de barils. Mais de nombreux experts pensent toutefois que le chiffre officiel est plus élevé que celui qu'il faudrait de longs mois de travaux pour pouvoir utiliser pleinement cette capacité.

Quant au directeur de la commercialisation de la compagnie pétrolière d'État vénézuélienne Petroven, il a affirmé, le 28 décembre, à Caracas, qu'une augmentation de la production pétrolière de l'Arabie Saoudite n'affecterait pas le niveau des prix décidé au Qatar par les autres pays membres de l'OPEP, car ce supplément de production serait absorbé par la reprise économique mondiale et la réduction de la production pétrolière aux États-Unis.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, le cheikh Yamani admet que son pays va augmenter « graduellement sa production » bien qu'il s'attende à une réduction de la demande en janvier et en février parce que « de grandes quantités de pétrole ont été achetées par pure spéculation ».

« Nous ferons en sorte, ajoute-t-il, que les compagnies pétrolières n'empoisonnent pas la diffusion entre le prix du pétrole saoudien et les autres. »

Mais le ministre du pétrole tente surtout d'expliquer la position de son pays lors de la conférence de Doha. « Nous sommes extrêmement inquiets de la situation économique de l'Occident, inquiets de la possibilité d'une nouvelle récession, inquiets de la situation en Grande-Bretagne, en Italie, et même en France, et dans certains autres pays. Nous ne voulons pas qu'un autre régime arrive au pouvoir en France ou en Italie », a-t-il déclaré.

« La situation en Espagne n'est pas saine, non plus qu'en Portugal. »

Expliquant l'« altruisme » saoudien, le cheikh Yamani affirme : « Si, comme l'Algérie, vous avez des problèmes d'argent, nous vous nous aiderons de nos intérêts. Nous nous pouvons nous offrir le luxe de penser aux autres. » Mais le cheikh met des limites à son action : « Les concessions ne sont pas faites par les pays occidentaux, tant dans le dialogue Nord-Sud que sur le conflit du Proche-Orient, « nous ne serons plus en mesure de vous aider ».

Interrogé au cours du journal de TF 1, mercredi 28 décembre, M. de Gaulle, ministre des affaires étrangères, a commenté en ces termes le rôle de l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP (le Monde du 29 décembre) :

« Il y a certainement une fissure dans l'OPEP. Y aura-t-il rupture du front des producteurs ? Il est trop tôt pour le dire. Il suffit que l'Arabie Saoudite ne soit pas en mesure de produire pour obliger toute la monde à signer sur le prix qu'elle aura fixé. Nous allons voir une augmentation assez raisonnable de l'ensemble des prix, voisine de 5 %.

(...) « L'Arabie Saoudite, a dit encore M. de Gaulle, exerce déjà une très grande influence dans tout le Moyen-Orient et au-delà. Elle est peut-être le seul pays à le faire. »

M. POPEREN (P.S.) : une nouvelle et inadmissible ingérence dans les affaires françaises.

Commentant les propos de M. Yamani, M. Jean Poperen, membre du secrétariat du parti socialiste, député du Rhône, nous a déclaré, mercredi 29 décembre :

« On veut espérer que le gouvernement français, qui a charge de l'indépendance et de l'honneur de notre pays, répondra, comme il convient, à cette nouvelle et inadmissible ingérence dans les affaires françaises. L'origine du coup n'est pas mystérieuse, lorsqu'on voit les liens entre l'Arabie Saoudite et les dirigeants de l'Arabie Saoudite. Une fois de plus, les milieux financiers internationaux se servent du pétrole comme d'un instrument de domination politique, une fois de plus apparaît urgente l'élaboration d'une politique énergétique planifiée comme une des conditions essentielles de l'indépendance française. »

En Syrie

LES RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX JUIFS AURAIENT ÉTÉ LEVÉES

De source officielle à Damas, on a confirmé mardi 28 décembre les informations du journal koweïtien Al Qabas, selon lesquelles la Syrie a décidé de lever les restrictions qu'elle imposait aux ressortissants syriens de confession juvée. Le journal avait écrit que « les Juifs syriens bénéficieraient désormais du même traitement que leurs concitoyens, notamment en ce qui concerne l'accès à la fonction publique et les déplacements à l'étranger ». Il estimait que les décisions du gouvernement syrien visaient à « démontrer ses intentions pacifiques et contribuent à un nouvel élément de confiance de paix déchaînée par la Syrie et l'Égypte » pour le règlement du conflit du Proche-Orient.

Tout en confirmant l'exactitude des informations données par le journal koweïtien, les personnalités syriennes citées par les agences Reuters et U.P.I. n'ont toutefois fait aucun commentaire ni fourni aucun détail.

A Jérusalem, le ministère israélien des affaires étrangères a accueilli ces informations avec scepticisme.

1977 DEVRA ÊTRE L'ANNÉE DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

estime M. Giscard d'Estaing

Recevant récemment M. Sulzberger, du New York Times, qui relate cette entrevue dans l'International Herald Tribune du 29 décembre, M. Giscard d'Estaing, représentant une formule utilisée lors du conseil des ministres du 28 décembre (le Monde du 29 décembre), a déclaré au journaliste américain que « tout devra être fait pour faire de 1977 l'année de la paix au Proche-Orient ». « Le monde arabe », a-t-il dit, « est prêt à modifier ses options. La position extrême est effacée. L'Arabie Saoudite joue maintenant un rôle très positif. »

Selon M. Sulzberger, M. Giscard d'Estaing ne semble pas accepter pour sa part, le mot « guerre », et pense que les divergences de vues ouvertement exprimées entre les partis communistes et la droite israélienne ne représentent de simples changements tactiques. Il estime cependant que l'attitude du P.C.I. s'apparente à un communisme « catégoriquement illégitime », plutôt qu'à une forme européenne au sens large.

LES ASSUREURS PORTENT A 7 000 F LE PLAFOND DE L'INDÉMNISATION RAPIDE DES AUTOMOBILISTES ACCIDENTÉS

Les conditions d'indemnisation des automobilistes victimes d'accidents purement matériels vont être améliorées. Dès le 1^{er} janvier 1977, les seront indemnisés directement et rapidement (deux mois en moyenne) par leur assurance jusqu'à concurrence de 7 000 F et non plus de 5 000 F, comme c'est le cas actuellement.

Cette procédure, baptisée I.D.A. (indemnisation directe aux victimes), a été mise en place en 1968. Elle permet à l'automobiliste d'être indemnisé directement par son propre assureur sans attendre le recours contre le responsable de l'accident. Cela a une triple condition : que l'accident se soit produit entre deux véhicules sensés et n'ait provoqué que des dégâts matériels (les collisions de chaîne sur les autoroutes sont donc exclues de l'I.D.A.) ; que les constatations amiables aient été rem-

En Syrie

LES RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX JUIFS AURAIENT ÉTÉ LEVÉES

De source officielle à Damas, on a confirmé mardi 28 décembre les informations du journal koweïtien Al Qabas, selon lesquelles la Syrie a décidé de lever les restrictions qu'elle imposait aux ressortissants syriens de confession juvée. Le journal avait écrit que « les Juifs syriens bénéficieraient désormais du même traitement que leurs concitoyens, notamment en ce qui concerne l'accès à la fonction publique et les déplacements à l'étranger ». Il estimait que les décisions du gouvernement syrien visaient à « démontrer ses intentions pacifiques et contribuent à un nouvel élément de confiance de paix déchaînée par la Syrie et l'Égypte » pour le règlement du conflit du Proche-Orient.

Tout en confirmant l'exactitude des informations données par le journal koweïtien, les personnalités syriennes citées par les agences Reuters et U.P.I. n'ont toutefois fait aucun commentaire ni fourni aucun détail.

A Jérusalem, le ministère israélien des affaires étrangères a accueilli ces informations avec scepticisme.

« Le sort de la communauté juive de Syrie, évaluée à quelque quatre mille personnes, avait été l'objet de manifestations organisées par le comité d'action pour les Juifs des pays arabes en juin dernier, au moment de la visite du président Assad en France. Le comité avait affirmé que les Juifs de Syrie étaient privés de tous leurs droits civiques, et soumis à « un régime d'humiliation, de brimades et de persécution ». Dans une émission diffusée en France la veille du voyage du président Assad — qui devait être reporté en juin — le président de la communauté juive de Syrie, intercepté par la radio libanaise, avait déclaré que ses concitoyens étaient soumis à aucune discrimination, et que leurs déplacements à l'étranger étaient réglementés de la même manière que pour les autres citoyens syriens.

« Le Bulletin quotidien d'informations » édité par l'Agence télegraphique française, a écrit de son côté, dans son numéro du 29 décembre, en citant des milieux bien informés à Paris, qu'« aucune des mesures qui frappent les Juifs syriens n'est liée à ce jour ». Les Juifs de Syrie demeurent à Damas. Selon ces milieux, les Juifs syriens ne peuvent toujours pas quitter le pays ni aller en Israël. Leur carte d'identité porte toujours la mention « Juif ». Ils ne sont pas autorisés à travailler dans les administrations, les entreprises nationales et les banques. Ils ne possèdent ni permis de conduire, ni téléphone et les biens des défunts sont confisqués. »

LES ASSUREURS PORTENT A 7 000 F LE PLAFOND DE L'INDÉMNISATION RAPIDE DES AUTOMOBILISTES ACCIDENTÉS

Les conditions d'indemnisation des automobilistes victimes d'accidents purement matériels vont être améliorées. Dès le 1^{er} janvier 1977, les seront indemnisés directement et rapidement (deux mois en moyenne) par leur assurance jusqu'à concurrence de 7 000 F et non plus de 5 000 F, comme c'est le cas actuellement.

Cette procédure, baptisée I.D.A. (indemnisation directe aux victimes), a été mise en place en 1968. Elle permet à l'automobiliste d'être indemnisé directement par son propre assureur sans attendre le recours contre le responsable de l'accident. Cela a une triple condition : que l'accident se soit produit entre deux véhicules sensés et n'ait provoqué que des dégâts matériels (les collisions de chaîne sur les autoroutes sont donc exclues de l'I.D.A.) ; que les constatations amiables aient été rem-

Par décision publiée au « Journal officiel »

Plusieurs articles du collectif 1976 et du budget 1977 sont déclarés non conformes à la Constitution

Saisi le 30 décembre par le président de l'Assemblée nationale du texte de la loi de finances rectificative pour 1976 (collectif « collectif ») telle qu'adoptée par le Parlement, le Conseil constitutionnel a, par décision publiée au Journal officiel du 29 décembre, déclaré non conformes à la Constitution les dispositions des articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 18. Toutes ces dispositions, indiquées ci-dessous, ont été introduites dans ce texte en méconnaissance des prescriptions de l'article 43 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances qui prévoient qu'« aucun article additionnel, aucun amendement à un projet de loi de finances, ne peut être présenté sans s'être tenu à la disposition du public, et être soumis à la commission des finances ». Or, relève le Conseil, les articles 10, 11 et 12 prolongent des délais prévus par la loi du 31 décembre 1971 réformant certaines professions judiciaires et juridiques ; l'article 13 permet de renvoyer les affaires administratives administratives des mesures collectives de prophylaxie pour les animaux ; l'article 14 concerne les statuts particuliers relatifs à certains corps de fonctionnaires ; l'article 15 modifie le code de la Sécurité sociale ; l'article 17 concerne le statut général et les statuts particuliers des militaires ; l'article 18 précède les dispositions selon lesquelles les hautes rémunérations du secteur privé seront plafonnées en 1977. Ces articles sont appelés à constituer un véritable « paquet législatif ».

En revanche, le Conseil constitutionnel a estimé que les articles 6 (extension à certaines catégories de salariés des taxes instituées sur les produits des exploitations forestières), 16 (droit d'inscription à l'examen du permis de chasser) et 22 (révision pour le service du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole) étaient régulièrement adoptés. Le mémoire déposé à l'appui du recours de M. Edgar Faure estimait, au contraire, que ces articles avaient été introduits au Sénat en méconnaissance de la priorité de l'Assemblée en matière financière, « principe constitutionnel et certain du droit constitutionnel ».

En ce qui concerne les recours introduits les 16 et 21 décembre par les députés socialistes et les radicaux de gauche, vingt-cinq députés de la majorité et le premier ministre, contre plusieurs articles de la loi de finances pour 1977, le Conseil constitutionnel a déclaré non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 15 (ex-13 bis) qui institue une taxe sanitaire et d'or-

ganisation du marché des viandes (cette mesure financière entièrement nouvelle a été introduite par le gouvernement au moment de la discussion au Sénat, et non à l'Assemblée) ; de l'article 16-VI qui imposait au gouvernement le dépôt d'un projet de loi en contradiction avec le droit d'initiative du premier ministre, et de l'article 87 (ex-74) qui permettait à l'État de passer des conventions de coopération avec des établissements privés d'enseignement supérieur (« comité budgétaire »).

Le Conseil a en revanche estimé conformes à la Constitution les articles 27 à 29 (ex-25 à 27) et 35 (ex-37).

Enfin, le Conseil a déclaré conformes les lois organiques relatives à l'élection des députés et sénateurs de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. Les lois organiques lui sont automatiquement soumises.

Sur les marchés des changes

● HAUSSE DU FRANC ● REDRESSEMENT DU DOLLAR

Le franc a sensiblement progressé, mercredi matin, sur les marchés des changes, le dollar américain repassant de 4,98 à 4,95 francs et celui du deutschemark de 1,17 à 1,16 francs. Cette hausse est liée, estime les spécialistes, à la publication de l'indice des prix pour le mois de novembre, dans la prévision (0,5 %) est jugée satisfaisante, compte tenu des circonstances. Le dollar, dont la baisse s'était accentuée mardi dans l'attente d'un redressement de la balance des paiements, a été relancé par la hausse de la balance commerciale. Le franc, qui avait baissé de 1,16 à 1,15 francs, a été relancé par la hausse de la balance commerciale. Le franc, qui avait baissé de 1,16 à 1,15 francs, a été relancé par la hausse de la balance commerciale.

Aux Pays-Bas

REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE MENTEN

Amsterdam (A.F.P.). — Nouveau rebondissement dans l'affaire Mente, qui risque de compromettre un peu plus l'avenir politique du ministre néerlandais de la justice, M. Van Agt : des révélations concernant M. Scheffer, le secrétaire de l'Académie royale des sciences, pressent pour mener l'enquête sur l'attitude des autorités néerlandaises, à l'égard de M. Mente, meurtre de Van Agt dans l'obligation de désigner quelqu'un d'autre.

Des journalistes néerlandais viennent en effet de découvrir que M. Scheffer, troisième personne présentée pour mener l'enquête, avait été condamné, en 1951, par un tribunal militaire, à un an de prison avec sursis pour « assassinat » d'un courrier féminin de la Résistance, Mlle Kitty Van Hava. Celle-ci avait livré, pendant les derniers mois de la seconde guerre mondiale, plusieurs résistants à l'ennemi.

EXCÉDENT DES PAIEMENTS ITALIENS EN NOVEMBRE

EN NOVEMBRE

Rome. — La balance italienne des paiements a présenté en novembre un excédent positif de 382 milliards de lire, le premier excédent global depuis le début de 1976 à 1 520 milliards, selon des chiffres provisoires publiés par la banque d'Italie. L'excédent — en octobre le déficit était de 77,5 milliards — est notamment attribué, dans les millions financiers italiens, à des retours de capitaux. Jusqu'ici, seuls les mois de juillet et d'août avaient présenté, grâce à l'arrivée de touristes, des soldes positifs, respectivement de 940 et 288 milliards de lire.

Le montant des remboursements à l'étranger que l'Italie devra effectuer au cours des prochaines années, d'autre part, est estimé à 3,1 milliards de dollars en 1977, 4,8 milliards en 1978, 2,7 milliards en 1979, entre 1,4 et 1,8 milliard en 1980 et 1981, 0,5 milliard en 1982 et 90 millions en 1983, si aucun nouveau prêt n'intervient. — (A.F.P.).

J.M. WESTON

SOLDE

ses fins de séries

de chaussures pour hommes

lundi 3, mardi 4, mercredi 5, jeudi 6 et vendredi 7 janvier, en ses magasins :

114, Avenue des Champs-Élysées et 98, Boulevard de Courcelles.

Les soldes de chaussures pour femmes auront lieu exclusivement les lundi 13, mardi 14, mercredi 15 et vendredi 16 janvier, 98 Boulevard de Courcelles.

LA GUERRILLA

PAR LES NATIONALIS

ET DE PLUS EN PLUS MEURTRE

Pour ceux qui aiment offrir.

هكزام الأول